N° 14. — Février 1926 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

La Liquidation du "Putschisme"
par A. ROSMER

QUE REPRÉSENTE MOSSOUL ?
par R. LOUZON

L'Expérience des Fonctionnaires
par D. ANTONINI

LE MOUVEMENT DES MÉTAYERS LANDAIS
par A. RICHARD

Quand sonnera l'heure de l'Unité ?
par P. MONATTE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal :

Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	11 fr.	Six mois . . .	15 fr.
Un an . . .	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 14 (*Février 1926*)

La liquidation du « Putschisme » . . . . . A. ROSMER.

Le Carnet du Sauvage :

Tortelier est mort. — Haro sur la droite ! — Une gauche dans la C. G. T. — Le dictateur dégonflé. — Pour les 60 ans de Romain Rolland.

Que représente Mossoul ? . . . . . R. LOUZON.

Le mouvement des métayers landais (*fin*) . A. RICHARD.

Parmi nos lettres :

Organisation de la production et capitalisme d'Etat. — A propos de Fascisme. — Jeunes syndiqués et jeunes communistes. — L'arme du boycottage. — Manifestation de syndicalisme de secte. — La bolchévisation en Algérie.

Quand sonnera l'heure de l'Unité ? . . . . . P. MONATTE.

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

Lettre d'Angleterre : Comment le Parti communiste sabote le travail de l'aile gauche (UN COMMUNISTE ANGLAIS).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'expérience des fonctionnaires. — Le 15 février et le C. C. N. — Congrès peu brillant. — « Elle vous honore et les déshonore ».

A TRAVERS LES LIVRES

L'Aube de l'anarchie, de Max Nettlau (Jacques MESNIL). — *L'Angleterre moderne*, d'André Philip (R. LOUZON). — *Le Meunier contre la ville*, de Joseph Jolinon (B. GIAUFFRET).

NOTES ÉCONOMIQUES

Le progrès de l'Empire yankee (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — Les syndicats russes et Amsterdam. — Une lettre du Parti communiste de l'U. R. S. S. — La lettre des 250. — Déclaration du Président de la Léna. — Tuberculose et travail de nuit.

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince

PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX

Traduites par J. MOLITOR

Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Le Capital

LIVRE II

Tome I. — LE PROCÈS DE CIRCULATION DU CAPITAL, 1 *vol. in*-16 de 260 *pages*. 9 fr. -

EN VENTE :

Le Capital

LIVRE I

(Complet)

I. Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol.* Chaque volume.. 10 fr. -

Histoire des Doctrines Économiques

I. DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH, 2 *vol*..... 10 et 8 fr. -

II. RICARDO..... 3 *vol*..... 10, 10 et 8 fr. -

III. — DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE, 3 *vol.* Chaque volume.. 9 fr. -

VIENT DE PARAITRE :

GUSTAVE DUPIN

(ERMENONVILLE)

Le Règne de la Bête

Prix : 7 fr.

PARIS

Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

LE CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

La Liquidation du "Putschisme"

Qu'allait être ce 14e Congrès du Parti communiste russe ? le troisième sans Lénine et le second tenu depuis sa mort. Un congrès paisible, sans opposition, où on se serait borné à enregistrer l'amélioration de la situation générale dans la Russie des Soviets et à se féliciter d'une bolchévisation généralisée? Peut-être est-ce là ce qu'on attendait, aussi bien parmi les membres des partis communistes que du côté de la bourgeoisie, car, contrairement à ce qui s'était passé avant le 13e Congrès, nulle discussion, nulle divergence ne s'était manifestée publiquement, et les différentes caravanes de touristes qui avaient, durant l'automne, « fait » la Russie en vingt jours, n'avaient, naturellement, rien vu ni rien su du conflit qui couvait.

On ne tarda pas à être fixé, et la bourgeoisie, qui n'espérait rien, se trouva comblée. Elle eut une matière abondante pour des prédictions sinistres, des titres sensationnels : « Léningrad contre Moscou », « La Scission du Parti communiste russe », « A la veille de Thermidor » ; un magnat du pétrole, le directeur de la Royal Dutch, se risque, une fois de plus, à annoncer la fin du bolchévisme pour... la fin de l'année.

Les « vieux bolcheviks » français ne disent rien. Eux qui avaient tant de voix pour dénoncer Trotsky et l'opposition de 1924, les voilà cette fois silencieux. Il n'ont pas appelé, le Parti français, à condamner le « pessimisme », le « défaitisme », le « liquidationisme », l' « axelrodisme » de Zinoviev et de Kamenev. Le 14e Congrès s'est déroulé sans qu'ils interviennent ! Ne croyez pas qu'ils aient, enfin, le sens du ridicule et soyez sans inquiétude sur ce qu'ils feront : quoi qu'il arrive, ils seront toujours « du côté du manche », selon la formule d'Herclet.

Il y a un an, il ne faisait pas bon discuter. Tout allait bien et de mieux en mieux. Le Parti communiste russe — sans Lénine — était plus solide que jamais : il avait accueilli d'un coup près de 300.000 ouvriers, en même temps qu'il se débarrassait des « menchéviks » de l'opposition. Une récolte exceptionnelle apportait l'aisance, une aisance toute relative, sans doute, mais une aisance quand même, par rapport au passé. Dans l'Internationale, on assistait à une génération spontanée de « vieux bolchéviks ». Zinoviev les fabriquait en série comme, au Congrès, il faisait du bolchévisme 100 % (cette belle formule est de lui).

Au cours des discussions du Congrès, la vie intérieure de la direction du Parti durant l'année écoulée a été soudainement révélée ; les antagonismes qui se sont produits ont été mis à nu : heurt des chefs et divergences d'opinion sur la question paysanne et sur la « Nep ».

Heurt des chefs.

Liquidons d'abord le premier point, qui a son importance, mais reste néanmoins secondaire.

On sait maintenant que la résolution concernant Trotsky, votée par le Comité central le 17 janvier 1925, résolution monstrueuse que nous avons commentée comme elle le méritait dans le n° 2 de la *R. P.*, a été cependant adoptée contre Zinoviev. Celui-ci exigeait simplement que Trotsky fût chassé du Parti. La majorité du Comité central qui, malgré la violence de l'attaque et l'invraisemblable accumulation d'épithètes et d'accusations contre le « trotskisme », n'avait pas perdu tout à fait la raison, résista à cette exigence. Zinoviev, en s'obstinant, provoqua la dislocation de la troïka. Pourquoi une telle obstination ? Parce que Zinoviev voulait profiter de l'occasion unique de se débarrasser de Trotsky, dont la présence le gêne dans le Parti russe, et plus encore dans l'Internationale. Il voulait pouvoir mener à son aise et en maître absolu sa politique de « bolchévisation », c'est-à-dire de putschisme généralisé, de divagations gauchistes.

Avant d'en finir avec la troïka, aujourd'hui dispersée, il est utile de la caractériser pour marquer le rôle qu'elle a joué dans le développement du Parti communiste russe. Elle n'avait qu'une raison d'être négative : empêcher Trotsky de disposer d'une influence prépondérante dans la direction du Parti. Ce but atteint, elle devait disparaître, et sa composition même la vouait à une existence éphémère. Kamenev, c'est le droitier-type. Dès 1920, au 9e Congrès du Parti, personne n'en voulait plus au bureau politique. Lénine dut user de toute son autorité pour l'imposer. Non qu'il ne le considérât lui-même comme droitier. Au contraire. Il était d'accord avec l'unanimité du Congrès là-dessus. Mais il disait : « C'est précisément parce que Kamenev est un droitier, comme nous le savons tous, qu'il doit être au bureau politique. »

Zinoviev est le démagogue par excellence, incapable de tout effort constructif et de tout travail d'organisation. Quand on écrira l'his-

toire de l'I. C., on verra que c'est lui le grand responsable de son fonctionnement lamentable. Inférieur à sa tâche, il a toujours soin de ne s'entourer que de médiocres, de peur d'être éclipsé et... remplacé. C'est lui qui provoqua et entretint si longtemps la méfiance des syndicalistes et des militants sérieux à l'égard de l'I. C., par ses coups de gueule où l'absence d'idées le disputait à la trivialité de la forme, révélant une incompréhension totale du mouvement ouvrier d'Europe.

Staline est un homme d'une autre trempe. C'est un révolutionnaire de tempérament et de volonté. Peu connu hors de Russie, il connaît mal lui-même ce qui se passe hors de Russie. Il est un des rares militants russes qui ne parlent aucune langue étrangère. Cela trace des limites à son activité, qui s'exerce surtout au sein du parti russe. Il est trop manœuvrier et trop homme de l'appareil pour que sa politique soit de nature à nous rassurer, mais cela ne doit pas nous empêcher de reconnaître qu'il a parlé au Congrès le langage d'un homme conscient des nécessités de l'heure présente et soucieux de créer une direction collective groupant toutes les forces du Parti.

Cette fois il a été impossible de réaliser l'unanimité au Congrès; on s'est rattrapé après le Congrès : Molotov écrit triomphalement que toutes les cellules de Léningrad ont désavoué la délégation qui prétendit les représenter au Congrès. Qu'est-ce que cela prouve ? Sinon qu'un petit appareil a été brisé par un plus gros appareil.

L'histoire des partis socialistes montre que de telles unanimités sont funestes au mouvement ouvrier; elles ne font que masquer des divergences et des difficultés réelles sous un accord et un optimisme de commande. Elles sont étouffantes.

Nous n'avons pas approuvé ces méthodes lors du XIIIe Congrès; nous ne les approuvons pas davantage aujourd'hui. Aussi longtemps qu'elles persisteront, on pourra dire que la crise provoquée par les graves problèmes qu'a posés le développement de la Révolution au moment même de la disparition de Lénine dure toujours et, en durant, s'aggrave. L'attitude ferme, clairvoyante et courageuse de Kroupskaïa refusant, au XIVe Congrès comme au XIIIe de s'associer aux pratiques néfastes de la direction, est un indice sûr que quelque chose ne va pas dans le Parti communiste russe.

Sans doute les conséquences immédiates ne sont pas, cette fois, alarmantes. On peut très bien se représenter la direction du P. C. R. sans Zinoviev et Kamenev et la Révolution se poursuivant sans eux comme elle se fit sans eux et contre eux, en octobre 1917. De plus, les débats du Congrès, et en particulier la réplique de Staline évoquant la vie intérieure de la direction du Parti, ont montré qu'en réalité c'est sur la question de la bolchévisation de la superbolchévisation que Zinoviev a été battu. C'est parce qu'il avait été tenu en échec, sur cette question, au Comité central du P. C. R. tout au long de l'an dernier qu'il a tenté de prendre une revanche publique au Congrès. Contre la direction du Parti, au sein de laquelle son influence allait déclinant sous l'attaque systématique de Staline, il a mobilisé Léningrad et s'est dressé comme le champion de la démocratie ouvrière, dénonçant impitoyablement les fâcheuses déformations de la Nep.

La question paysanne.

Reste le problème central. Il y a quelque chose d'apparemment paradoxal dans la situation présente de la Révolution russe. On nous dit que les progrès dans le domaine économique ont été considérables, qu'on est sur le point d'atteindre le niveau de la production d'avant guerre, que l'industrie elle-même, si longtemps retardataire, a reçu une vigoureuse impulsion et qu'on espère dépasser bientôt, dans toutes les branches, les chiffres de 1913. Et tout cela est incontestablement vrai. Pourquoi donc ne peut-on se borner à enregistrer joyeusement ces résultats et pourquoi est-on contraint de se poser, à ce moment précis, la question dont dépend l'avenir même de la Révolution ? C'est qu'il n'y a pas eu parallélisme dans le développement de la production et le développement du communisme.

La récolte s'enfle d'année en année mais, en même temps, au village, l'influence du koulak grandit, parce que c'est lui qui produit le plus de blé, parce que c'est lui qui est le mieux outillé pour produire.

A la ville, le même danger commence à se montrer. C'est Zinoviev qui le révèle. Il le fait en ces termes :

« Le koulak a son complément dans la ville. C'est : 1° le nepman; 2° la nouvelle bourgeoisie; 3° la couche supérieure des spécialistes qui devient un élément de plus en plus important dans notre économie; 4° la couche supérieure de nos deux millions et demi d'employés parmi lesquels il y a naturellement certains éléments qui tendent à une alliance avec le koulak; 5° une partie des intellectuels bourgeois ; 6° tout l'entourage capitaliste international qui soutient le koulak de toutes les manières possibles. »

Ce tableau n'est peut-être pas tout à fait exact ni même complet. Il suffit de le prendre tel quel pour se représenter le danger présent.

La « Nep » impliquait une lutte incessante et vigilante entre le pouvoir des Soviets et les petits, moyens et grands capitalistes autorisés de nouveau à vivre. Elle devait être un stimulant pour la Révolution qui, pour la première fois, pouvait entamer l'œuvre gigantesque de la reconstruction. Mais la première condition était que la Russie soviétique restât capable de dominer l'entreprise privée et de s'en incor-

porer les profits. Si c'est la « Nep » qui mord sur les conquêtes de la Révolution, qui les entame chaque jour un peu plus, alors la Révolution est en danger.

Dans la pensée de Lénine, la « Nep » devait assurer un répit de trois années que la Révolution aurait à mettre à profit pour être capable de faire ensuite un nouveau pas vers la construction communiste. En 1924, les trois années étaient écoulées. L'heure était venue de dresser le bilan de l'étape parcourue, de voir où on en était.

La « Nep » était, en soi, un recul, du fait qu'on reconnaissait être incapable de prendre en main tout le problème de la production et qu'on faisait délibérément sa part à l'entreprise privée. Mais elle était la politique juste du moment, parce qu'elle accordait la capacité révolutionnaire et les données présentes du problème de reconstruction.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que cette nouvelle politique se réalisa sans heurts. Même quand on la trouvait théoriquement juste, il était pénible de voir reparaître le mercanti, le capitaliste, le marchand, le fabricant, d'abord timides, puis plus hardis, et avec eux la pourriture que la bourgeoisie traîne avec elle et dont la Russie des Soviets avait été purgée.

Pour ces raisons, l'examen de la situation, en 1924, s'imposait. Pourtant, on ne le fit pas. Il y avait une amélioration indéniable dans la situation matérielle des ouvriers et des paysans; la récolte, qui s'annonçait excellente, allait la renforcer encore. Au lieu d'aller au fond de la situation, on se mit à fabriquer des théories extravagantes· on affirma que la « Nep » c'était le socialisme ; on oublia les vertus véritables de la « Nep », pour lui en découvrir d'autres qu'elle n'a certainement pas, et on aboutit finalement à cet extraordinaire : « Enrichissez-vous », de Boukharine, qui, aux oreilles françaises surtout, rappelle si fâcheusement M. Guizot.

Comment a-t-on pu en arriver là? On se souvient sans doute qu'une des « erreurs » attribuées aux opposants de 1924, c'était qu'ils sous-estimaient la paysannerie, qu'ils ne comprenaient pas l'importance de la liaison de la ville et de la campagne et empêchaient l'application de la « Nep » parmi les paysans. Or, on avait à peine prononcé cette condamnation sans appel qu'on se trouva en présence d'un véritable soulèment de paysans contre les mesures et contre les hommes du centre. C'était toujours le problème des ciseaux, et bien d'autres avec lui, qui revenaient. Tout le monde se mit à écrire sur la question paysanne, qu'on avait dit, et cru peut-être, résolue. On lança le mot d'ordre : « Face aux campagnes! » Et, pressé par les circonstances qu'on ne dominait plus, on aboutit où on devait aboutir, à orienter la politique du pouvoir des Soviets sur le paysan aisé, et même sur le « koulak », et non plus sur le paysan pauvre. On fit des concessions de toute sorte, et notamment on autorisa l'emploi de la main-d'œuvre agricole, créant ainsi une nouvelle catégorie de salariés, de journaliers agricoles, paysans sans terre, autour des paysans aisés qui, dans certains cas, ont réussi à reconstituer leurs anciens domaines et sont devenus les personnages influents des campagnes. Et, là-dessus, des communistes se sont mis à célébrer les « koulaks », personnages intéressants, puisqu'ils produisent plus et dans de meilleures conditions que les paysans pauvres et les paysans moyens, et Boukharine s'est écrié : « Enrichissez-vous! »

La question ouvrière.

Dans l'industrie, la situation reste différente, puisque la quasi-totalité de la grande industrie est aux mains des entreprises d'Etat et que les concessions accordées aux capitalistes étrangers ne représentent, dans l'ensemble, qu'une faible partie des richesses immenses existant dans l'U. R. S. S. Et il est singulier de voir Zinoviev refuser de prendre à son compte la formule : l'industrie d'Etat, c'est du socialisme. A quelle condition, en effet, n'en serait-elle pas? sinon à une seule : que le pouvoir ne fût plus aux mains des ouvriers, mais qu'il eût déjà passé à une nouvelle catégorie de privilégiés dont on ne nous a, jusqu'à présent, rien dit. S'il y a un Parti communiste fort de l'initiative de tous ses membres, des syndicats vivants et agissants, des soviets conscients de leur rôle d'organe du pouvoir, il est sûr que l'industrie d'Etat, c'est du socialisme.

Zinoviev ne fait qu'exploiter le mécontentement des ouvriers pour donner une base à son opposition sans principes. Mais quelles sont donc les causes du mécontentement des ouvriers? Pourquoi donc ne sentent-ils plus que l'usine où ils travaillent c'est *leur* usine? Pourquoi, en un mot, la question même de savoir si une entreprise d'Etat c'est du socialisme peut-elle se poser? Nous pouvons, pour notre part, d'autant mieux fournir les réponses à ces questions que nous les avons déjà indiquées dans les discusion antérieures. Les ouvriers ne se sentent plus chez eux à l'usine parce qu'ils ne sont plus des artisans actifs de la production, mais des éléments passifs, exécutant des ordres donnés. Un parti dans lequel on ne peut plus discuter, où les cellules doivent avaler sans broncher la leçon que vient leur faire un envoyé du centre, sous peine d'être dissoutes et dispersées, n'est pas un parti fort, capable de remplir le rôle qu'il s'assigne de guide de la Révolution. Et quand la discussion n'est pas permise au parti, il est inutile de parler des syndicats et des soviets.

Divers faits qui se sont produits au cours de ces derniers mois semblent marquer un revirement. L'attention des commu-

nistes russes s'est portée sur les syndicats. Un des secrétaires du parti, Andréiev, a, dans un rapport impitoyable, dénoncé les insuffisances et les tares de leurs directions. D'autres chefs du parti ont porté des jugements analogues. Il serait facile de montrer que la responsabilité de cet état de choses, jugé à juste titre alarmant, remonte à la direction du parti elle-même. Mais si on est arrivé à la conviction que des syndicats forts et actifs sont nécessaires, qu'ils doivent prendre une grande part à l'organisation de la production, il suffit pour l'instant de le constater et de s'en réjouir.

Le fait que la Russie soviétique reste finalement seule, au milieu d'un monde capitaliste et, par conséquent, ennemi, est venu rendre la tâche d'édification communiste infiniment plus difficile. Mais il faut bien prendre la situation comme elle est et les bavardages sur la révolution hors de Russie,quand la révolution n'est pas là, n'ont eu d'autre effet que de faire perdre un temps précieux. De même il est tout à fait vain de poser la question de savoir si le socialisme est possible dans un seul pays; c'est là, vraiment, du défaitisme. En Europe, le régime capitaliste est loin d'avoir retrouvé sa solidité d'avant guerre. Il a pu atteindre un état de stabilité relative, ainsi que chacun le reconnaît aujourd'hui. Mais il a encore d'immenses difficultés à vaincre et rien ne permet d'affirmer qu'il y réussira. Il n'a présentement le choix qu'entre des crises financières, avec la redoutable inflation, et des crises économiques qui paralysent l'industrie et engendrent d'immenses armées de sans-travail. Tout ce qu'il est capable d'offrir aux ouvriers, ce sont les conditions de travail et de vie de 1914 — avec la guerre au bout.

Les forces de révolution restent donc formidables en Russie et hors de Russie. Comment la Russie des Soviets saura-t-elle les utiliser et les coordonner ?

Une maladie ronge l'Internationale.

Zinoviev a fait son rapport habituel sur l'I. C., rapport banal orné de mensonges bêtes à notre égard. Nous aurons à y revenir lors de la réunion de l'Exécutif élargi. Mais il faut noter dès maintenant que, pour la première fois, une notable partie du Congrès a refusé d'approuver ce rapport, que des critiques assez vives ont été formulées, le danger gauchiste dénoncé et qu'un de ceux qui ont attiré l'attention des communistes russes sur ce danger est Manouilski. Il a dit, entre autres, ceci : « Mais notre maladie la plus grave est, présentement, l'incapacité de nos jeunes partis communistes à appliquer la tactique du front unique. Les besoins des masses se sont heurtés à cette incapacité. De là, les crises qui ont surgi en Pologne, en Allemagne et en France. »

C'est Manouilski qui parle ainsi, l'homme qui a été, en France, l'exécutant de la politique de Zinoviev, qui a mis les gauchistes à la direction du Parti, qui les a présentés comme les représentants authentiques de l'I. C. Et qui donc a été le premier saboteur du front unique, sinon Zinoviev? Manouilski constate aujourd'hui qu'une grave maladie ronge l'Internationale. Nous ne pouvons que lui répondre : « Tu l'as voulu... » Quant aux autres communistes russes qui sont intervenus au Congrès pour dénoncer les complaisances de Zinoviev à l'égard des gauchistes, nous trouvons qu'ils se réveillent un peu tard. N'ont-ils pas compris ce qui se passait au 5e Congrès?

Pour la première fois, le Congrès du P. C. R. a décidé d'envoyer une « lettre d'information » aux sections de l'Internationale communiste. On en comprend bien la raison. De cette lettre, il faut surtout détacher le passage suivant : « Le C. C. du P. C. R. est absolument unanime à considérer qu'il n'est pas désirable de transporter la discussion sur la question russe dans les rangs de l'I. C. » Un éditorial de la *Pravda*, commentant la lettre, dit de même : « C'est pourquoi le C. C. du P. C. R. a déclaré à l'unanimité que la discussion n'était pas désirable dans les partis frères. » On ne verra donc pas, cette année, les mêmes « bolchéviks » qui, à l'instigation de Zinoviev, dénoncèrent Trotsky et les opposants de 1923-24 comme menchéviks et contre-révolutionnaires, voter des résolutions stéréotypées sur « l'axelrodisme, le défaitisme, le liquidationisme » de Zinoviev. C'est une sagesse tardive et le C. C. du P. C. R. a mis bien du temps à apercevoir la justesse d'une attitude que nous avions, pour notre part, adoptée et proposée dès le début de 1924 — ce qui entraîna notre exclusion.

***

Au lendemain du 13e Congrès du Parti communiste russe et du 5e Congrès de l'I. C., les perspectives étaient sombres. Le parti, déchiré, se privait de ses meilleures forces; l'Internationale, en proie à la divagation gauchiste, glissait vers la social-démocratie. Il y a aujourd'hui une éclaircie. Le Parti communiste russe va-t-il être capable de rassembler à nouveau les forces vives de la Révolution, d'entraîner les ouvriers et les paysans et de leur permettre d'être des éléments actifs et passionnés de l'œuvre d'édification communiste, en même temps que dans l'Internationale il enrayera le glissement? Le voudra-t-il? Le pourra-t-il? On ne sait pas. On doit se contenter de poser ces questions et de constater que c'est là un progrès sur la situation antérieure. Mais ce qu'on sait déjà, c'est que le mal fait subsistera. Le temps perdu ne se retrouvera pas. Le prestige non plus.

A. Rosmer.

Le Carnet du Sauvage

Tortelier est mort.

Sans bruit, le père Tortelier est parti de ce monde, à 71 ans, le 1er décembre dernier. Sa fin aura passé aussi inaperçue que ses dernières dizaines d'années. Plus d'un jeune, ayant lu dans les histoires du mouvement qu'il avait été en France le premier propagandiste de l'idée de grève générale, dira : « Tiens, il vivait encore. »

Nous sommes diablement ingrats pour nos vieux, pour ceux qui nous ont tracé la voie. Sitôt à l'écart, nous ne pensons plus à eux, comme si nous ne le leur devions pas un peu de sympathie et comme s'ils ne pouvaient pas encore, dans leur coin, être de quelque utilité pour le mouvement. Rien que sa bonhomie souriante, sa vie paisible de vieil ouvrier menuisier à Eaubonne m'ont rasséréné plus d'une fois avant-guerre.

J'avais été le trouver la première fois pour lui faire raconter ses souvenirs des années 1886 à 1893. A ce moment-là, j'avais l'idée de reconstituer, par une série de souvenirs de nos vieux militants, les phases principales des débuts du syndicalisme. Cette idée, je ne dis pas que je ne la reprendrai pas un jour. Ceux qui se contentent de compulser la littérature écrite pour retracer l'histoire ouvrière négligent l'essentiel. Le meilleur, souvent, n'est pas écrit. Ni le pire. Sans eux, des tas d'événements demeurent inexplicables, ou ne s'enchaînent pas.

Tortelier m'avait raconté sa vie militante, comment il avait été gagné aux idées anarchistes, un jour qu'il était allé faire, pour le parti allemaniste, une réunion aux ardoisiers de Trélazé. Les compagnons de ce vieux foyer révolutionnaire l'avaient entrepris toute une nuit et l'avaient conquis.

Comment avait-il été amené à l'idée de grève générale ? Cette idée était dans l'air, ayant traversé l'Océan, retour d'Amérique où les militants anarchistes de la 1re Internationale l'avaient recueillie. Tortelier avait été en France l'un de ses premiers interprètes, le plus connu parce qu'il était un orateur entraînant : ceux qui l'ont entendu dans les réunions d'alors, disent qu'il était un véritable tribun ouvrier.

Un soir de 1913 ou 1914, le « noyau » de la *Vie Ouvrière* avait organisé un petit dîner en son honneur. Il avait discuté, raconté des souvenirs — moins qu'en notre tête-à-tête à Eaubonne. Depuis je ne l'avais pas revu. Quelqu'un m'avait dit qu'au début de la guerre il avait coupé dans le jusqu'auboutisme. Je n'avais pas osé aller le revoir. Je le regrette bien.

Pourquoi était-il rentré dans l'ombre ? Peut-être parce qu'il fallait vivre et élever sa famille. Peut-être aussi, — mais il ne le disait pas — parce que, avec sa génération de militants, il avait espéré en la révolution prochaine et que son espérance s'était brisée. On ne peut s'expliquer l'histoire de la classe ouvrière française sans tenir compte des vagues révolutionnaires qui ont soulevé plusieurs générations, celle des années 1886-1890, 1900-1906 et enfin la dernière, celle d'après-guerre.

Tortelier n'a rien écrit. Il était un orateur et ses paroles ardentes se sont envolées. Mais chaque fois que nous jetterons un regard en arrière, la figure de ce militant du Syndicat parisien des menuisiers qui fut en France le premier porte-parole de l'idée de grève générale, avant Pelloutier, bien avant Briand, se lèvera devant nos yeux.

Haro sur la droite !

La soi-disant droite du Parti communiste vient de prendre quelque chose, et nous, les exclus, par ricochet. Puis-je lui dire qu'elle ne l'a pas tout à fait volé. Elle s'en est laissé imposer par les hommes à culot de la Direction du Parti. Au lieu de mener l'offensive qui s'imposait, elle a perdu son souffle dans la défensive, elle a couru après les mille petites saloperies déversées sur elle.

Il y a deux ans, — déjà deux ans — nous avons cru bêtement que retourner à ceux qui nous l'appliquaient l'épithète infamante de droitiers serait faire comme les gosses quand ils sont accusés à tort : « Ce n'est pas moi, c'est lui. » Mais du temps a passé et la pudeur n'est plus de mise avec des lascars qui ont toutes les impudences. Aujourd'hui, où le Parti multiplie les sourires aux petits commerçants, où Cachin fait, avec la bénédiction du Bureau politique, des discours nationalistes contre l'Amérique, il n'y avait qu'à riposter : « Regardez-vous donc dans une glace et vous verrez les droitiers. »

Sa position était solide; elle l'a abandonnée d'elle-même. Elle déclarait que le Parti était conduit à la ruine, que ses effectifs fondaient comme beurre en poêle. Mais sitôt que Sémard a crié que le parti comptait 75.000 adhérents, elle n'a pas osé le traiter de menteur. Elle aurait dû rappeler le bluff des divers Congrès ouvriers. Quant aux 75.000 adhérents, ils doivent se retrouver comme cotisants dans les livres de comptes. Pourquoi le Parti ne publie-t-il plus d'état de ses effectifs par fédération ou par région ? Comment les cellules peuvent-elles se vider pendant que le total des adhérents augmenterait ?

Elle s'est laissé désarçonner avec la fraternisation et l'évacuation du Maroc. Il y avait pourtant une question préliminaire à poser : « Quels résultats avez-vous obtenus, malgré les sacrifices héroïques des militants du rang ? » La réponse était claire : Aucun. Alors qu'il était possible, facile d'en obtenir d'immenses, d'obliger l'impérialisme colonial à reculer, de contraindre le gouvernement à cesser la guerre, à faire la paix.

Non seulement la direction du parti n'a pas le droit de se vanter de son action contre la guerre du Maroc, mais elle devrait en rougir. Elle a saboté cette campagne, gaspillé les sacrifices, facilité la besogne des gouvernants. Elle a objectivement fait un beau travail contre-révolutionnaire.

Et maintenant ? Promesse a été faite à la soi-disant droite d'ouvrir une large discussion dans la presse du parti. Mais il en sera de cette promesse comme des autres. Le tiroir de Sémard ou de Treint enterrera les réponses qui pourront être faites. Quand on daignera les exhumer, c'est que d'autres préoccupations accapareront les esprits; elles seront alors des intruses.

Une gauche dans la C. G. T.

Il semble que mon article du mois dernier sur l'Unité n'ait pas été du goût de Monmousseau. J'en suis désolé, mais j'écris pour exprimer ce que je crois utile au mouvement. Je n'ai pas attendu sa permission pour dire à la Commission provisoire de la C. G. T. U. en 1922, moi confédéré, ce que je pensais de trois résolutions qui mettaient sur la nouvelle organisation une enseigne anarchiste. Je me permettrai de dire et répéter aujourd'hui — moi confédéré qui fis tous mes efforts pour empêcher que ne se brise mon syndicat — que la Commission triée par Monmousseau et le Parti ne porte pas moins préjudice à la C. G. T. U. en lui collant une enseigne communiste.

Quant à la gauche dans la C. G. T., Monmousseau et le parti peuvent se dire qu'ils sont cause pour une bonne part de son inexistence. Ils ont essayé par leurs propres moyens. Je lis avec curiosité la page réservée à la France dans l'*Unité* de Belgique. Grandin, l'ex-tête de liste communiste dans la Vienne aux élections de 1924, que l'on n'avait jamais vu dans la minorité confédérée, n'a même pas réussi à rassembler les confédérés membres du parti. Devant cette impuissance, on se retourne du côté de Jacquemin et d'Humbert, on se retourne de mon côté, tantôt avec des sourires, tantôt avec des menaces. Sourires et menaces n'ont pas de prise sur un sauvage de mon espèce.

Avez-vous bien lu, le mois dernier, la lettre de notre correspondant anglais et ce qu'il disait de l'aile gauche trade-unioniste et du parti communiste anglais ? « Le Parti communiste veut une aile gauche qui ne soit qu'un camouflage du Parti, prenant ses instructions au

siège du Parti et avec des communistes à tous les postes essentiels. »

C'est exactement ce que voudraient ici Monmousseau et la Parti français. C'est ce que je ne veux pas.

Le dictateur dégonflé.

Pauvre Valois! Le voici rudement malheureux· son faisceau délié, sa poudre mouillée, ses ailes pendantes. Pour se consoler, il n'a que la peine causée, par sa chute, aux « putchistes » du Parti. Ils l'avaient salué par de grands cris. Vous voyez bien que le fascisme est là ! nous disaient -ils. L'*Humanité* avait fait au *Nouveau Siècle* une publicité inouie. Les moindres pets de Valois lui semblaient des coups de tonnerre avant l'orage.

Cela me réjouissait fort. C'est que j'ai connu Valois, voilà une vingtaine d'années. La sale blague qu'il nous fit au syndicat des employés de librairie, avec sa manie de romans-feuilletons, me l'avait fait juger. Quand je racontais cette histoire aux camarades pour les convaincre que le gars ne pouvait être dangereux, ils n'étaient pas complètement rassurés. Les derniers incidents y auront suppléé.

Je vais vous raconter mon histoire. Vers 1903-1904, nous avions à quelques-uns fondé le premier syndicat des employés de librairie. Rapidement, le syndicat avait dépassé la centaine d'adhérents, ce qui était bien pour le milieu. Les « coureurs » en librairie étaient venus nombreux; tous les employés de chez Cornély étaient là; de chez Colin, ils s'en était amené un certain nombre, avec Gressent, maintenant Valois, alors secrétaire du directeur Bourrelier. il y en avait un ou deux de chez Hachette, Delagrave, Masson, Fayard. Je travaillais, à ce moment, à l'administration de « Pages Libres ».

Un jour nous apprîmes que chez Hachette on menaçait de renvoi l'un des syndiqués. Au Conseil syndical, nous nous demandions que faire. Pas moyen de penser à une démarche du syndicat, encore moins à une grève. J'émis une idée : menacer la librairie Hachette si elle renvoyait un syndiqué parce que syndiqué, de la dénoncer au corps enseignant, demander aux Amicales d'instituteurs, — les syndicats n'existaient pas encore, — de boycotter les livres classiques de chez Hachette. L'idée fut adoptée d'enthousiasme. Dans le bulletin, du syndicat un article développa cette idée. Le syndiqué menacé ne fut pas renvoyé, mais à partir de ce moment là nous sentîmes un malaise au syndicat. Les syndiqués de chez Colin ne parurent plus aux assemblées, puis d'autres; le syndicat dépérit plus vite qu'il n'avait grandi.

Nous ne nous l'expliquions pas. Il fallut, quelques années plus tard, une étude publiée dans une revue relatant comment une librairie franc-maçonnique avait utilisé un syndicat contre ses concurrents, pour nous donner la clef de l'énigme.

L'étude était de Valois. Cet imbécile s'était mis dans la tête que l'idée de boycott avait été suggérée par Cornély pour démolir la librairie Hachette, puis Colin, puis Delagrave. Il avait bâti là-dessus un formidable roman-feuilleton. Il avait épouvanté ses collègues. Il avait fait le vide autour du syndicat par ses racontars.

J'étais bien placé pour savoir d'où venait l'idée et quel esprit l'inspirait. A partir de ce moment, vous pensez si je me suis méfié de la folle du logis de Gressent-Valois.

Quand il est allé à l'*Action Française* — il était anarchiste nietzschéen lorsque je l'ai connu—je me suis dit : « Qui se ressemble s'assemble ». Ne trouvez-vous pas que Daudet, que Maurras ont le même goût pervers du roman-feuilleton politique ?

On ne peut prendre pour argent comptant toutes les explications fournies par Maurras dans son différend avec Valois — d'autant qu'il semble que l'un des crimes de Valois soit d'avoir détourné de l'*Action Française* de riches souscripteurs — mais il en est qui me paraissent tout à fait vraisemblable sinon justes :

« Une méditation élémentaire sur le fascisme italien lui ayant montré que le mouvement eut pour raison d'être et cause formelle la dure crise communiste par laquelle est passée l'Italie, un jour j'eus la surprise, écrit Maurras (20 déc.), de l'entendre dire qu'il faudrait en passer par là et que, *si cette crise n'éclatait pas chez nous toute seule, il fallait la faire éclater.* »

Valois ne se serait pas contenté de le dire, il aurait essayé de le réaliser.

« Oui ou non, pouvions-nous laisser ces jeunes patriotes exposés aux imaginations meurtrières d'un chef plus inapte encore qu'indigne... Ceux qui commettent l'erreur de continuer à l'avouer peuvent se réveiller, un de ces matins, devant un complot d'opérette dans le goût du capitaine Tamburini, comme il en mijotait en août-septembre-octobre derniers dans certains coins du Sud-Ouest que Valois avait visités. »

Maurras a précisé depuis qu'il s'agissait pour Valois d'enlever la préfecture de Périgueux et de proclamer la révolution dans le Périgord.

Je voudrais bien savoir ce que mon vieux Delagrange a à dire là-dessus. Je crois que l'imagination de Valois, ou celle de Maurras, a trotté loin.

Il n'en reste pas moins que des communistes sérieux auraient dû suivre cette discussion avec soin, jour par jour dans l'*Humanité*. C'était, cette fois, une bonne occasion de s'occuper de Valois et du fascisme, de les ridiculiser à les en faire crever.

Cela n'a pas été fait. D'autre part, Valois a raconté avoir eu un important entretien chez lui avec un communiste de marque en décembre 1924. Il ne serait pas inutile de savoir quel était ce communiste de marque. D'autant que décembre 1924 c'est le commencement de la période aiguë du putchisme dans le Parti.

Putchisme, fascisme, ça se complète. L'un a besoin de l'autre. Le mouvement révolutionnaire n'est pas une innocente bergerie, nous le savons trop; raison de plus pour chercher à savoir quelles bêtes, loups ou renards, rodent autour ou entrent dedans.

Pour les 60 ans de Romain Rolland.

Le 29 janvier dernier, Rolland a eu soixante ans. A cette occasion, des écrivains de tous les pays lui ont adressé leurs témoignages d'amitié et d'admiration. Je pense que Martinet aura dit pour nous tous quelle reconnaissance nous lui gardons et quelle place il tient dans notre pensée.

Dans l'appel pour la republication de la *Vie Ouvrière*, nous disions en avril 1919 :

En octobre 1914 *nous fûmes de ceux qui passèrent des nuits à recopier ce long et poignant cri d'humanité lancé par Romain Rolland sous le titre d'*Au-dessus de la Mêlée; *vers la même époque, sortes d'épaves de ce qui survivait du naufrage du socialisme, noyés, ballottés et se cherchant, nous nous sommes rapprochés des socialistes russes et liés avec Trotsky.*

Rolland et Trotsky : ces deux hommes nous ont sauvé du dégoût, du désespoir ; ils ont sauvegardé nos raisons de vivre et ranimé notre confiance dans l'Humanité et dans la Révolution.

Rolland et Trotsky furent, à ce moment, aussi surpris l'un que l'autre de voir leurs noms rapprochés. Nous n'avions fait qu'exprimer ce que nous sentions hier, ce que nous sentons encore aujourd'hui.

Je ne demande pas à Rolland d'être avec nous dans nos querelles et dans nos luttes. Il est ce qu'il est, il fait sa tâche qui est vaste, N'est-il pas le plus grand écrivain français de notre époque ? Les écrivains de talent ne manquent peut-être pas, mais lui seul aux jours de danger a su rester fidèle à l'humanité et fidèle à lui-même.

Que *Danton* ne puisse être joué en ce moment ni au Français ni à l'Odéon, comme on l'avait annoncé, c'est le signe le plus sûr de l'abaissement intellectuel de cette époque. Cela montre de combien de coudées Rolland dépasse les fantoches de la Foire sur la Place.

Cela montre qu'il est autre. Est-il nôtre, ouvriers révolutionnaires ? Non, il est à lui, il est lui, un grand individualiste. Mais quand un homme a pu faire ce que Rolland a fait pour Péguy, lui donnant pour les « Cahiers de la Quinzaine » sa *Vie de Beethoven*, ses dix *Jean-Christophe*, on peut être certain que dans un monde communiste ce grand écrivain, loin d'être un parasite, apportera sur la table commune non seulement les plus beaux fruits de l'art et de la littérature, mais nous aidera à être des hommes.

P. M.

Que représente Mossoul ?

La Perse est, avec la Mésopotamie limitrophe, le véritable centre monumental de l'Ancien Monde, comme l'isthme de Suez en est le centre maritime. Là se trouvera dans l'avenir l'étape majeure entre l'Europe et les Indes.

ELISÉE RECLUS.

Les voies de communication jouent un rôle prépondérant dans la détermination des centres d'activité économique et, par suite, dans celle des centres de civilisation.

La grande révolution qui fit passer au seizième siècle dans le nord-ouest de l'Europe le centre de gravité économique et politique du monde, alors qu'il était depuis des milliers d'années fixé sur les bords de la Méditerranée, ne fut possible que du fait des changements apportés dans les voies de communication essentielles par les découvertes des grands navigateurs de la fin du siècle précédent.

C'est l'existence d'un commerce nouveau créé par la découverte du Nouveau Continent, c'est surtout la possibilité d'utiliser pour aller aux Indes une voie purement maritime, celle jusqu'alors inconnue du cap de Bonne-Espérance, qui fit perdre au commerce traditionnel de l'Occident et de l'Orient par la voie de la Méditerranée, son caractère de seul grand commerce international, d'où la fin de l'hégémonie économique et culturelle de la Méditerranée en Europe.

C'est parce que, pour le commerce avec l'Amérique ou pour le commerce avec l'Inde par la voie du cap de Bonne-Espérance, Londres et Bristol, Amsterdam et Anvers, Nantes et Bordeaux étaient aussi bien situés, si ce n'est mieux, que Venise et Gênes, que, pour la première fois dans l'histoire, la primauté commerciale et politique revint à l'Angleterre, aux Pays-Bas, à la France.

L'Océan ayant pour la première fois été conquis, pour la première fois les pays riverains de l'Océan purent prendre place au gouvernail du monde.

Une révolution d'une ampleur comparable sera l'œuvre de demain. Jusqu'à aujourd'hui, le grand commerce international a continué à s'opérer presque exclusivement par voie maritime. Les chemins de fer, au moins dans l'Ancien Monde, n'ont encore, si j'ose dire, qu'un rôle local. Ils drainent marchandises et voyageurs de l'intérieur vers les ports, ou les distribuent des ports vers l'intérieur, prolongeant ainsi par le rail la voie maritime, mais ne s'y substituant point. Les chemins de fer ont accru l' « hinterland » des côtes, élargissant vers l'intérieur la zone susceptible de participer au commerce mondial, mais ils n'ont point encore mis en communication terrestre directe des pays de climats et de cultures profondément différents, dont les échanges réciproques seuls constituent le commerce mondial proprement dit.

Le vieux commerce fondamental de l'Ancien Monde, notamment celui entre l'Orient et l'Occident, est resté l'apanage de la voie maritime. Celle-ci, d'ailleurs, par le percement de l'isthme de Suez, qui rétablit l'antique voie méditerranéenne, et, cette fois, sous forme exclusivement maritime, a réalisé un progrès considérable.

Mais la voie ferrée n'est pas destinée à n'avoir éternellement qu'un rôle local. Le progrès technique, d'une part, l'universalisation de plus en plus complète de la civilisation occidentale, d'autre part, permettront à l'Ancien Monde d'avoir ses transcontinentaux, comme les a déjà le Nouveau Monde, je veux dire des voies ferrées mettant en communication directe les différentes extrémités de ce continent unique que forment l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Pékin, le Cap et Londres sont destinés à devenir trois grandes têtes de lignes d'un même réseau.

L'établissement de ces communications terrestres ne supprimera certes point le trafic par la mer, mais en créant de nouveaux courants d'échanges, échanges de produits et d'idées, il réduira sans aucun doute dans une forte proportion l'importance des courants issus des voies maritimes. De nouvelles lignes de force se dessineront à la surface du globe.

Chemin de fer de Bagdad et Transpersan.

Un premier transcontinental existe déjà, il date des premières années de ce siècle : c'est le transsibérien.

En réduisant de moitié le trajet de Paris à Tokio, le transsibérien présente déjà un intérêt mondial, mais l'Asie septentrionale que le transsibérien dessert n'a pas, au moins jusqu'à présent, l'importance économique de l'Asie méridionale, cette Asie des tropiques qui fut, depuis les temps les plus reculés, le fournisseur de l'Europe pour ces produits précieux qui lui sont si chers : la soie et les épices, et qui, aujourd'hui, en même temps qu'elle est l'un de ses plus importants clients pour ses produits manufacturés, est son fournisseur presque exclusif pour le thé, le caoutchouc, le jute, le riz, et l'un de ses importants fournisseurs pour le blé et le coton.

Or, les relations de l'Europe avec cette partie de l'Asie, l'Inde, la Malaisie, l'Indochine, sont encore exclusivement maritimes. Pourquoi cela ?

La seule grande voie continentale possible entre l'Europe et les Indes est la voie par laquelle s'opéraient les échanges entre l'Orient et l'Occident durant l'antiquité et le moyen âge : c'est celle qui passe par ces pays qui constituent ce qu'on appelle le Proche-Orient : Turquie anatolienne, Mésopotamie, Perse. Elisée Reclus a insisté sur ce point que les chemins de fer, redonnant à la voie de terre toute son importance, les vieilles routes des caravanes étaient appelées à repren-

dre toute leur importance. Ces pays du Proche-Orient, dont les richesses émerveillaient autrefois Grecs et Romains, et qui sont aujourd'hui couverts seulement de ruines, redeviendront, un jour prochain, le grand carrefour mondial, le pays de transit essentiel entre l'Europe et l'Asie. « Là se trouvera, dans l'avenir, l'étape majeure entre l'Europe et les Indes. »

Aussi, est-ce en ces lieux, en ce point d'étapes majeur, que se heurtent dès maintenant les impérialismes majeurs. Durant les années qui précédèrent 1914, c'est là que se heurtèrent l'impérialisme britannique et l'impérialisme germanique, aujourd'hui, c'est là que se heurtent l'impéralisme britannique et l'impérialisme américain.

L'ambition allemande n'allait point jusqu'à atteindre directement l'Inde par voie terrestre; elle n'était que de diminuer le trajet maritime, et surtout d'éviter le canal de Suez, tenu sous les canons de l'Anglais. Pour ce faire, l'Allemagne avait projeté, et partiellement réalisé, le chemin de fer de Bagdad.

De Constantinople, aboutissement des chemins de fer de l'Europe centrale et occidentale, partait sur l'autre rive du Bosphore la nouvelle voie ferrée qui, traversant l'Anatolie, du nord au sud, recueillait par Alexandrette et Alep le trafic de la Méditerranée orientale, puis atteignait le Tigre, dont elle descendait la vallée par Mossoul et Bagdad, pour aboutir enfin au golfe Persique. De là, on n'est plus qu'à quatre jours de Kourratchi, le premier port de l'Inde, et... on a évité l'isthme de Suez.

Sur sa plus grande longueur, ce chemin de fer est maintenant exécuté, mais entre le tronçon nord et le tronçon sud subsiste une large coupure de quelque 400 kilomètres; c'est au milieu de cette coupure qu'est Mossoul.

Si utile que soit son achèvement, le chemin de fer de Bagdad ne présente cependant plus qu'une importance à mon sens secondaire, du fait qu'apparaît dès maintenant la possibilité d'une voie autrement importante.

Etant donné l'évolution politique et sociale de la Perse depuis la guerre, l'établissement de chemins de fer reliant directement, sans aucun emploi de la voie maritime, l'Inde à la Méditerranée, qui, hier, eût été encore une utopie, apparaît aujourd'hui comme possible.

Des transports terrestres réguliers fonctionnent dès maintenant sur la moitié du parcours. Des services de chemins de fer et d'autos combinés, fonctionnant d'une manière commerciale, à dates fixes, conduisent (1), en effet, de Beyrouth à Téhéran en cinq jours, pour le prix de 50 livres sterling, selon l'itinéraire suivant : Beyrouth-Damas par chemin de fer, Damas-Bagdad par autos à travers le désert de Syrie, Bagdad-Khanekin, Khanekin-Téhéran par automobiles. Au delà de Téhéran, il n'existe point encore de service régulier, mais déjà on envisage l'organisation de raids d'autos qui, après avoir atteint Téhéran par la voie ordinaire, pousseraient ensuite jusqu'à Bombay et Pondichéry.

Les futurs chemins de fer ne suivront sans doute pas exactement la voie inaugurée par les automobiles. La grande ligne utilisera vraisemblablement la partie déjà construite du chemin de fer de Bagdad entre Constantinople et Nisibin, qui a l'avantage de passer au Nord du désert de Syrie, et non dans le désert lui-même; puis, après avoir atteint Mossoul, la voie ferrée ira presque directement sur Téhéran, d'où, sans doute, elle gagnera Hérat, « porte de l'Inde », pour, finalement, soit descendre par Kandahar jusqu'à Quetta où elle se raccordera aux chemins de fer actuels de l'Inde, soit plutôt pénétrer hardiment dans les montagnes de l'Afghanistan, dont les chaînes, parallèles en cet endroit au sens de la marche, tracent vers Kaboul la route suivie par les grandes migrations historiques, route qui ne doit pas présenter à l'art de l'ingénieur des difficultés insurmontables.

Ce dernier itinéraire à travers l'Afghanistan, hier encore très hostile à la civilisation moderne, mais qui paraît avoir, lui aussi, considérablement évolué ces temps derniers sous le gouvernement de son « émir libéral », aurait l'avantage de faire déboucher la locomotive, non plus comme à Quetta dans le pays semi-désertique du Bas-Indus, mais dans les riches terres à blé du Pendjab, d'où, après être passée sur les lignes hindoues, elle descendrait par la non moins riche vallée du Gange jusqu'à Calcutta, tête du golfe de Bengale.

On voit maintenant quelle est la valeur stratégique du Proche-Orient et l'importance de la partie qui s'y joue. La liaison continentale entre l'Europe et l'Asie, dès maintenant possible, se réalisera-t-elle dans un avenir prochain, ou sera-t-elle remise aux calendes grecques? Et si elle se réalise, qui en sera le maître?

L'Angleterre, qui contrôle le centre maritime de l'Ancien Monde, en contrôlera-t-elle également le centre terrestre?

La position de l'Angleterre.

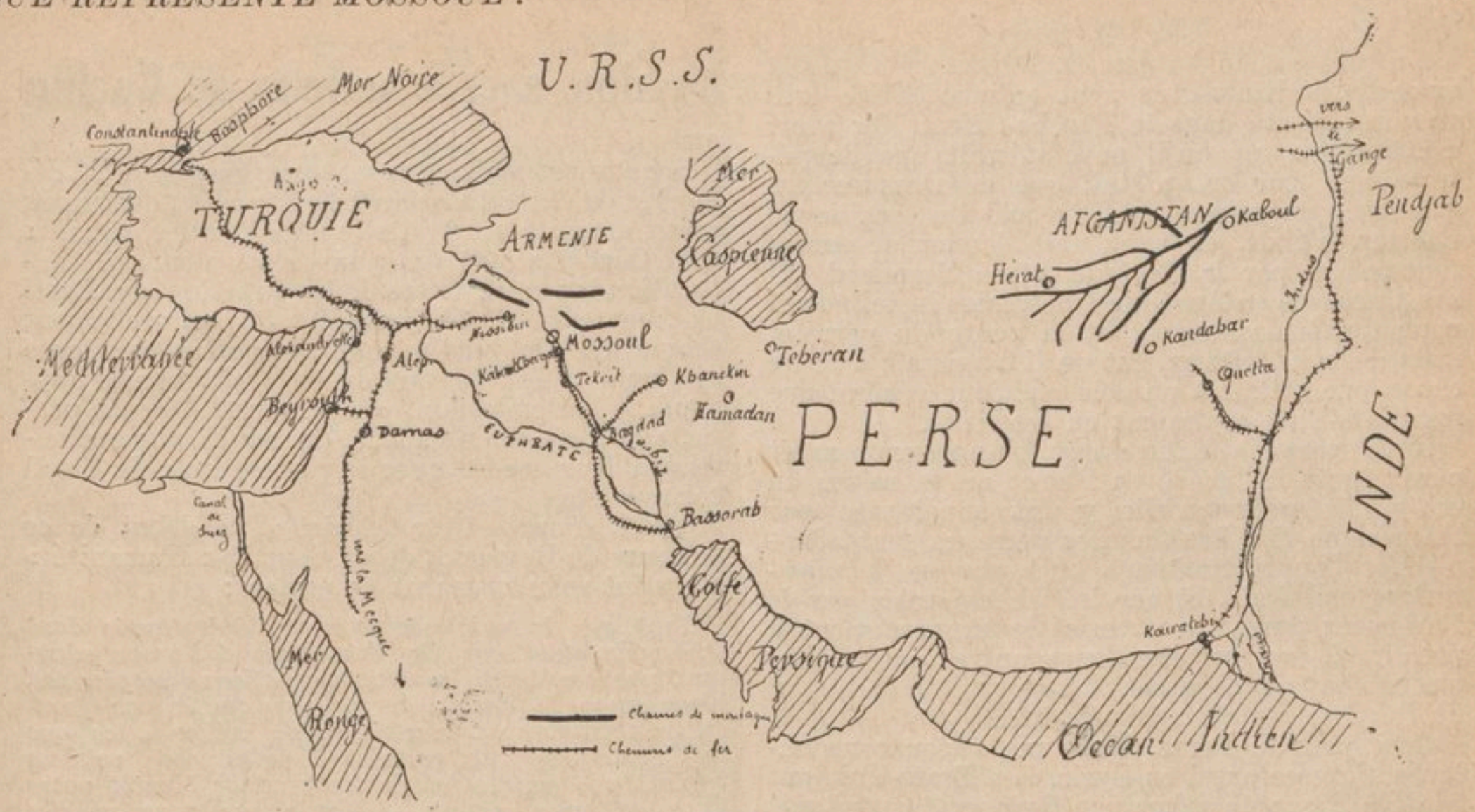
L'Angleterre est une puissance essentiellement maritime qui ne se sent et n'est réellement maîtresse que sur l'eau. Elle ne considère avec raison ses possessions comme invulnérables que dans la mesure où celles-ci ne peuvent être attaquées que par mer.

L'Inde, baignée par l'océan Indien, à l'est, à l'ouest, au sud, protégée au nord-est par la formidable barrière de l'Himalaya, n'a pratiquement qu'une frontière terrestre, sa frontière du nord-ouest, celle avec l'Afghanistan et la Perse. Tant que cette région-frontière du nord-ouest est, comme c'est le cas aujourd'hui, un pays semi-désertique, sans routes et sans voies ferrées, l'Inde est aussi isolée terrestrement que l'Angleterre elle-même; elle est pratiquement une île. Et tant que l'Inde est pratiquement une île, la Grande-Bretagne, souveraine maîtresse de ses abords, n'a pas à craindre d'intervention étrangère. Mais le jour où il n'en serait plus de même, le jour où des voies ferrées aboutiraient à cette frontière du nord-ouest, le jour où un transpersan, même contrôlé par elle, relierait l'Indus à Constantinople, elle aurait une frontière terrestre à défendre : elle ne serait plus en sécurité.

D'un façon générale, tout chemin de fer qui n'a pas pour fonction d'assurer les échanges seulement à l'intérieur de ses possessions, dont le rôle, au contraire, est d'unir pays à pays, continent à continent, est pour l'Angleterre un ennemi.

Dans ce pays du Proche-Orient qu'elle entend maintenir à l'état de glacis de l'Inde, sa poli-

(1) Il serait sans doute plus exact de dire *conduisaient*, parce que selon toutes probabilités ces services ont été suspendus depuis les événements de Damas.



tique ne peut donc être que : « A bas les chemins de fer! »

L'issue de la guerre de 1914 a pour elle liquidé, au moins momentanément, le danger le plus pressant : un chemin de fer turco-germanique débouchant dans le golfe Persique. Les traités de paix lui ayant en effet permis de s'installer, sous les espèces d'un Etat vassal, l'Irak, dans tout le bassin inférieur du Tigre et de l'Euphrate, elle occupe ainsi, sur 700 à 800 kilomètres de longueur, toute la partie terminus du chemin de fer de Bagdad, celle qui, pour elle, constitue le danger. Tenant la clé de sortie du chemin de fer, elle pourrait, même s'il était achevé, réduire son rôle à un rôle local, en lui supprimant d'une manière quelconque le débouché maritime vers l'Inde, ce débouché qui est sa raison d'être. Cela, cependant, n'est vrai qu'à condition que l'Angleterre tienne l'Irak. Or, pour sa domination sur l'Irak, l'achèvement du chemin de fer de Bagdad constituerait un grave danger, car il serait la voie par laquelle pourrait rapidement se déverser en plein cœur de l'Irak, et jusqu'aux abords du golfe Persique, des forces venues du Nord, de la Turquie anatolienne et d'au delà.

L'Angleterre a donc déjà, à ce point de vue, un intérêt majeur à ce que le raccord des deux parties du chemin de fer ne se fasse pas; pour l'empêcher, le plus sûr moyen est de tenir l'endroit même où il doit se faire, le *vilayet de Mossoul*.

Mais il lui faut parer aussi au danger plus grave du transpersan, le danger de la ligne Constantinople-Indus. De cette ligne, longtemps elle fut en mesure d'empêcher la construction, parce que longtemps elle tint la Perse. Jusqu'à la fin de la guerre, son influence fut, en effet, dominante en Perse. Il lui suffisait de vouloir que la Perse n'eût point de chemins de fer pour que celle-ci n'en pût avoir. Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même. L'influence britannique à Téhéran n'a cessé de décroître, et la récente déposition du shah, suivie de l'avènement d'une nouvelle dynastie, semble bien en être la liquidation définitive.

Or, entre la Turquie hostile et la Perse émancipée, ces deux voisines, qui n'ont guère qu'à se tendre la main pour réaliser le transcontinental honni, il n'existe qu'une légère cloison : *c'est le territoire contesté de Mossoul*. Le chemin de fer ne peut, en effet, de Nissibin, rejoindre la Perse en piquant vers le nord-est, car il se heurterait au massif montagneux et tourmenté de l'Arménie, difficile à franchir. Il lui faut donc continuer à suivre, comme il l'a fait, jusqu'à Nissibin le rebord sud de la montagne, et, pour cela, piquer vers le sud-est, c'est-à-dire en direction de Mossoul.

En occupant le vilayet de Mossoul, la Grande-Bretagne empêche donc la liaison de la Turquie et de la Perse, de la voie ferrée qui vient de Constantinople avec celle qui se dirigeait sur Téhéran; elle interdit l'union de l'Europe et de l'Asie.

Il faut donc considérer que le vilayet de Mossoul, indépendamment de ses richesses en pétrole, est pour l'Angleterre d'une importance de tout premier ordre, mais d'une importance *négative;* il s'agit pour elle d'occuper cette région non pour y faire quelque chose, mais pour *empêcher qu'on y fasse quelque chose.*

La position de l'Amérique.

Telle est une face de la question; il en est une autre.

L'après-guerre n'a pas seulement amené l'Angleterre en Irak et la France en Syrie, elle a fait également apparaître, en ces pays, un hôte... inattendu : l'Amérique.

Pour quelle raison les Etats-Unis, puissance du Pacifique, sont-ils venus s'installer en cette contrée essentiellement méditerranéenne? Est-ce de propos délibéré, en pleine conscience de son importance, que cet Etat du Nouveau Monde est venu s'installer au centre monumental de l'Ancien Monde?

Ou bien, simplement, est-ce qu'en cherchant sur la carte les territoires encore « libres », où une puissance capitaliste n'avait pas encore planté officiellement son drapeau, ils n'ont trouvé, en dehors de la Chine, que la Perse?

En tout cas, le fait est là. Depuis la fin de la guerre, les Etats-Unis font preuve d'une très grande activité dans le Proche-Orient. On avait d'abord supposé qu'il ne s'agissait que de pétrole, que leur but n'était que de s'assurer les gisements de pétrole de Mossoul. Un Américain, Chester, s'était, en effet, fait donner de larges concessions par la Turquie, et la Standard Oil avait procédé en Anatolie à de vastes installations pour l'emmagasinement et la vente du pétrole; mais il devint vite patent qu'il s'agissait d'autre chose, que c'était à un rôle politique général que les Etats-Unis aspiraient en ces lieux.

Nous venons de dire que l'Angleterre avait perdu toute influence en Perse; or, la raison en est précisément qu'elle y fut supplantée par l'Amérique (1). Les finances persanes sont administrées depuis trois ans déjà par un *administrateur américain*, et une loi récente votée par le Parlement persan a autorisé le gouvernement à prendre à son service douze autres spécialistes américains qui dirigeront notamment les *chemins de fer*, les services agricoles, etc.

Ceci pour la Perse. Mais une action concomitante s'exerce aussi en Syrie. Les Etats-Unis ont fondé à Beyrouth même une *Université américaine* dont l'influence est déjà devenue si grande que les « soyeux » de Lyon se plaignent qu'à cause de cette Université, les Américains les concurrencent victorieusement pour l'achat des soies syriennes, alors que depuis un temps immémorial la France en était le seul acheteur. On se rappelle aussi que dès que le soulèvement syrien quitta le lointain Djebel Druse pour gagner les approches de Damas, l'Amérique annonça immédiatement qu'elle allait envoyer deux torpilleurs à Beyrouth afin de protéger les intérêts américains.

De la situation à Beyrouth, au fin fond de la Méditerranée, fin fond de « notre mer latine », c'était l'Amérique, située au tonnerre de Dieu, qui, la première, s'émouvait, c'était elle qui, la première, parlait de ses intérêts, qui, la première, était à même d'y envoyer des navires de guerre!

Fait à première vue stupéfiant, mais combien révélateur de la situation toute nouvelle qui s'est créée là-bas, progressivement, sans presque que l'on s'en aperçusse.

Il ne peut faire de doute que le but des Etats-Unis, en s'installant en ce centre de l'Ancien Monde, ne soit diamétralement opposé à celui poursuivi par l'Angleterre, que ce but ne peut être un but *négatif*, mais un but *positif;* il s'agit évidemment, pour eux, d'utiliser à fond l'extraordinaire position géographique de ces pays, de transformer en un centre réel ce centre encore virtuel de l'Ancien Monde, en le couvrant des voies ferrées nécessaires pour qu'il puisse remplir à nouveau effectivement son rôle de centre du transit entre l'Europe et l'Asie. En ayant la haute main sur le Proche-Orient, les Etats-Unis contrôleront souverainement le courant fondamental des échanges de l'Ancien Monde. A l'Angleterre, maîtresse du « centre maritime », s'oppose dès maintenant l'Amérique, maîtresse du « centre monumental ».

Comme tous les conflits profonds, le conflit entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis mûrit lentement... mais il mûrit sûrement.

R. Louzon.

(1) Nous laissons de côté ici tout ce qui a trait à l'action de l'U. R. S. S., celle-ci relève de tout autres considérations, tant géographiques que sociales.

L'union sacrée autour de Cachin

L'invraisemblable discours patriotique du 10 décembre de Marcel Cachin à la Chambre, dont nous avons donné des extraits le mois dernier, extraits dont Cachin a bien voulu lui-même confirmer l'authenticité par sa lettre à la direction du Parti (« Humanité », 24 janvier), fut naturellement écouté avec la plus grande sympathie par toute la Chambre. Un discours du social-démocrate Reynaud, le surlendemain, permit aux différents partis, de droite et de gauche, de manifester explicitement leur accord avec le porte-parole du Parti communiste.

Voici, d'après l' « Officiel », le début de ce discours de Reynaud, début dont l' « Humanité » s'abstint soigneusement de parler :

Tant que la paix n'aura pas été instaurée dans le monde, tant que les Etats-Unis d'Europe n'auront pas confédéré les diverses nations européennes, nous avons le devoir de ne pas ouvrir nos frontières terrestres et maritimes, de veiller à ce que les convoitises de certaines puissances voisines n'aient pas pour effet de transformer bientôt notre pays en pays conquis. Je crois que nous sommes tous du même avis sur ce point.

Rillart de Verneuil. — *Tant mieux.*

Reynaud. — *Quand je dis « tous », je pense même à notre collègue M. Marcel Cachin, qui n'est pas suspect, actuellement du moins, de chauvinisme et qui, avant-hier, dans un discours qu'il a prononcé à cette tribune, s'est exprimé dans les termes que voici : je lis le compte rendu du* Journal officiel : *« Oui, il est nécessaire d'imposer à notre Gouvernement de désarmer. Le désarmement général est la première condition de la paix du monde. Mais est-ce que les Etats-Unis entrent dans cette voie ? »*

Messieurs, vous le sentez : dans cette question perce le véritable sentiment de M. Cachin, le nôtre à tous.

Nous voulons bien désarmer, nous avons, nous, socialistes, en particulier, le vif désir de désarmer le plus rapidement possible, mais nous n'accepterions pas que ce désarmement fût unilatéral. Nous voulons un désarmement général et simultané. En cela nous professons probablement le même sentiment que M. Cachin. (Applaudissements.)

Flandin. — *Nous sommes tout à fait d'accord avec vous là-dessus.*

Ainsi, l' « union sacrée » fut, ce jour-là complètement réalisée autour de Marcel Cachin, du Parti communiste à l'extrême-droite du Bloc national (Rillart de Verneuil), en passant par la social-démocratie (Reynaud) et par le centre (Flandin). — R. L.

La science révolutionnaire...

Placées entre les ouvriers et les capitalistes, les classes moyennes vivent presque toutes directement du revenu, elles pèsent sur la classe ouvrière et accroissent la puissance et la sécurité des classes supérieures.

Karl Marx.

... et la démagogie politicienne.

Les interventions des députés communistes ont abouti à diminuer de 33 pour cent les impôts sur les bénéfices des petits commerçants.

L'*Humanité* (7 février 1926).

Les grandes luttes paysannes

LE MOUVEMENT DES MÉTAYERS LANDAIS DE 1919-1920

(Suite)

EXAMEN DU MOUVEMENT : SES CAUSES

Nous avons attribué le mouvement à l'état général des esprits après la guerre et à cette circonstance accidentelle de la hausse des produits agricoles. Nous y avons vu, non pas un mouvement de la misère noire, mais la défense de revendications inspirées par cet accroissement du bien-être rural causé par la guerre. Il est vrai que les métayers vivaient et vivent encore petitement, mais ils étaient sortis des années mauvaises, grâce à trente ans d'efforts et ils avaient acquis déjà le goût du mieux-vivre qui peut être un facteur de révolte. Sans doute, il serait facile de déclamer, comme la presse syndicaliste de 1920, contre le sort épouvantable des serfs landais, mais nous n'aurons pas cette complaisance génératrice d'illusions.

Est-ce à dire qu'il n'y ait que ce désir du mieux-être consécutif à la guerre ? Non, certainement, puisque les revendications des métayers landais ne datent pas d'hier. Ceux de *Pomarez* entrèrent en lutte en 1904. Le partage s'y faisait encore par moitié, alors que dans la commune voisine de *Donzacq* les métayers avaient les trois cinquièmes des céréales. Guesde et Cachin allèrent faire des réunions à Pomarez et le mode de partage désiré fut obtenu, ainsi que la suppression de la dîme préalable au partage.

L'agitation reprit ailleurs en 1906 et dans son discours à la Chambre des députés du 6 décembre 1909, publié en brochure, Compère-Morel cita un manifeste lancé en 1906 par les métayers de *Labatut*. Ce texte vigoureux s'élève contre les métairies-taudis, la mauvaise nourriture, la dîme, les redevances et les corvées et il appelle les métayers à la création d'un Syndicat. En 1907, le Bas-Adour se remua quelque peu contre le partage par moitié, la dîme et les redevances, mais un Syndicat, créé à *Saubusse*, ne put tenir. Ces mouvements restèrent épars et ne furent pas appuyés par un syndicalisme ouvrier aguerri capable de leur donner de la consistance et une direction.

En 1919, les griefs étaient un peu différents : on avait obtenu presque partout le partage aux trois cinquièmes et la dîme avait disparu, mais par suite de la plus-value du bétail tout ce qui tenait à l'élevage était passé au premier plan. Il s'ajoutait à cela le désir de plus de liberté dans le travail, le besoin de secouer cette tutelle morale du maître, de traiter d'homme à homme et non plus de vilain à seigneur, avec la garantie d'un contrat écrit à données uniformes proposé par les Syndicats.

LES ARMES DES MÉTAYERS

Les moyens d'arriver à ces résultats furent des plus variés. On peut dire, en effet, que ce mouvement fut *un mélange confus d'action directe syndicaliste et d'appels légaux à l'arbitrage administratif*.

Il n'y eut jamais d'arrêt concerté du travail, de grève proprement dite. La récolte ne se gâtait pas sur place et l'on ne manifestait que le soir, le dimanche et les jours de marché. Nous avons dit aussi qu'il n'y eut jamais de violences caractérisées, à part quelques bousculades où les gendarmes avaient le dessus et telle pacifique chasse aux renards. Cela donne une saveur bien ironique aux accusations portées alors contre les militants landais et contre Hodée, accusés d'être des incendiaires et des apôtres de l'anarchie, alors qu'ils allaient lâcher le mouvement et abandonner à leur désarroi les métayers vaincus. Pour nous, nous attendons toujours la liste des châteaux brûlés et des propriétaires égorgés.

Les métayers comptaient sur des armes plus pacifiques, les manifestations en plein air, le refus de partager la récolte et le boycottage des marchés. Les grands rassemblements et les cortèges, les patrouilles à travers champs, l'emploi des cyclistes de liaison et la tenue de congrès fréquents étaient les grandes manœuvres paysannes. Quant aux Syndicats, créés commune par commune, ils arrivèrent à se fédérer, surtout dans le Bas-Adour et les principales revendications vinrent d'unions syndicales. Beaucoup de Syndicats ne tinrent pas, faute d'un bon militant et d'un peu d'éducation permettant de supporter une défaite. Ce furent des *Syndicats de choc* et non *d'attente et de préparation*. Il ne reste aujourd'hui debout que quelques précurseurs effacés, les chefs s'étant usés ou installés : ce pays, assez vif, assez prompt, manque à coup sûr de ténacité.

Nous avons parlé de la discipline dans les Syndicats : réprobation morale contre les lâcheurs, défense de travailler pour les non-syndiqués sous peine d'amende ; elle fut assez forte sur certains points et à certains moments, mais elle manqua lors du refus de partager la moisson de 1920. Ce fut quand même une belle vie syndicale d'un an, grâce à l'adhésion à la Fédération de l'Agriculture et à l'encadrement et à l'appui des forces ouvrières.

Après la guerre, la C. G. T. voulut reprendre avec les terriens le contact amorcé avant 1914 avec les bûcherons, les vignerons, les ouvriers agricoles et faire entrer les paysans dans l'armée syndicale à côté des nouvelles recrues. La *Fédération de l'Agriculture* fut reconstituée et publia son journal. Son secrétaire Hodée vint dans les Landes et y parla un langage énergique, non exempt de violences verbales colorées contre les maîtres et les curés, mais il omit d'y entreprendre une critique serrée du métayage en tant que pratique agricole. Malheureusement le désarroi syndical de 1920 empêcha la C. G. T. et les Unions Départe-

mentales de soutenir et de faire durer le mouvement des métayers. D'autre part, les ouvriers du Boucau, pris par leurs luttes propres, ne purent prolonger leur concours.

A cet appui syndical durable, le Parti socialiste ajouta le sien par moments, pendant la campagne électorale de 1919, mais les sections locales étaient faibles et, en dehors de la tournée de Vaillant-Couturier qui vint dans les Landes en novembre 1920 et s'attira les insinuations malveillantes d'Hodée pour avoir critiqué la mollesse de la Fédération de l'Agriculture, on peut dire que le Parti manqua à sa tâche. Il aurait dû prendre position contre le métayage et mettre en garde les métayers contre les manœuvres des politiciens et cette trop grande confiance dans les pouvoirs publics dont on sollicitait trop fréquemment l'arbitrage.

En effet, autant d'arbitrages, autant de défaites. La Préfecture et le ministère de l'Agriculture ne firent rien pour faire appliquer le compromis de Dax et laissèrent les propriétaires libres d'expulser et les tribunaux de condamner. Il n'y eut guère comme arbitres, que les gendarmes et les troupes, blanches ou noires !

L'entremise de certains parlementaires ne fut pas plus heureuse et ne put amener les propriétaires à composition. Malheureusement, les métayers furent habitués à trop compter sur les arbitrages, la protection des autorités et la bienveillance des parlementaires. Ils purent s'apercevoir que toutes les forces bourgeoises étaient coalisées contre eux : politiciens et préfet de gauche, faux amis, journaux radicaux muets ou complices, propriétaires et magistrats ennemis déclarés. Par malheur, l'idée révolutionnaire fatiguée de la C. G. T. disparaissait dans l'action comme une eau pauvre dans le sable landais et le mouvement ne prit jamais, en face de ses ennemis, une nette direction de classe.

LES CAUSES D'INSUCCÈS

Les métayers avaient tellement d'adversaires que leurs Syndicats, qui pourtant songeaient à créer une mutuelle contre la mortalité du bétail, des coopératives d'achat, une Maison du Peuple, ne purent faire œuvre organisatrice, ni même simplement durer.

Les adversaires étaient, en première ligne, les propriétaires, dont une minorité appartient à l'ancienne noblesse gasconne et possède dix, vingt et même trente métairies, des communes complètes, des municipalités. A côté d'elle, des bourgeois enrichis, au moins aussi âpres et quelquefois plus que leurs confrères de noble souche. Il n'est guère de bourgeois de Dax qui n'ait ses métairies pourvoyeuses.

Que ces propriétaires soient royalistes ou modérés, les nuances disparaissent en face du droit de propriété. Ils sont d'ailleurs influents, grâce à leurs attaches administratives, judiciaires et politiques. Les magistrats sont pour eux, les avocats, sollicités par les métayers se dérobent et on en connaît un, décidément zélé, qui commença un jour par passer une bonne semonce à ses clients !

L'attitude de la presse fut à peu près unanime. Neutralité prudente des journaux radicaux, hostilité fielleuse des canards locaux réactionnaires qui rabâchaient avec assiduité les arguments de l'*Action Française* et des *Débats*. En juillet et septembre 1920, ils signalèrent l'indulgence du préfet des Landes pour les grévistes afin de combattre le ministre radical Steeg en brandissant le spectre du bolchevisme. Au nom de la loi du 18 juillet 1889 sur le métayage, ils encourageaient les propriétaires à violer l'accord de Dax, limitation du droit de propriété.

Enfin, le mouvement eut contre lui beaucoup de métayers qui refusèrent de se syndiquer ou qui lâchèrent à la première alerte. Les Syndicats mixtes ou indépendants n'eurent que très peu d'influence et les maîtres ne purent pas en faire une arme efficace contre les Syndicats de la C. G. T. Il faut dire aussi que ce mouvement ne s'étendit pas vers l'Est et ne toucha presque pas les Basses-Pyrénées. De plus, la solidarité des résiniers de la forêt ne se fit pas sentir, une plus-value formidable de la résine les ayant mis hors du besoin et les politiciens de gauche les manœuvrant à leur merci. Enfin, ce mouvement eut à souffrir de la dépression ouvrière de l'été 1920. Malgré tout, sans préparation doctrinaire préalable, dans un pays dévot et patoisant dont les élans manquent de suite, en dépit de la vieille soumission séculaire, vingt milliers de ruraux purent entrer en lutte et confier au syndicalisme leurs intérêts communs.

S'ils ne furent pas victorieux à la lettre, du moins un mauvais charme fut rompu et ce vieux respect tremblant pour le maître a fait place au désir de traiter d'égal à égal, de locataire à possédant et de discuter ses droits.

CRITIQUE DU MÉTAYAGE

Il nous paraît nécessaire, pour terminer, d'entreprendre un examen du métayage pour attirer l'attention des camarades sur ce mode archaïque de location du sol.

Ce qu'il a de particulier, c'est que le possesseur garde un droit de gestion sur la terre puisque le loyer est variable selon les récoltes de l'année. Le métayer n'est pas indépendant puisqu'il est en quelque sorte l'associé du propriétaire qui lui avance la terre et a le droit de surveiller son travail, peut l'obliger à pratiquer telle ou telle culture et l'entrave en fait en limitant par des redevances son droit d'étendre l'élevage. Un maître qui veut embêter son métayer en a d'autant plus l'occasion que les clauses du métayage ne sont pas toujours précises et que le travail agricole, empirique et routinier par nature, peut être, à défaut de règles fixes, l'objet de discussions incessantes.

Cela est la source de vexations et de petits conflits qui discréditent moralement le métayage et lui donnent un air suranné. Il l'est, en effet, si l'on songe qu'il s'est développé à une époque où le cultivateur manquait de terre et de capitaux pour s'en procurer par achat ou location, où les paiements se faisaient en nature. Quand le numéraire se répandit, le fermage gagna et au XVIIIe siècle on trouvait déjà le métayage bien archaïque. Cependant, il est encore répandu dans le Sud-Ouest et au Sud de la Loire. Il atteint même la Mayenne, le Morvan et le vignoble de Côte-d'Or. Là où il existe, comme dans les Landes, une *grande propriété morcelée*, les propriétaires, riches et nombreux, tiennent bon et préfèrent le métayage au fermage, car si le loyer de la terre en argent baisse avec la valeur du métal, les paiements en nature, eux, gardent tout leur prix et les châtelains ont tout bénéfice à ne pas affermer pour des loyers fixes en argent qui sont, de nos jours, assez modestes.

Mais, et c'est ce qui crée une injustice, le mé-

tayage n'est généralement plus nécessaire au paysan qui pourrait devenir fermier grâce à ses petites avances et qui n'a pas besoin des prétendus conseils de son maître pour travailler la terre. Seulement, comme une terre donnée en métayage rapporte au moins du 12 %, dans les Landes, les propriétaires ne veulent pas de fermage qui rapporterait peut-être du 5 %, et il se trouve que le département des Landes est celui qui compte le plus de métayers.

Sans conteste, c'est une entrave à l'évolution rurale en même temps qu'une exploitation. En effet, c'est une limitation de l'élevage du bétail, car le propriétaire tient à faire cultiver le plus possible de céréales qui sont à la base du partage parce qu'elles étaient autrefois les seules récoltes partagées. Dans tel bail, il faut compenser en maïs les betteraves et le trèfle nécessaire au bétail ; c'est que le maître cherche à réduire l'importance de l'élevage quand il ne lui rapporte rien. Le métayer doit batailler avec lui pour faire agrandir le terrain planté en légumes fourragers. De plus, en donnant les deux cinquièmes de son maïs, le colon s'interdit de développer l'élevage de la volaille et des porcs dont ce grain est la base et qui constitue pour le pays une spécialité de rapport.

Le métayage est aussi une entrave sociale, car il empêche l'accession des paysans à la petite propriété, plus aisée dans les pays de fermage où le propriétaire a moins d'intérêt à garder sa propriété qu'à la vendre pour acheter avec son argent des valeurs mobilières. Rares sont les métayers landais devenus petits propriétaires à la faveur de la guerre et de son lendemain.

C'est que le passé n'a pas été brillant pour eux. En 1892, des enquêteurs pour la distribution de primes agricoles reprochèrent aux propriétaires de la Chalosse d'être indifférents au progrès et d'entretenir leurs métayers dans la routine. Il y a moins d'égoïsme aujourd'hui, mais la vie agricole est toujours étroite faute de capitaux suffisants parce que le métayer se fait spolier et parce que le maître d'une dizaine de métairies ne peut pas, le voudrait-il, les munir d'un outillage moderne et les mettre en état. Petite aisance donc, conquise à force de travail, mais horizon borné, pas de progrès sérieux.

Quels services peut, dans ces conditions, rendre au métayer le maître donneur de conseils ? Le métayer est capable de cultiver sa terre, car sa famille a acquis sur le même sol toute l'expérience compatible avec l'empirisme rural. Le propriétaire pourrait justifier son existence s'il dirigeait réellement une grande culture industrialisée, mais les petits cultivateurs qu'il exploite se passeraient bien de sa prétendue compétence, surtout s'il prend la figure revêche d'une vieille fille macérée en dévotion.

Ainsi, le métayage n'est plus, comme il a pu l'être, une association et un échange de services entre propriétaire et locataire, l'un avançant sa terre et ses capitaux à un colon sans ressources, l'autre donnant son travail. Aujourd'hui, le métayer ne demande qu'à devenir fermier pour être plus libre dans son travail et payer un loyer normal comme dans le fermage.

Comment parviendra-t-il à améliorer son sort ? Il ne doit rien attendre de la loi qui permet tous les modes de location pourvu qu'ils n'entraînent aucune de ces servitudes personnelles supprimées par la Révolution. Elle tolère toutes les charges du métayage, non pas, comme on le croit, d'après la *coutume féodale* qu'il est trompeur d'évoquer à cause d'une analogie de termes, dîmes, redevances et corvées, mais d'après la *loi bourgeoise des Droits de l'Homme* qui consacre les droits absolus du propriétaire. Dans ces conditions, puisque la loi a protégé les maîtres en 1920, le métayage devient une question de marchandage, c'est-à-dire de discussion et de force entre locataire et propriétaire, chaque partie cherchant à obtenir de l'autre le plus qu'elle pourra. Si les métayers parviennent à faire améliorer leurs baux à force de revendications, il arrivera que les propriétaires, lassés de ces réclamations, auront moins d'intérêt à conserver le métayage et consentiront au fermage plus moderne comme type de location et répandu presque partout ailleurs.

Mais ces revendications ne peuvent aboutir que grâce à une organisation syndicale d'ensemble qui fera sortir le métayer de son isolement et de sa peur et lui donnera une force morale en même temps que des garanties matérielles. Malheureusement, cette organisation est bien délicate à reprendre, car la crainte des maîtres pèse sur toutes les initiatives et il n'est pas commode de remonter un courant de défaite et de découragement.

Au cas où elle serait entreprise, une campagne syndicale devrait, pour réussir, mettre en avant des mots d'ordre immédiats bien appropriés au pays et capables d'améliorer les conditions du métayage et laisser entrevoir, comme progrès indispensables à réaliser, la transformation du métayage en fermage. Il est bien entendu que le vrai remède ne saurait être que l'attribution de la terre à celui qui la cultive, sous le contrôle social. A. RICHARD.

Les Pensées du *Crocodile*

On commence en Russie à lutter contre l'esprit bureaucratique dans les syndicats. Le *Crocodile*, journal satirique de Moscou, publie une bien suggestive liste de « Pensées à méditer ». Nous la dédions à nos camarades français :

Celui qui critique montre clairement qu'il ne désire pas rester plus longtemps dans l'organisation.

On appelle élection la lecture d'une liste de candidats au cours d'une assemblée générale.

On appelle militant responsable celui qui esquive toutes les responsabilités.

Pour éviter tout malentendu, il sera bien convenu que les retenues sur les salaires ne devront jamais dépasser les salaires eux-mêmes.

Et voici maintenant les préceptes du *Crocodile* pour « le salut des syndicats » :

I

Bénis soient les dociles qui n'ont pas d'histoires avec le directeur d'usine car au Ciel ils feront partie du Présidium des Conseils d'usines.

II

Bénis soient ceux qui approuvent toujours.

III

Bénis soient ceux qui votent une résolution à l'unanimité, car la bienveillance de ceux d'en haut leur est assurée.

IV

Bénis soient ceux qui détournent la caisse, car leurs comptes ne seront jamais vérifiés.

V

Bénis soient ceux d'entre vous qui ne seront pas critiqués ni exclus, mais qui seront choisis selon une liste fixée d'avance qui vient d'en haut et se trouve en accord avec la volonté de la bureaucratie, maintenant et à jamais. Amen !

Parmi nos Lettres

Organisation de la production et capitalisme d'Etat

D'un militant syndicaliste :

La question du « capitalisme d'Etat » me paraît devoir se poser sous cette forme : L'Etat dictatorial n'a pas substitué au cadre patronal habituel le cadre syndicaliste. *Et je crains bien qu'aucun des deux courants en Russie ne veuille le comprendre.*

Le problème est là tout entier, et depuis bientôt huit ans la solution ne s'apprête pas. C'est pénible.

Les guesdistes nous ont habitués à la soi-disant déviation syndicaliste — qui est les 3/4 de la Révolution! La matrice de la production doit être syndicaliste.

C'est triste de voir tourner autour de la donnée principale sans l'énoncer, sans la comprendre.

Manifestation de syndicalisme de secte

Quelqu'un nous reproche de n'avoir pas relevé les stupides appréciations émises, il y a déjà quelque temps, sous la signature de la Fédération unitaire des employés, à propos d'un projet de syndicat unique d'employés de banque :

*Pendant la grève des banques, un nommé Nordey eut l'idée de constituer un syndicat unique, englobant les employés unitaires, confédérés et chrétiens qui participaient au mouvement. L'opportunité de l'initiative était peut-être discutable. Mais voici dans quels termes, sous la signature de la « Fédération des employés », elle fut combattue dans l'*Humanité *du* 10 *septembre :*

« ...Hein! que penseriez-vous d'un syndicat groupant catholiques, bouddhistes, brahmanistes, musulmans, unitaires, idolâtres, réactionnaires, confédérés, anarchistes, démocrates, autocrates, où la majorité serait donnée à la fois à toutes les doctrines ?... »

Il faut avoir le cerveau obstrué par l'esprit de secte pour poser de telles questions. Le syndicat n'est-il pas le rassemblement de tous les exploités, sans distinction d'opinions philosophiques ou politiques.

A propos de Fascisme

Giauffret nous adresse sur le fascisme quelques remarques originales et fortes :

Le fascisme me paraît plus réel qu'à Rosmer. Les conditions n'y sont peut-être pas à l'italienne... mais il y a assez de singes en France qui aimeraient à s'habiller en Mussolini.

Sans doute les singes ne suffisent pas, il leur faut derrière eux des forces réelles... Elles pourraient s'y trouver si le réformisme tentait la Réforme.

A mon sens, un réformisme réel amènerait la bourgeoisie au fascisme aussi bien que la Révolution et c'est le propre de l'illusion des réformistes de croire que la Réforme est plus facile à faire que la Révolution ; elle est plus difficile car elle se heurte à la même difficulté et suscite moins d'élan...

Mais en la circonstance ce qui nous protégera du fascisme, c'est la lamentable diarrhée des réformistes et leur indigence d'esprit.

Je viens de jeter un coup d'œil sur Europe *et les notes sur le fascisme de Friedmann; il y a là aussi matière à réflexion. Les idéologies, les démagogies comme dit Friedmann aussi soulèvent les foules et les emportent.*

Je crois qu'il y a en ce moment chez le boutiquier, *(vous entendez ce mot) l'aspiration à la poigne; cela peut être grave, d'autant plus grave qu'il y a chez quelques bonshommes le désir de singer Mussolini.*

Objectivement les conditions du fascisme n'y sont pas, mais si trop de gens en rêvent, leurs rêveries finiront par nous créer quelque chose d'approchant. Aux époques de trouble et de déséquilibre mentaux comme la nôtre, il ne faut pas négliger de jeter dans nos pauvres balances ces éléments ténus ; ils faussent parfois, pour un temps assez court, il est vrai, le jeu normal dss forces matérielles.

Jeunes syndiqués et jeunes communistes

D'une bonne camarade de province :

*L'autre jour, j'ai trouvé dans l'*Humanité *que la Conférence des jeunes syndiqués n'avait pas rendu.*

A quoi bon ? Puisque les conférences de jeunes communistes sont merveilleuses!

Ça n'a pas d'importance que ces jeunes communistes n'aient ni métier, ni psychologie ouvrière, ni instruction, ni rien, rien de ce qui fait un homme. Ils sont capables d'applaudir et ça suffit ; Doriot est content.

Lse aventuriers du Parti ont dit qu'il fallait détruire les dieux dans le P. C. C'était pour en dresser d'autres... Bon! j'aime autant — ou aussi peu — le dieu Cachin que le dieu Doriot.

L'arme du boycottage

Cette excellente idée d'un camarade de l'Oise :

Comme complément à l'étude sur la C. G. T. Tunisienne et protestation, vous auriez dû dire de boycotter les produits Potin.

En effet pour obliger les seigneurs de Potinville à cesser leur guerre contre les Syndicats, tunisiens un sérieux boycott des produits Potin ne resterait pas vain.

L'idée est bonne ; il n'est même pas trop tard pour la réaliser si les organisations syndicales veulent s'en donner la peine.

La bolchévisation en Algérie

D'un camarade d'Alger :

Ça va mal. Les cellules ne fonctionnent pas, le journal n'est pas intéressant, les bouillons sont gros. Le journal a failli ne pas paraître la semaine dernière... motif l'argent n'était pas arrivé. Au temps où il n'y avait ni rédacteur appointé ni subvention, il n'y eut pas un samedi qui ne vit paraître la Lutte ! *Jamais on ne songea à ne pas paraître! Au contraire on faisait des numéros supplémentaires.*

Bien des copains sont mécontents. L'un d'eux m'a révélé que le parti avait dépensé en 25 une soixantaine de mille pour appareiller et bolchéviser le parti algérien. Quel résultat ? Régressif.

Aujourd'hui, on ne veut plus être « communiste » mais « vieux bolchévik ». On brise le faisceau qui s'était constitué en 1919 et consolidé en 1920, et les forces qui s'étaient groupées se dispersent. La conséquence normale c'est qu'aujourd'hui il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste.

Et une autre conséquence, c'est qu'une revue comme la « Révolution prolétarienne » est un organe nécessaire. Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

La « Révolution prolétarienne » est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

A PROPOS DE NOTRE ENQUÊTE SUR L'UNITÉ SYNDICALE

Quand sonnera l'heure de l'Unité?

II

— Tu as oublié plusieurs obstacles à l'unité, et surtout l'un des plus gros : le désir de chaque parti et même de chaque secte d'avoir son organisation syndicale.

— Non, je ne l'ai pas oublié; celui-là, je compte l'examiner en discutant la réponse de Priem, des mineurs confédérés du Pas-de-Calais, que l'on n'a peut-être pas suffisamment remarquée. Mais dans mon premier article, je ne pouvais embrasser tout le problème. J'ai dû réserver d'autres points encore, notamment la barrière qu'opposent à l'unité les fonctionnaires syndicaux et le pessimisme du Sanglier.

C'est tout cela que je voudrais examiner aujourd'hui.

La barrière des fonctionnaires syndicaux.

D'après Villeval, les obstacles à la réalisation de l'unité ne seraient pas si nombreux qu'on peut le croire. Il n'en voit qu'un; il n'en voit surtout qu'un.

Ce n'est pas le contenu de certaines résolutions, où on les a accumulés à plaisir pour mieux masquer que l'on ne veut pas de l'Unité, qui parviendra à donner le change. A la vérité, il n'y en a qu'un, — et je dis ici toute ma pensée, — c'est la crainte d'être mis en minorité dans l'Unité reconstituée, d'être obligé d'abandonner le bureau du Syndicat, de l'Union, de la Fédération ou de la Confédération, où l'on se trouve si bien, d'être contraint, peut-être, de retourner à l'atelier. A moins que...

Au fond, il n'y a pas d'autres préoccupations pour ces travailleurs hors cadre, qui ont acquis le dégoût du travail qu'ils exerçaient auparavant. Et pour peu qu'ils se croient du génie...

Qu'il y ait là un obstacle, je n'en disconviendrai pas, mais je ne pense pas qu'il soit le seul ni le plus gros. S'il était le seul, on aurait vite fait de le surmonter. Il ne serait pas gros et ne pèserait pas lourd si les travailleurs sentaient fortement, et non plus obscurément, le besoin de l'unité syndicale, s'il y avait une foule de militants, non fonctionnaires, capables d'interpréter ce besoin, de se former d'eux-mêmes une opinion et de la défendre dans leur organisation. Malheureusement, il n'y a plus d'opinion publique ouvrière.

Il n'y a plus, dans la lassitude qui suit la tension nerveuse de la guerre, que des suiveurs et des prophètes, des bigots et des prêtres. La masse cherche des idées toutes faites et ceux qui ont pour profession de lui en fabriquer méritent l'apostrophe de Proudhon : « Quand on a besoin d'*investigateurs* de la vérité, il ne se trouve que des *révélateurs*. »

Et quels révélateurs! L'autre mois, je marquais les contradictions de Sémard. Quelle explication peut-on en trouver? Je n'en vois qu'une. Le pauvre Sémard et son copain Monmousseau n'ont pas le coffre assez solide pour boire du vin de Russie.Les idées de là-bas,ils ne peuvent se les assimiler et s'en réchauffer le cœur. Elles leur montent tout de suite à la tête. De là leurs mots d'ordre, leurs contre-ordres et le désordre qu'ils créent dans le mouvement. Ils donnent le spectacle de zig-zag d'ivrognes.

Il n'y a plus d'opinion publique ouvrière; il n'y a pas si longtemps, il y en avait une encore. Vers 1904, quand la *Petite République*, de Jaurès, qui était le journal lu par les ouvriers parisiens, engagea sa violente campagne contre les syndicalistes de la C. G. T., elle se brisa contre le roc de quelques milliers de militants qui savaient ce qu'ils voulaient et pourquoi ils le voulaient. Aujourd'hui, ces quatre ou cinq milliers de militants ouvriers font défaut. Est-il impossible de les reformer en quelques années? Je ne le crois pas. Je le crois d'autant moins que, de tous côtés, on se préoccupe de la formation de militants. Le Parti communiste a ses écoles léninistes; l'Union confédérée de la Seine a ses cours du militant. Qu'importe le chemin suivi. Tous ces chemins mènent à un carrefour où la classe ouvrière reprend les siens. J'ai été à même de suivre l'évolution faite par d'anciens élèves de l'école marxiste d'il y a quelques années. Après nous avoir regardés d'abord de travers, ils se sont rapprochés de nous une fois qu'ils ont eu l'expérience de l'atelier.

Le jour où ces milliers de militants seront là, la barrière que peuvent dresser les fonctionnaires syndicaux aura tôt fait de céder. Elle s'ouvrira d'elle-même.

Certes, les fonctionnaires syndicaux peuvent s'ingénier à empêcher que leurs ouailles entendent une autre parole que la leur, qu'elles lisent autre chose que le catéchisme élaboré pour elles. Mais le démon du jugement

personnel est malin; toujours il parvient à se frayer un chemin. Les fonctionnaires de la C. G. T. comme ceux de la C. G. T. U. auront beau faire, ils seront en fin de compte impuissants contre le désir trop naturel des militants de chez eux de se faire par eux-mêmes une opinion sérieuse, en confrontant les divers points de vue. Que peuvent-ils contre l'expérience du mouvement et de la vie? Ils feront perdre quelques années, mais plus ils auront comprimé les pensées, plus forte sera l'explosion. Et quand elle se produira, vous verrez avec quel soin ils sauront se garer contre les éclats. D'eux-mêmes, ils entr'ouvriront la barrière.

L'obstacle des Partis.

La réponse de Priem, des mineurs confédérés du Pas-de-Calais, contient deux idées différentes et contradictoires superposées, comme deux veines de charbon séparées par un banc de terre.

Tout d'abord, il pose en principe que l'unité syndicale est impossible à réaliser du moment que les partis dits ouvriers sont irréconciliables. Mais, par la suite, il dit : « L'unité dans la C. G. T. réformiste ou pas d'unité du tout... Les contre-révolutionnaires, ne voulant pas faire la révolution, il ne reste plus aux révolutionnaires qu'à faire leur devoir : saisir le seul moyen de faire l'unité indispensable. »

Nous verrons ce deuxième point quand nous en serons à l'organisation de la gauche de la C. G. T. Regardons de près le premier point; relisons ce qu'a écrit Priem :

> Oui, la scission syndicale est un fait définitif que je considère impossible à réparer. Il n'existe que deux idéologies susceptibles de concentrer les forces ouvrières; de les cristalliser en un bloc, éclipsant tout ce qui est en dehors...
>
> Le premier est formé par la réunion du Parti communiste et de la C. G. T. U., l'autre par le Parti socialiste et la C. G. T.
>
> Etant donné que les deux C. G. T. sont indissolublement réunies, liées, inféodées à leur parti politique respectif au point de ne les plus pouvoir différencier; et que après les événements de la dernière décade les partis sont absolument irréconciliables; l'unité devient donc impossible.

Il est évident que Priem base son raisonnement sur la situation syndicale du bassin minier du Pas-de-Calais. Là, en effet, syndicat unitaire et parti communiste ne font qu'un; syndicat confédéré et parti socialiste sont non moins étroitement liés; je me souviens même d'un temps où les candidats socialistes puisaient dans la caisse du syndicat des mineurs pour couvrir les frais de leurs élections.

Mais, dans l'ensemble du pays, la situation n'est pas arrivée au même stade. Tous les syndicats unitaires ne sont pas disposés à mettre l'enseigne communiste et plus d'un de ceux qui l'ont mise se dépêchera quelque jour de la décrocher. Quant aux syndicats confédérés, quant à la C. G. T., le soin que met celle-ci à cacher ses rendez-vous clandestins avec le parti socialiste montre qu'elle n'a pas tout à fait la conscience en repos.

Ce n'est d'ailleurs pas avec le Parti socialiste en tant que parti que coquette la C. G. T. On pourrait dire qu'elle ne coquette pas moins avec le Parti radical. On pouvait lire dernièrement dans le *Peuple* une apologie d'Herriot si naïve qu'elle en était un peu comique; Herriot était élevé au niveau de Jaurès par cette brave Alice Jouenne. En fait, les dirigeants de la C.G.T. sont liés aux démocrates qui occupent les avenues du pouvoir en attendant d'occuper le pouvoir lui-même. Ils sont dévorés de l'envie de partager le pouvoir en leur compagnie. Durant la guerre, tant que dura l'union sacrée, ils ont ramassé les miettes et les os des tables ministérielles; ils voudraient recommencer; ils recommenceront avec Boncour et Renaudel, dont ils appuyaient, ces dernières semaines, le point de vue participationniste; mais, s'il le faut, ils recommenceront avec n'importe qui.

La C. G. T. ne forme pas un bloc avec le Parti socialiste; elle le forme avec les partis du Cartel. L'impuissance des ministres du Cartel n'a pas été sans provoquer dans les rangs confédérés d'amères réflexions. La déroute du Cartel peut avoir des répercussions bienfaisantes au sein de la C. G. T. Une gauche confédérée aura à reconquérir l'indépendance de la C. G. T., tant par rapport aux partis démocratiques que par rapport au Bureau international du Travail.

Même dans le Pas-de-Calais, le bloc syndical et socialiste n'est pas à l'état pur. Les socialistes du Pas-de-Calais ont toujours formé une variété socialiste bien spéciale. Basly, socialiste? Allons donc. Il se moquait du Parti socialiste, dans le temps, à peu près autant que de sa première amourette. Le vieux renard ne doit pas avoir changé. A mon sens, le bassin minier du Pas-de-Calais a toujours tourné ses regards vers l'Angleterre et a été influencé par le trade-unionisme. Basly et Lamendin appartenaient au type anglais de députés mineurs. Et ce n'est pas par hasard que Dumoulin reprenait, ces dernières années, l'idée d'un Parti du Travail sur le modèle du Labour Party anglais; il ne faisait que reprendre la tradition des gens du Pas-de-Calais.

Ce n'est pas autour de la soi-disant idéologie du Parti socialiste et de la C. G. T. que pourra jamais se concentrer l'ensemble des forces syndiquées de ce pays.

Est-ce autour de l'idéologie du Parti communiste et de la C. G. T. U. que le rassemblement s'opérera? Encore moins.

Tous les militants de formation social-démocrate, les communistes russes comme les autres, s'imaginent qu'il est possible d'avoir partout un mouvement sur le modèle allemand :

un fort parti lié aux syndicats et les dirigeant. C'est leur hantise. Mais ce qui a été possible en Allemagne, dans une période historique donnée, alors qu'il n'existait qu'un seul grand parti se réclamant de la classe ouvrière, ne l'est plus dès qu'il y a deux grands partis. L'unité syndicale n'est possible que le jour où les syndicats se dégagent des partis, imposent leur indépendance. En France, moins que partout ailleurs, le Parti communiste ne peut aspirer à jouer le rôle du Parti social-démocrate allemand auprès des syndicats. Aussi, je me demande à quoi pense Monmousseau quand il déclare ce qu'il a osé déclarer au Congrès de l'Alimentation, en septembre dernier :

> Aujourd'hui, il est clair qu'il est impossible de diriger les masses révolutionnaires vers la victoire par dessus les cadres social-démocrates ou réformistes. On en peut donc conclure que pour toute victoire prolétarienne, si limitée soit-elle, il faut deux conditions :
>
> 1° Un parti communiste fort;
>
> 2° Un parti communiste qui conduise les masses par le canal d'une organisation syndicale forte.
>
> Et cette action peut difficilement s'exercer tant que les syndicats ont à leur tête des agents de la bourgeoisie, qu'ils soient réformistes ou anarcho-syndicalistes.

Le secrétaire de la C. G. T. U. subordonne tout mouvement à l'existence d'un Parti communiste fort. Et, pour lui, quiconque n'est pas membre du Parti — il aurait même pu ajouter : quiconque même, en étant membre, n'est pas dans la ligne des dirigeants du Parti — est un agent de la bourgeoisie. Il n'a pas l'air de se douter que si Jouhaux et consorts ont admirablement servi la bourgeoisie, Treint et lui-même ne l'ont pas moins bien servie en sabotant le Parti, en amorçant le sabotage de la C. G. T. U. et en donnant dans le putschisme.

Mais là n'est pas le problème principal; ce qui importe, c'est que pour le secrétaire de la C. G. T. U. le Parti communiste doit conduire les masses par le canal d'une organisation syndicale forte. Tant que l'organisation syndicale sera le canal du parti, elle ne risque pas de devenir forte; elle risque tout juste de s'affaiblir, d'éloigner par son esprit de secte tous ceux qui ne sont pas disposés, à tort ou à raison, à être conduits par le Parti. Le jour où, dans la C. G. T. U., ceux qui sont dans ce cas et qui comprennent les 90 % des adhérents et même des militants, s'en rendront compte, la C. G. T. U. connaîtra le sort et la mort de l'ancienne Fédération guesdiste des syndicats.

Le rassemblement syndical ne peut s'opérer ni autour de la C. G. T. et du Parti socialiste, ni autour de la C. G. T. U. et du Parti communiste, mais autour de la C. G. T. et de la C. G. T. U. rompant leurs liens avec les partis et fusionnant dans une unique C. G. T. *apolitique*. C'est une condition essentielle d'unité.

Ce sera un recul, diront certains. D'aucune manière. Le rassemblement de toutes les forces syndiquées ne peut constituer un recul, mais un grand pas en avant, un progrès révolutionnaire. En conquérant son unité sur les partis, la classe ouvrière réalisera son unité de classe, démontrera sa capacité politique. Servant de canal aux partis, le mouvement syndical est condamné à rester divisé et impuissant. Il ne sera uni et fort qu'en s'élevant au-dessus des partis. Beaucoup d'ouvriers communistes, je suis tranquille, comprendront qu'il y a une contradiction insolente entre vouloir l'unité syndicale et vouloir que le parti communiste commande en maître dans les syndicats.

La douche glacée.

Vallet nous a laissé tomber quelque chose sur la tête! « L'unité aurait-elle la vertu magique de changer la pauvre nature humaine?... Le syndicalisme est un monde de mendigots qui trouve que les rogatons et les miettes ne sont pas assez gros, mais qui ne réclame que l'augmentation des miettes et des rogatons... Le monde ouvrier n'est pas plus digne que le monde bourgeois, et il est moins capable d'organiser la production et l'échange... S'il arrivait à la puissance, la production totale baisserait dans une telle proportion que l'ensemble des besoins ne pourrait être satisfait... Les syndicalistes sont incapables de voir grand, de faire grand, de jeter à la face du capitalisme l'embryon d'une force neuve et originale qui n'existe pas en eux. »

Vous n'auriez pas dû publier cela, m'a-t-on dit de certains côtés. Il est vrai que, pour d'autres, nous avons fait preuve de courage en le publiant. Les uns et les autres ont tort. Nous ne sommes pas ici dans une chapelle et nous n'aimons guère les prêches doucereux. La douche glacée de Vallet m'a paru bienfaisante, même dans son exagération, peut-être à cause de son exagération. S'il n'avait pas frappé aussi cruellement, il n'aurait pas tapé assez fort.

Nous sommes en pleine Byzance révolutionnaire. Pour se retrouver dans nos querelles de tendances révolutionnaires, il n'y aura bientôt plus que quelques professionnels de la propagande passant leurs jours et leurs nuits à éplucher des textes biscornus. Si quelqu'un vient jeter sur nous une volée d'eau glacée, il nous rend service. Il nous oblige à nous frotter les yeux et à voir enfin les grandes lignes de la réalité.

Il est certain que la classe ouvrière s'est accroupie après la mort de ses espérances d'après guerre ; la réaction monte tout autour d'elle, et rien ne dit que si la Révolution n'embrase pas l'Europe dans les cinquante années qui viennent, le Vieux Monde n'entrera pas dans une nouvelle nuit du moyen âge.

Le premier moyen de relever la classe ouvrière, non le seul ni le dernier, c'est de l'ame-

ner à refaire son unité en tant que classe, son unité syndicale, nationalement et internationalement. C'est de lui redonner le grand espoir de son émancipation intégrale qui la tiendra debout. Parmi les vagues de découragement qui l'ont couchée, il en est une qui est venue de Russie. Les difficultés éprouvées par les ouvriers russes à réorganiser la production l'ont fait douter de sa propre capacité à surmonter ces difficultés. Que là-bas on triomphe progressivement et nous aurons ici moins de peine à faire renaître la confiance de la classe ouvrière dans ses destinées.

Nous avons dit et répété depuis trente ans que le syndicat, groupement de résistance aujourd'hui, serait demain le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Mais toute une série d'échecs nous ont plongés dans l'inquiétude. Je sais plus d'un camarade qui s'est arrêté en lisant cette phrase de Sembat dans la *Victoire en déroute* : « Les syndicats sont préparés à lutter pour le travailleur contre le directeur de travail et le capitaliste. La direction d'une grève ne prépare pas à la direction d'une usine. »

Il faut que le syndicat se rende capable de diriger une grève et de diriger une usine. Que le syndicalisme ait l'ambition de diriger la production, sinon il sera piétiné, écrasé. La jeunesse bourgeoise est en train d'identifier la défense de ses privilèges de classe et la défense de la civilisation d'Occident. « Le capitalisme lie étroitement la civilisation d'Occident, disait récemment Drieu la Rochelle. On ne peut tuer l'un sans tuer l'autre. Je ne veux pas tuer l'Occident. Je veux donc sauver le capitalisme. » Le capitalisme ne lie plus la civilisation d'Occident ; il l'a saignée de ses propres mains, elle se meurt ; la classe ouvrière doit rassembler ses forces afin d'arracher au capitalisme ses armes et son pouvoir ; c'est à elle de créer une civilisation nouvelle, c'est sa mission historique.

Quand elle sera capable de jeter à la face du capitalisme son unité syndicale refaite, elle ne tardera pas, mon vieux Vallet, d'être capable de faire mieux après.

P. MONATTE.

De quelle scission s'agit-il ?

L'*Humanité* du 4 février rapporte les paroles suivantes prononcées par Raynaud, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, au Comité central élargi du Parti communiste :

« *Internationalement aussi la C. G. T. U. a son mot à dire : c'est à elle d'épauler les efforts du Comité anglo-russe. La C. G. T. U. doit avoir une politique et une tactique internationales au cas où se produirait une scission non souhaitable.* »

Il s'agit apparemment d'une scission sur le terrain international. Mais où ?

Nos bolchévisateurs espèrent-ils, par hasard, que les Trade-Unions vont sortir de l'Internationale d'Amsterdam ?

MONMOUSSEAU ET RACAMOND au Bureau politique du P. C.

Pour la première fois, il a été annoncé publiquement que deux secrétaires de la C. G. T. U., Monmousseau et Racamond, faisaient partie du Bureau politique du Parti communiste. Cela a été déclaré par Doriot à l'une des séances d'information de la région parisienne du Parti.

Si la nouvelle est récente, le fait remonte à plusieurs mois, paraît-il.

Pourquoi l'a-t-on tenu caché ?

Pourquoi l'*Humanité*, qui a longuement rendu compte du discours de Doriot, a-t-elle pudiquement fait le silence sur cette déclaration importante ?

Pourquoi, en acceptant de faire partie du Bureau politique qui dirige le Parti, les secrétaires de la C. G. T. U. n'ont-ils pas jugé bon d'en prévenir leurs mandants, les syndiqués de la C. G. T. U. ?

D'où vient l'argent ?

On lit dans l'*Humanité* du 4 février (Compte rendu du Comité central élargi du P. C.) :

Dorel continue : « Comme ils n'attaquent jamais la bourgeoisie, qu'ils réservent toute leur haine au Parti communiste, nos camarades se dégoûtent du *Bulletin communiste* et de la *Révolution prolétarienne*, et posent cette question : « D'où vient l'argent? »

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire à propos d'une insinuation jésuitique analogue : la *Révolution Prolétarienne* vit de ses propres ressources, c'est-à-dire exclusivement du produit de ses abonnements et de la vente au numéro, et nous sommes toujours à la disposition des bolchéviks inquiets sur la nature de nos ressources pour leur en fournir la preuve.

Nous n'avons rien contre leur curiosité, mais nous la trouvons bien limitée. Pourquoi ne demandent-ils pas également :

1° Combien de publications du Parti communiste vivent de leurs seules ressources ;

2° Combien d'organisations du Parti communiste sont capables d'entretenir leurs permanents avec leurs seules ressources ;

3° Le montant des sommes volées par quelques « vieux bolchéviks » notoires ;

4° Le montant des sommes gaspillées par la direction du Parti communiste ;

5° Le budget du Parti communiste, annexes comprises.

Car il ne s'agit pas d'être curieux seulement à l'égard du voisin. Il faut l'être aussi dans sa maison et être sûr que celle-ci est propre avant de jeter la suspicion sur d'autres.

PETITE REMARQUE

De tous côtés on dit que l'*Humanité* falsifie les comptes rendus de réunions et de congrès, qu'elle n'informe pas ou le fait d'une manière partiale, qu'elle bourre le crâne, qu'elle est illisible, qu'elle est indigne de la classe ouvrière française, etc.

Quelle conclusion à cela ?

Il n'y en a qu'une : un quotidien révolutionnaire est indispensable.

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

LETTRE D'ANGLETERRE

Comment le Parti communiste sabote le travail de l'aile gauche.

L'histoire de la tentative faite pour constituer un groupe révolutionnaire au sein du Labour Party semble devoir être très compliquée. Depuis ma dernière lettre, quelques événements très curieux se sont passés et il n'est pas possible de dire maintenant si cette tentative a progressé ou si elle a été adroitement contrecarrée.

Voici néanmoins le récit des faits qu'aucun journal anglais, comme il est assez naturel, n'a encore publié.

La fraction parlementaire de l'aile gauche était résolue à suivre, au Parlement, une politique d'obstruction implacable, quelles que puissent être l'attitude et les décisions de l'ensemble du groupe parlementaire. Troubles à la Chambre des Communes, scènes de désordre, et toutes les autres méthodes d'obstruction si bien pratiquées jadis par les Irlandais devaient être suivies. En même temps, les leaders de la gauche avaient décidé de ne pas accepter d'être désignés pour l'Exécutif du groupe parlementaire afin de conserver leur pleine liberté.

La réunion décisive des élus travaillistes qui devait discuter ces questions était anxieusement attendue, même hors des milieux travaillistes, et son ajournement, sous divers prétextes, jusqu'à la fin de la session, marquait l'embarras où se trouvait la Commission exécutive actuelle.

Cette réunion, qui était secrète et à laquelle seuls les députés purent assister, se termina d'une étrange façon. Mac Donald, le leader, et le pire ennemi de la révolution, manœuvra adroitement pour être absent. (Imaginez une réunion des députés socialistes français ayant une grande importance politique à laquelle ni Blum ni Renaudel n'assisteraient) L'Exécutif renversa complètement sa politique, exprimée antérieurement dans une résolution disant que le Parti devait persister dans l'attitude jusqu'alors suivie. La propagande de l'aile gauche avait eu des effets considérables sur les simples membres du groupe, beaucoup d'entre eux étant des leaders trade unionistes, et seuls ceux qui espèrent être pourvus d'un poste gouvernemental dans un proche avenir étaient disposés à soutenir l'Exécutif. Aussi celui-ci vint-il à la réunion avec une nouvelle résolution déclarant qu'une opposition plus vigoureuse aux Communes était nécessaire, que le gouvernement tory devait être attaqué énergiquement, que tous les membres du groupe et non plus seulement les « Right Honourables » (anciens ministres) seraient désormais autorisés à intervenir dans les débats. Cette résolution, qui fut votée, était rédigée dans l'exquis style parlementaire anglais, c'est-à-dire qu'elle peut, à la fois, signifier que l'aile gauche reçoit presque entièrement satisfaction ou ne rien signifier du tout.

Nulle mention n'étant faite d'une obstruction organisée au Parlement, les leaders de l'aile gauche persistèrent dans leur décision de réserver leur liberté vis-à-vis de l'Exécutif. Alors, un coup de théâtre se produisit. Henderson, secrétaire du Parti et maître de sa puissante machine, se dressa aussitôt et tendit sa démission. Il ne voulait pas, dit-il, agir sous un Exécutif qui ne représentait que la moitié du Parti. Les représentants de l'aile gauche furent alors l'objet d'appels répétés, la plupart formulés de bonne foi par les hommes du rang, leur demandant de ne pas persister dans leur attitude. On leur fit remarquer qu'ils avaient obtenu satisfaction sur tous les points essentiels; que, dans ces conditions, ils auraient tort de refuser leur aide à l'application de la nouvelle politique; que ce refus signifierait la scission du Parti, etc., etc. Impressionné par ces arguments, l'un d'eux, John Wheatley, de Glascow, céda, et les autres suivirent. Les événements qui surgirent semblent montrer, maintenant, que ce fut là une faute. Lors de l'élection de l'Exécutif, tous les représentants de la gauche, sauf Lansbury, furent éliminés, et le nouvel Exécutif pourra enterrer tranquillement la nouvelle politique.

(Puisque vous collectionnez les idioties du communisme officiel, vous pouvez enregistrer celle-ci: le *Workers Weekly*, organe officiel du Parti communiste, qui ne compta pour rien dans cette tentative de la gauche, n'étant pas même lu par ceux qui la firent, se vante aujourd'hui d'avoir obligé l'aile gauche à suivre la « vraie ligne révolutionnaire » de compromis!)

Quand le Parlement reprendra ses travaux, la situation sera donc incertaine. Au dehors, la perspective est également sombre, et on voit se développer de misérables intrigues là où il ne devrait y avoir qu'un immense effort de classe pour se préparer à la lutte qui viendra en mai dans les charbonnages.

Le Parti communiste a définitivement décidé de créer une aile gauche qui serait sa chose et qu'il manœuvrerait à sa fantaisie — une imitation de ce que le Parti fait en France avec la C. G. T. U., plaçant ses hommes à tous les postes essentiels et quelques figurants dans les comités. Une conférence eut lieu, à Londres, pour former un « Comité d'aile gauche du plus grand Londres ». Le président, songeant au but de la réunion, parla avec quelque prudence, mais des délégués furent moins circonspects et ne prirent la parole que pour invectiver tous ceux qui, appartenant à l'aile gauche, ne sont pas membres du Parti!

Un autre meeting eut lieu le 18 décembre avec l'objet — d'après des informations tout à fait sûres qui me sont parvenues — de tromper non plus des ouvriers sincères et sans défense contre les camouflages, mais des militants connus comme Purcell, Hicks et d'autres. Il était organisé par le *Sunday Worker*, qui, comme vous le savez est un organe communiste déguisé, et était annoncé comme une réunion de discussion. Mais, selon la coutume, tout était cuisiné d'avance et un président choisi par les organisateurs devait être élu « spontanément » par l'assemblée. Des lettres et des messages exprimant la méfiance à l'égard de cette manœuvre avaient été envoyés. Sommé de les lire, le directeur du *Sunday Worker* nia leur existence. Une longue résolution liant les assistants à un programme tout préparé fut alors lue; on « regretta » qu'il n'y eût pas assez d'exemplaires pour qu'elle pût être entre les mains de chaque

assistant, mais on affirma que c'était le seul texte qui serait soumis à l'assemblée. Pourtant, un peu plus tard, on sortit une seconde résolution, en vertu de laquelle un comité national était créé. Et ainsi, tout au long de la séance, une succession attristante de tentatives enfantines pour tromper les assistants sur le but poursuivi et les entraîner malgré eux dans une aventure. Le seul résultat fut une intervention dramatique de Purcell, dans laquelle il stigmatisa éloquemment les communistes pour leur incroyable folie et leur malhonnêteté et leur dit sans ménagement que leur activité « bolchévisatrice » était en train de ruiner rapidement tout le bon travail que lui-même et ses camarades avaient pu faire dans les trade-unions.

Je dois ici préciser un point de ma dernière lettre touchant la composition du Parti communiste. J'ai dit que le Parti communiste avait un effectif déclaré de 5.000 membres. Mais 65 % seulement sont des cotisants réguliers, c'est-à-dire qu'il ne compte, en fait, que 3.300 membres réels. Beaucoup, beaucoup plus y ont adhéré, mais ils n'y sont pas restés. Ils l'ont quitté, dégoûtés. En 1922, on comptait 8.000 membres nouveaux pour l'année, mais un nombre à peu près égal s'en allait. De nouvelles recrues sont continuellement amenées au Parti par la force du communisme ou par les persécutions gouvernementales : elles ne restent pas davantage et se retirent, sceptiques ou méprisantes à l'égard de la politique révolutionnaire. Un poison tue un enfant beaucoup plus vite qu'un adulte. Aussi, s'il est possible que le Parti français, après de sérieuses convulsions, réussisse à survivre à la « bolchévisation », il est douteux que quelque chose survive en Angleterre, sauf une clique de pensionnés toujours prêts à avaler les motions qu'il plaira à la direction de l'Internationale de leur présenter. Le fait qu'aucune entreprise communiste n'a pu vivre ici de ses propres moyens n'est pas sans signification.

En ce moment, tous les efforts devraient tendre vers un seul but : assurer le front uni de la classe ouvrière en mai. Comme vous le savez, le subside accordé aux propriétaires des mines expire à cette date et, ce qui suivra, c'est une grève ou un lock-out. Le lock-out fut rendu impossible en août dernier par le Conseil général des trade-unions qui adopta une attitude agressive de défi en se solidarisant pleinement avec les mineurs. Le gouvernement est résolu, apparemment, à prendre sa revanche cette année. Les « fascistes » s'agitent de nouveau en même temps que l'organisation spéciale de briseurs de grève (O. M. S.) déploie, sous le patronage du gouvernement, une grande activité. Beaucoup d'autres indications montrent que les hommes à poigne du ministère, Joynson Hicks et Churchill — même si Baldwin reste hésitant — sont résolus à une bataille de classe décisive en mai.

Beaucoup reste à faire. Les trades councils — organisations locales des syndicats — plutôt somnolents, doivent recevoir une impulsion nouvelle, être organisés sous la direction du Conseil général et transformés en centres locaux de la bataille prochaine. Un corps ouvrier de défense devrait être constitué. Des dispositions devraient être prises, d'accord avec les coopératives locales, pour assurer le ravitaillement durant la grève générale. Des tâches nombreuses attendent. Comment le Parti communiste travaille-t-il à cette préparation ? Loin d'accorder la moindre attention aux besoins des ouvriers, il ne songe qu'à ses intérêts purement sectaires de parti. Il s'efforce de mettre au premier rang sa politique, qui consiste à dresser les sections locales du Labour Party contre les décisions du Congrès de Liverpool (ces résolutions excluent individuellement les communistes du Parti, mais ceux qui sont syndiqués restent adhérents. Les sections locales qui refusent d'appliquer les décisions du Congrès sont aussitôt menacées d'exclusion et le mouvement se trouve divisé.). Un des chefs du Parti communiste se vantait l'autre jour de l'exploit suivant : six membres d'une section locale ayant décidé de démissionner pour protester contre la décision du Congrès et d'adhérer au Parti communiste, il leur a conseillé de ne pas démissionner en bloc, mais seulement l'un après l'autre, de façon à poser la même question six fois de suite, à chaque réunion ordinaire de quinzaine. Ainsi, douze précieuses semaines vont être perdues par cette organisation locale pour la préparation de la lutte et consacrées uniquement à des débats vains et bruyants dont l'issue est connue d'avance. Désordre, temps perdu, agitation néfaste pour l'organisation : c'est ce qu'on appelle, ici, une grande victoire communiste ! — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

20 *janvier* 1926.

UNE RÉSOLUTION DU P. C. ESPAGNOL

Le Comité exécutif du Parti communiste espagnol a pris sur la politique du Parti communiste français une résolution que l'*Humanité* s'est abstenue de publier; en voici les parties principales :

Il ne s'agit pas pour le C. E. du P. C. espagnol d'exprimer son opinion au sujet de l'ensemble du programme tactique exposé et réalisé par le Bureau politique du P. C. français, jusqu'à ce jour. Sur des aspects déterminés de la politique pratiquée par la section française, sur les points qui gardent une relation directe avec les deux pays, notre Parti a déjà exprimé devant l'Exécutif de l'Internationale communiste le désaccord d'ordre politique et tactique; sur les autres aspects, le Comité exécutif exprimera son opinion en temps voulu et dans le lieu qui correspondra.

En ce moment, étant donné leur gravité et la situation du prolétariat espagnol et français, nous nous plaignons de ce qui est un fait réel et observé :

La dépression d'esprit qui existe dans certaines couches de militants du Parti français et parmi les ouvriers qui forment l'avant-garde révolutionnaire française par la réalisation d'un système politique de décapitation de militants, et par les polémiques de haute politique, *a fait oublier jusqu'à un certain point l'action pratique, coordonnée et efficace des deux prolétariats français et espagnol.*

Le Parti communiste français qui a devant lui des problèmes d'une si grande gravité, tels que les guerres de Syrie et du Maroc, la lutte pour l'augmentation des salaires, pour le respect effectif des huit heures en France (car on ne peut prétendre qu'aujourd'hui la plupart du prolétariat jouisse de cette journée de travail), la lutte contre la politique financière du gouvernement, l'action contre la crise de travail qui commence, la lutte conte la vie chère et, finalement, la lutte pour les revendications immédiates, économiques, syndicales et politiques du prolétariat français, exigent que la section française soit avant tout un Parti d'action, qui n'épuise pas ses forces dans une lutte intestine contre la droite, lutte qui, même en ayant une importance théorique, n'est pas un obstacle dans d'autres pays pour réaliser des campagnes d'agitation et de luttes qu'exige la défense énergique des intérêts du prolétariat.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'EXPÉRIENCE DES FONCTIONNAIRES

De l'action syndicale à la collaboration parlementaire

Les fonctionnaires ont perdu leur bataille des traitements. Pendant plus de deux ans, ils ont mené une lutte féroce d'antichambres, ils se sont dressés catégories contre catégories pour, finalement, mettre debout une réforme que tous, dans une unanimité touchante, déclarent inacceptable. Et les voilà en route pour de nouveaux combats, ou plutôt, pourrait-on dire avec plus de précision, vers de nouveaux échecs.

C'est, en effet, une série d'échecs qui marquent toutes leurs campagnes de 1924-1925, sans que, ce qui est navrant, ils aient perçu ou voulu tout au moins en reconnaître les causes qui sont leurs divisions et la confiance dans l'aide parlementaire.

Voyons les faits. Sous le Bloc national, en dépit de la scission syndicale, les fonctionnaires, par le moyen des cartels, unitaire et confédéré, et la Fédération des fonctionnaires, maintinrent, en fait, le front unique, sans que, toutefois, il ait jamais existé une liaison permanente. Ils purent ainsi résister à l'offensive du gouvernement. Celui-ci tenta à plusieurs reprises de supprimer l'indemnité de vie chère. Au mois de juin 1922, la menace s'étant faite plus précise, un meeting convoqué en accord par le cartel unitaire et la Fédération des fonctionnaires eut lieu salle Wagram et, selon la parole de Laurent, « *eut une portée formidable* ». Le gouvernement renonça, en effet, à son projet, et n'en parla plus. Poincaré lui-même, après avoir laissé traîner les poursuites intentées aux Syndicats de fonctionnaires, fit annoncer par le parquet de la Seine, à la session d'automne 1923, que l'affaire était renvoyée *sine die*. A cette époque, les fonctionnaires tenaient fortement l'offensive. Ils demandaient que l'indemnité de vie chère, loin d'être supprimée, fût portée de 720 à 1.800 francs. Une vive agitation fut menée dans tout le pays et impressionna les députés autrement que n'auraient pu le faire les visites domiciliaires tant pratiquées ces derniers temps. Le 23 novembre 1923, un meeting dont l'initiative revient au cartel confédéré, mais auquel participèrent le cartel unitaire et la Fédération des fonctionnaires, fut tenu à la Bourse du Travail de Paris. Le succès fut considérable. On évalua les auditeurs à plus de 20.000. A la sortie, un cortège se forma et déferla sur les grands boulevards. On conspua de Lasteyrie et Chéron. On menaça les fêtards. « *La misère lança son imprécation à l'opulence impudente.* » (*Tribune du Fonctionnaire*, première quinzaine de janvier 1924.)

Croyez-vous que le lendemain la presse, même la plus réactionnaire, se montra indignée? Pensez-vous qu'elle réclama des têtes ? Nullement. L'*Echo de Paris*, par la plume de Franc-Nohain, excusait l'audace : « Le mouton (le fonctionnaire) menace de devenir enragé, il se plaint qu'on l'ait trop tondu et de n'avoir plus de laine; la laine pour défendre du froid sa femme, ses enfants. » Hein! les fonctionnaires, parvenus jusqu'à la place de l'Opéra, avaient pourtant chanté l'*Internationale*. Laurent fut si satisfait de la manifestation qu'il déclara tout de suite qu'il fallait recommencer. Quelque temps après, la Chambre du Bloc national délibérait. A la séance du 20 décembre, le projet du gouvernement ne prévoyant pas des crédits suffisants pour l'augmentation réclamée par les fonctionnaires, fut rejeté par 331 voix contre 200, et cela, malgré les efforts désespérés de M. de Lasteyrie, qui menaça de démissionner. Poincaré arrangea les choses en demandant un délai qui lui fut accordé. Ici se place un fait d'une importance capitale et qui pèsera sur toute l'action future des fonctionnaires.

Après la manifestation du 23 novembre, Herriot, au nom du Parti radical, convoqua les dirigeants de la Fédération des fonctionnaires. Que se passa-t-il au cours de cette entrevue? Afin de ne pas commettre d'erreur, bornons-nous à rappeler les faits. Laurent, président de la Fédération des fonctionnaires, avait, antérieurement à son entrevue avec Herriot, proposé une deuxième démonstration place de l'Opéra. Les confédérés hésitèrent puis donnèrent leur adhésion; les unitaires la déclarèrent tout à fait de leur goût.

Quelques jours après, Laurent fit savoir — il avait vu Herriot — que les fonctionnaires ne manifesteraient plus, ce qui entraîna par répercussion la défaillance des confédérés. Le cartel unitaire passa outre et convoqua de son propre chef tous les salariés de l'Etat à venir manifester place de l'Opéra. Le succès fut bien réduit. Le lendemain 22 décembre, Herriot faisait cette déclaration à la Chambre : « Que l'on sache bien que les agitateurs ne sont ni à la Fédération des fonctionnaires, ni au cartel confédéré. La Chambre ne sait peut-être pas qu'à cette fameuse manifestation (de l'Opéra), dont on a tiré tant parti, aucune des deux grandes organisations n'étaient présentes. Toutes deux avaient refusé de s'y associer. J'ai entre les mains un document incontestable que je tiens à la disposition de ceux de mes collègues qui le voudraient voir. Il établit que la Fédération des fonctionnaires et le cartel des services publics confédérés ont expressément refusé de s'associer à cette manifestation, *faisant confiance au Parlement, ou tout au moins attendant de sa justice la solution du problème qui les angoisse.* »

En fait de justice, le Parlement se borna à refuser purement et simplement les 1.800 francs. A la même séance, par 339 voix contre 192, il revint sur son vote du 20 décembre et approuva le projet de M. de Lasteyrie, projet auquel le gouvernement n'avait pas changé une virgule. A noter que Poincaré ne voulut pas laisser à Herriot le bénéfice de se faire le confident des fonctionnaires; il affirma qu'il avait été mis au courant avant qu'Herriot ne lui en fît part, de la décision de la Fédération des fonctionnaires et du cartel confédéré, ajoutant superbement qu'il ne « tolérerait plus de pression concertée sur le Parlement ». (*Officiel*, 23 décembre 1923.)

Les politiciens sont ainsi faits; ils plient devant les forts et crânent devant les faibles. Mais revenons à la question.

Les fonctionnaires, après avoir marqué des succès, enregistrent un premier échec et juste au moment où ils brisent leur union, ils perdent confiance en eux-mêmes. Loin de s'apercevoir de leur faute, ils persévéreront longtemps dans leur aberration.

Après la défaite des 1.800 francs, la Fédération se lance résolument dans la bataille électorale; les deux cartels se disloquent. Les groupements confédérés qui n'appartiennent pas à la Fédération des fonctionnaires se cantonnent dans une même action électorale, mais en faisant des efforts pour se distinguer d'elle. Les unitaires ne tarderont pas à se donner corps et âme à la bolchévisation.

Le succès électoral arrive et fait naître les illusions les plus fantastiques. Déjà, à son Congrès des 2 et 3 mars 1924, la Fédération des fonctionnaires, en prévision de la victoire certaine, avait tracé son programme. Budon, rapporteur de la question des traitements, prévoyait, à cette époque, où les prix des denrées étaient loin d'être ce qu'ils sont aujourd'hui, plus de 2 milliards de crédits. Nos camarades se voyaient déjà associés au pouvoir et leur rapporteur, le même Budon, énonçait les choses merveilleuses qu'ils réaliseraient : « D'autre part, écrivait-il, l'augmentation des traitements doit correspondre en même temps à un accroissement de la productivité du travail de la nation; de grandes entreprises industrielles ou agricoles, l'irrigation du Midi, canalisation des fleuves navigables, canal des Deux-Mers, électrification, des réseaux de chemin de fer, production intensive des objets d'exportation, etc. ». Ça vous semble rigolo, camarades. Eh bien! au printemps de 1924, celui qui annonçait ces choses très sérieusement était frénétiquement applaudi par des hommes non moins sérieux que lui.

Enfin, la victoire vint. Laurent, dans la *Tribune du Fonctionnaire*, du 17 mai 1924, la célébrait ainsi : « La majorité réactionnaire qui s'était acharnée contre nous depuis cinq ans est disparue. Et nous pouvons dire sans forfanterie que les fonctionnaires ont été parmi les meilleurs artisans du succès de la nouvelle majorité. *Le dévouement des militants a été dépensé sans mesure.* » Laurent réclamait en compensation la réforme rapide des traitements. Nous sommes en 1926, elle traîne encore.

Une commission fut néanmoins nommée tout de suite. Présidée par feu Hébrard de Villeneuve, elle n'aboutit pas. Les fonctionnaires eurent cependant le loisir de retrouver devant elle leurs vieilles connaissances.

Avant les élections, le groupement des Intérêts économiques, présidé par le sénateur Billiet, avait répandu l'idée que les petits fonctionnaires étaient suffisamment payés, mais que les cadres supérieurs ne l'étaient pas assez. De Lasteyrie avait fait sienne cette idée. Les fonctionnaires l'avaient voué aux gémonies. Or, lorsque la Commission Hébrard de Villeneuve eut à s'occuper des traitements sous le ministère Herriot, le rapporteur de la question, M. Fournier, inspecteur de deuxième classe au ministère des Finances, ne fit que reprendre l'idée de M. Billiet.

M. Fournier ne fut pas désapprouvé par le gouvernement de M. Heriot. Au contraire, il fut nommé quelque temps après directeur adjoint à la direction du budget et du contrôle, avancement extraordinaire.

Cela eût dû faire dresser l'oreille à tous les fonctionnaires. Au contraire, ils firent semblant de ne pas comprendre et commencèrent de s'entre-déchirer. A la Commission Hébrard de Villeneuve succéda la Commission Trépont, devant laquelle se joua la triste comédie des péréquations. Postiers et autres fonctionnaires se prirent aux cheveux. Ils oublièrent leur ennemi commun et lui permirent ainsi de remporter une victoire facile sur tous. Les conclusions de la Commission Trépont sont désavouées aujourd'hui par tout le monde, à tel point que personne ne veut les admettre comme définitives. C'est cependant sur ces conclusions que le gouvernement a établi les traitement provisoires pour les années 1925 et 1926.

Ces jours-ci seront payés les rappels afférents à l'année 1925. Certaines catégories de fonctionnaires toucheront des sommes insignifiantes. Les plus âgées des dames employées des postes, par exemple, se verront allouer la somme de 188 francs. Facteurs, douaniers, ouvriers des lignes télégraphiques ne seront guère mieux traités. On comprend aisément qu'ils ne soient pas contents. Mais ils ne sont pas les seuls. Mes camarades commis des postes crient éperdument à l'injustice parce qu'ils n'ont pas eu leur péréquation. En effet, c'est un échec de plus qu'ils ont subi sur ce point spécial.

Par péréquation, les postiers entendent réparation des injustices commises en 1919. On sait qu'à cette date eut lieu une première réforme des traitements; les postiers s'en déclarent lésés parce que leur position dans la hiérarchie administrative a été modifiée. Avant la guerre, le postier gagnait plus que l'instituteur et autant que le commis des Indirectes. Sa situation a varié depuis. L'instituteur l'a rattrapé et le commis des Indirectes l'a devancé. Inutile d'épiloguer sur les circonstances et les causes. Pour nous, une seule raison subsiste : rapport des forces. Les postiers avaient, en 1914, un traitement qui correspondait à la valeur de leur organisation de défense. Subra et Montbrand n'étaient pas Combes-Baylot...

Nos camarades doivent sentir aujourd'hui combien leur tactique a été mauvaise. Ils avaient réussi à créer un gros courant d'enthousiasme dans le personnel des P. T. T., aux yeux duquel on a fait miroiter les avantages de la péréquation. On lui a promis la victoire certaine; on lui a réservé une déception amère. Aussi, ne cache-t-il plus son mécontentement.

Le 7 janvier dernier, tout le personnel du Central télégraphique s'insurgeait et déposait la Commission exécutive de sa section syndicale dont Combes faisait partie. Quelques jours après, les ambulants se réunissaient à la Bourse du Travail et, d'après le compte rendu de la séance publié dans l'*Action* du 30 janvier : « Les orateurs officiels, en l'espèce Combes et Digat, ne sont pas parvenus à dissiper le malaise qui sévit dans le milieu ambulant. Nos camarades, ajoute ce journal, sont venus inquiets à la réunion et sont partis de même. » Quant aux dames employées, elles ont résolument secoué le joug et leurs militantes sont en ce moment l'objet d'une campagne de dénigrement de la part des dirigeants du Syndicat des agents des P. T. T.

La révolte atteint toutes les catégories du personnel postal; il n'est pas malheureusement certain qu'elle soit canalisée vers un résultat tangible, c'est-à-dire vers un rétablissement de l'action syndicale. Le plus à craindre est qu'elle n'ajoute à l'écœurement et n'éloigne encore les travailleurs du syndicat.

Digat essaie de retenir les adhérents en leur promettant la revanche par l'isolement.

Il ne fait que préparer de nouvelles déceptions. Les postiers ont précisément expérimenté la formule de l'isolement en 1919. Leur réforme des traitements fut, en effet, traitée par une commission spéciale, différente de celle qui s'occupait des autres fonctionnaires, et c'est de ce moment que datent tous leurs déboires.

Ce qui est drôle, c'est que la Fédération des fonctionnaires, qui a maintenant l'habitude de prendre le contre-pied des postiers, combat systématiquement cet isolement. Pourquoi? Elle ne doit trop le savoir elle-même. En réalité, il semble que même la plus légère mesure qui peut apparaître comme un succès des postiers lui soit désagréable. Elle témoigne par là de beaucoup d'énervement, ce qui démontre que chez elle aussi les affaires ne vont pas.

En ce moment, elle oriente son action dans un autre sens; elle revient à la démonstration de masse.

Dimanche 17 janvier, elle a convoqué ses adhérents place de la Concorde. Le mauvais temps a nui au succès de la manifestation. Laurent a harangué la foule; il a affirmé que les fonctionnaires « *sauraient aller jusqu'à la grève* » si on ne leur donnait pas satisfaction; il a prié ensuite les manifestants de rentrer chez eux, en quoi il n'a pas été entièrement obéi. Une colonne, avec Piquemal, des Indirectes, en tête, a poussé jusque sous les fenêtres du ministre des Finances; elle a ensuite essayé de gagner les grands boulevards.

Nous retrouvons là les deux méthodes : celle de la majorité fédérale, avec Laurent, pratiquant la collaboration et utilisant au besoin la manifestation-épouvantail; puis celle de l'opposition de gauche, qui ne croit qu'à l'action de masse et tâche, toutes les fois qu'elle en a l'occasion, de lui donner le plus d'extension possible.

Mais dans tout cela qu'ont fait les unitaires? Ils avaient commencé par dissoudre le cartel, ils ont ensuite demandé à collaborer aux diverses commissions. Le gouvernement leur a opposé son refus brutal. Ils n'ont jamais pu comprendre que leur rôle eût été utile s'ils avaient su dégager au jour le jour toute l'impuissance des luttes électorales, de la collaboration parlementaire et surtout la nocivité des luttes entre diverses catégories.

A ce sujet, rappelons que nous avions, à quelques camarades, dans le *Syndicaliste des P. T. T.*, entamé une violente campagne dans ce sens. Gourdeaux lui-même nous en félicita un jour.

Seulement, voilà, à la séance du comité de rédaction qui suivit, il fut avec les bolchévisateurs pour voter notre exclusion. Horreur! nous avions recommandé de lire la *Révolution prolétarienne*. Inutile d'ajouter que le journal tomba après notre exclusion, et depuis l'action menée dans le *Cri postal*, qui a pris la suite, est bien terne.

Après ça, Monmousseau dira que la gauche dans la C. G. T. ne se développe pas. Lui et ses amis s'y entendent pour lui couper l'herbe sous les pieds.

En attendant, le gâchis continue. Les fonctionnaires sont plus maltraités que jamais et l'on ne voit pas encore les beaux jours s'annoncer pour eux. Ça viendra peut-être, mais c'est qu'alors ils auront compris la nécessité de changer de méthodes et de bergers.

D. ANTONINI.

LE 15 FÉVRIER ET LE C. C. N.

Quand le Bureau de la C. G. T. U. lançait le mot d'ordre : « Pas de salaires au-dessous de 20 fr.! », nous y applaudissions et écrivions que c'était là « le mot d'ordre type d'un syndicalisme organisateur des masses ». Nous eûmes à déplorer par la suite de ne pas voir figurer assez longtemps ce mot d'ordre au tableau d'agitation de la C. G. T. U., et nous sommes encore aujourd'hui à attendre d'en connaître les résultats.

Aujourd'hui, en voici un nouveau : « A la date du 15 février, augmentation de tous les salaires et garantie de leur puissance d'achat par l'application de l'échelle mobile établie sur la base de l'indice des prix. »

La formule, à première vue, semble assez heureuse et répondre à l'augmentation catastrophique de toutes les choses nécessaires à la vie. Voilà certes une plate-forme qui devrait permettre sans difficulté la réalisation du front unique.

Elle n'a même rien de révolutionnaire. C'est tellement vrai que les délégués du Syndicat confédéré du Livre parisien ont consenti à la défendre devant les patrons, en compagnie des délégués unitaires.

Sa réalisation suppose, en effet, la constitution de commissions permanentes, mi-ouvrières, mi-patronales, pour la reconnaissance des indices sur lesquels l'échelle mobile devra fonctionner. Du moins, beaucoup l'ont ainsi compris. C'est ainsi qu'au Congrès de l'Union de la région parisienne, la question ayant été incidemment posée, l'un des secrétaire, Raynaud, répondit « *qu'elle ne se posait pas encore* », qu'il fallait « *d'abord arracher l'échelle mobile au patronat* ».

Selon nous, les deux questions sont liées. Echelle mobile implique commission paritaire (ou mixte, comme disait Keufer). Le tout est de savoir, comme l'a dit un délégué très orthodoxe nommé depuis secrétaire de l'U. R. P., Gaillard, si l'on peut y participer « avec un esprit révolutionnaire en opposition avec les réformistes qui y vont dans un esprit de conciliation ».

Si l'on s'en rapporte à l'expérience des commissions paritaires de ces temps derniers, pour l'établissement des indices, les délégués syndicaux qui y sont allés « en révolutionnaires » y ont perdu leur temps; quand ils y ont persisté, ils n'en ont tiré, en singeant les réformistes, que des cotes mal taillées. Pour nous édifier sur les résultats de la première manière, Cuny pourait faire l'historique de certaine commission paritaire de Troyes; quant à la seconde, le Syndicat unitaire du Livre de Grenoble ne faisait pas plus figure révolutionnaire au sein de la C. P. que le Syndicat réformiste avec lequel il participait, et, en conclusion, quand les maîtres-imprimeurs dauphinois s'aperçurent que la C. P. leur avait coûté, en un an (1925), une augmentation de 4 fr. 50 par jour, ils décidèrent de n'y plus participer.

Au bout de tout ça, voyez-vous, il y aura toujours une question de force, et les ouvriers n'auront que le pourcentage d'augmentation qu'ils seront capables d'arracher.

Il vaudrait mieux lancer tout simplement le mot d'ordre d'augmentation générale des salaires et le compléter par celui du « contrôle ouvrier ». Car, même si elle est acceptée par le patronat, que pourra donner l'échelle mobile sans un minimum de contrôle ouvrier?

Pour en réduire les chiffres, le patronat ne manquera pas d'user de toutes les échappatoires en se référant soit aux cours instables des matières premières, soit à la concurrence des autres entreprises du marché intérieur, soit à la situation créée par les variations du change sur le marché extérieur.

Et surtout, mettons soigneusement au rancart l'ancien mot d'ordre : « Pas de grèves partielles. » Ce sont les grèves partielles, même les grèves « sauvages », qui forceront la main au patronat. Si l'on est capable de grèves généralisées, allons-y, mais disons-nous bien que celles-ci débuteront neuf fois sur dix par des mouvements partiels. — V. GODONNÈCHE.

CONGRÈS PEU BRILLANT

C'est du Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne que je veux parler. A d'autres de se gargariser d'optimisme. Mais quand 109 syndicats sur 201 — soit plus de la moitié — ne se font pas représenter on ne peut dire que ça va bien.

Peu de délégués, à la première comme aux autres journées. A quoi bon venir et discuter puisque tout est décidé d'avance à la fraction communiste et qu'il ne reste plus qu'à faire la simagrée d'accepter. C'est ainsi qu'on ratifiera le choix de quatre secrétaires désignés par le Parti et qu'on admettra à la Commission exécutive, trié sur le volet, le conseiller municipal Crémet.

Quelques syndicats, néanmoins, ont apporté de sérieuses critiques sur le rapport moral, notamment celui des cheminots de Paris-Etat-Rive droite, le propre syndicat de Monmousseau. En son nom, Jacquet dit ne pouvoir voter le rapport moral parce qu'il y est écrit en toutes lettres : « L'Union étend son influence, par suite de son accord nécessaire et non dissimulé avec le Parti communiste, sur toutes les masses qui, dans notre région, sympathisent *avec l'action parallèle menée par la région parisienne du P. C. et l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne.* » Puis il fit une critique serrée de la grève du 12 octobre et de son échec.

Rambaud démontra que la C. G. T. U. a dévié de la ligne tracée par les Congrès de Saint-Etienne et de Bourges et qu'elle n'est plus qu'une filiale du Parti communiste. Les accords circonstanciels se sont changés en liaison permanente. Il montra le rôle néfaste des soi-disant Comités d'unité prolétarienne et conclut que l'Union aurait fait un travail plus fécond en ne se noyant pas dans le Comité d'action.

Le rapport moral fut voté par 191 voix contre 30. C'était couru. Mais les critiques, que l' *Humanité* s'est ingéniée à émousser et à masquer, sont trop fondées pour qu'elles n'amènent pas les militants sérieux de la région parisienne à réfléchir et à se ressaisir.

La discussion sur le resserrement des syndicats mit en lumière les difficultés auxquelles on va se heurter. Quant à la suppression des Unions départementales, le pitoyable résultat donné par l'annexion de l'U. D. de Seine-et-Oise permet de prévoir ce que donneront les annexions de la Seine-et-Oise, de l'Oise et même, paraît-il, du Loiret. Le centralisme outrancier n'a pas fini de sévir.

Reste la grande action à préparer pour l'augmentation des salaires. On est emballé pour l'échelle mobile. On a voté de longues résolutions. Mais pour faire jouer l'échelle mobile, il faudrait signer d'abord des contrats de base et prévoir des commissions paritaires. Tout cela n'est pas examiné de près, et l'on peut constater que si les grèves pour les salaires se multiplient, la région parisienne est la plus calme ou la plus endormie. Sans aucun doute, c'est le résultat du mauvais travail de l'Union des Syndicats qui compte sur tout le monde, excepté sur ses syndicats et sur ses syndiqués. — UN DÉLÉGUÉ.

MANDAT TRAHI

On n'a pas été sans remarquer au Congrès de l'Union la non-représentation du Syndicat des Métaux de la Seine. Les raisons de cette abstention méritent d'être connues.

La Commission exécutive de ce Syndicat avait voté à une grosse majorité contre le rapport moral et désigné pour la représenter au Congrès les camarades Josset, Métayer, Faure-Bracq, Deprez.

Ceux-ci furent convoqués au Parti et invités par Sémard et consorts à trahir leur mandat. Les délégués n'allèrent pas jusque là, mais décidèrent, pour rester disciplinés, de ne pas assister au Congrès.

Les syndiqués des Métaux connaîtront-ils les raisons qui firent repousser le rapport moral ? Sauront-ils pourquoi leur syndicat ne fut pas représenté ?

Exprimons-en l'espoir ? — PRUDHOMME.

« Elle vous honore et les déshonore »

C'est en ces termes qu'une militante des P. T. T., apprenant l'exclusion de Stanko du Conseil syndical des Agents confédérés des P. T. T., a salué notre camarade. Nous ne pouvons que les reprendre.

L'histoire de cette exclusion est édifiante. Retraçons-la.

Depuis longtemps, les dames employées des P. T. T. estiment, à juste titre, que leurs intérêts sont sacrifiés et se trouvent mal à l'aise au Syndicat des Agents. Certaines envisagent leur sortie du Syndicat. Mais d'autres, Stanko en tête, disent qu'il faut y rester et lutter au dedans. Cette attitude, la seule qu'une syndicaliste puisse prendre, a provoqué la colère des réformistes à la Combes et à la Baylot.

Il leur fallait déshonorer Stanko et l'exclure. Voilà comment ils s'y sont pris.

Au Conseil national fédéral du 31 août 1925, un délégué du Nord accuse Stanko, en son absence, d'avoir lancé un tract au personnel féminin de la région du Nord, pour l'inciter à se retirer du Syndicat et à former un groupement dissident; elle aurait, en outre, donné des conseils défaitistes en cas de grève. Au Conseil syndical suivant, 3 septembre, le secrétaire administratif Desplanques reprend l'accusation. Stanko s'indigne. Une Commission d'enquête est décidée.

Au C. S. du 10 septembre, lettre explicative de Martin, le délégué du Nord, qui détruit le premier chef d'accusation. L'auteur du tract incriminé est connu, c'est une dame employée de la région du Nord. Mais sur le deuxième point. Martin fait des réserves. A la demande de Delmas, la Commission d'enquête est désignée.

Deux mois se passent sans que Stanko entende parler de rien. Le 3 novembre, elle écrit au nouveau Conseil qu'elle se voit dans l'obligation de s'abstenir d'assister aux séances tant qu'elle n'aura pas été lavée de l'accusation lancée contre elle.

Le 20 novembre, Combes écrit à Stanko que « la Commission n'ayant relevé aucun fait précis, le Conseil a estimé qu'il n'y avait pas lieu de retenir les accusations... ».

L'expression « aucun fait précis » laissant place à des soupçons injurieux, Stanko répond le 23 en demandant que son affaire soit réglée à fond. Ou elle est coupable, ou elle ne l'est pas. Si elle ne l'est pas, une réparation lui est due, l'accusation ayant été publique.

Le 30 novembre, Combes lui offre la publication dans l'organe syndical de la lettre contenant le fameux « aucun fait précis ».

Ça une réparation, allons donc! dit Stanko. Elle refuse.

Alors, le 16 janvier 1926, l'exclusion de Stanko est prononcée par le Conseil, à l'unanimité moins une abstention, en vertu de l'article 8 des statuts qui « spécifie que les membres du Conseil doivent assister régulièrement aux séances. Ceux qui, sans excuse reconnue valable par le Conseil, auront manqué à trois séances consécutives, seront déclarés démissionnaires et remplacés immédiatement ».

Combes et Baylot sont arrivés à leurs fins. Ils ont fait payer à Stanko son ardeur à réclamer l'égalité de salaire, sa protestation contre la campagne entreprise contre les institutrices, ses critiques contre les méthodes autocratiques des dirigeants réformistes.

Mais l'affaire soulève des protestations. Le Conseil syndical des Agents des P. T. T., qui s'est laissé entraîner par Baylot à commettre une malhonnêteté, a pu déjà s'en rendre compte.

LA DEMISSION DE TAUZIN

Encore une démission de secrétaire de syndicat à la suite de sourdes manœuvres communistes : celle de Tauzin, à l'important Syndicat des Travailleurs municipaux de la Seine. Dans l'*Action* des T. M., du 6 janvier, il en donne les raisons :

Il faut permettre à ces Capitaines Fracasse, à ces Matamores de donner leur mesure.

Gageons que la Révolution en sera sensiblement avancée, ce qui ne manquera de nous offrir le triste privilège d'assister à de piteux dégonflages. Tant qu'elle n'est pas là, on peut s'intituler farouche révolutionnaire : quand son heure aura sonné, nous nous compterons. Qu'il ne soit pas trop tard, c'est mon vœu le plus cher.

Mes conceptions syndicales sont aujourd'hui ce qu'elles étaient hier, je n'ai jamais défendu la thèse du syndicalisme suffisant à tout; je n'ai jamais combattu le concours d'organisations révolutionnaires parallèles œuvrant dans un but commun : l'émancipation du prolétariat.

Par contre, je me suis toujours élevé contre la transformation des syndicats en un champ d'expériences politiques. Le syndicalisme se suffit à lui-même. Le syndicalisme est majeur et ne supportera pas de tutelle. Il finira par s'en débarrasser si, momentanément, on réussissait à la lui imposer.

LE GUEN ET BIDEGARAY

Le Guen quitte le secrétariat de la Fédération confédérée des cheminots. Il invoque des raisons de santé, mais cette explication ne satisfait personne.

Quelles sont les véritables raisons? On dit que le fossé entre lui et Bidegaray s'était approfondi. Déjà, autrefois, il y avait eu lutte entre eux à l'Union Etat. Le Guen est un réformiste qui a le souci de l'organisation, tandis que l'Empereur personnifie le « politicien » syndical.

Se sont-ils trouvés en désaccord sur la rupture du front unique pour les salaires chez les cheminots? On le dit, et c'est vraisemblable. Le Guen, plus en contact avec les syndicats, était las de voir piétiner les cheminots; mais Bidegaray, qui aime plastronner au Comité supérieur des chemins de fer, et qui se frotte avec plaisir aux grosses légumes du Comité de Ceinture, trouve que les cheminots auraient tort de se montrer exigeants.

La Fédération confédérée perd en Le Guen un organisateur et un travailleur. Ce n'est pas le Jarrigion qui tripatouilla les mandats au Congrès de 1920 qui pourra le remplacer dignement.

A travers les Livres

MAX NETTLAU : *L'Aube de l'Anarchie; son développement historique depuis les origines jusqu'à* 1864. *(Der Vorfrühling der Anarchie;* édition de « Der Syndikalist », Berlin O 34; 4 Mark.)

Ce premier volume de l'Histoire de l'Anarchisme, qui comprend l'étude de ses origines et de sa période préparatoire jusqu'à la fondation de la première Internationale, est fait, comme tout ce qu'écrit Max Nettlau, pour aider le lecteur à se documenter et à se former lui-même une opinion raisonnée. La méthode de Nettlau est diamétralement opposée au bourrage de crâne cher aux journalistes et aux politiciens de profession; il n'offre jamais au lecteur d'opinion toute faite ou d'affirmation non basée sur des documents précis; il évite même les synthèses et semble toujours craindre de ne pas laisser assez de liberté de jugement au lecteur, de ne pas lui apporter tous les éléments utiles à la formation d'une opinion personnelle. Ce scrupule, si rare aujourd'hui, fait des livres de Nettlau des instruments de documentation singulièrement précieux, mais non des manuels élémentaires destinés à donner une idée générale et superficielle des questions traitées.

La partie la plus développée de l'ouvrage concerne le XIXe siècle, et les militants qui connaissent le mieux l'histoire sociale contemporaine y trouveront encore beaucoup à apprendre. Nettlau ressuscite des personnalités et des mouvements presque complètement oubliés aujourd'hui. Si les chapitres sur les tendances libertaires dans l'ancien socialisme anglais et sur William Godwin et William Thompson, relativement si mal connus ici, apportent des notions nouvelles pour la plupart des lecteurs, ceux sur Josias Warren et l'anarchisme américain les feront pénétrer dans un monde bien plus ignoré encore. Si le mouvement qui précéda la Révolution de 1848 en Europe est mieux connu, si les noms de Proudhon et de Stirner sont célèbres et si les militants ouvriers ont généralement quelque idée de leurs doctrines, il n'en est pas de même de la période qui suivit immédiatement la défaite de la Révolution, et les noms d'Anselme Bellegarigue, Joseph Déjacque et Ernest Cœurderoy sont presque inconnus en France, malgré l'effort fait par Nettlau lui-même pour révéler ce dernier au public en republiant en 1910-1911, dans la « Bibliothèque sociologique » éditée par Stock, son ouvrage le plus caractéristique : « Jours d'Exil ». Ils sont les précurseurs immédiats des anarchistes les plus connus qui appartiennent à la période suivante, et certaines idées de Nettlau même ont chez eux leur origine première, telle l'idée de la tolérance dans le domaine politique, qui conduirait les hommes, après bien des luttes inutiles menées pour imposer universellement un système unique, à admettre la coexistence de plusieurs régimes sociaux, à l'instar de ce qui s'est passé dans le domaine religieux, où, après tant de massacres, on s'est résigné à la tolérance mutuelle : cette idée, formulée déjà par Bellegarrigue, apparait plus nettement encore en 1860 chez le Belge De Puydt.

Je signale en passant, parmi tant d'autres choses intéressantes, les considérations originales de Nettlau sur l'influence qu'auraient exercée les Jacobins et Napoléon Ier, par leur exemple, sur le développement des idées autoritaires et dictatoriales dans le socialisme naissant (p. 75), et, dans un tout autre ordre d'idées, son interprétation de l'individualisme de Stirner généralement mal compris aussi bien par les admirateurs que par les critiques du philosophe allemand.

En ce qui concerne les origines lointaines de l'anarchisme, c'est-à-dire la période qui s'étend depuis l'antiquité jusqu'à la Révolution française, je regrette que Nettlau ait adopté le parti traditionnel qui consiste à rechercher dans le passé les ensembles d'idées ou de croyances qui offrent certaines analogies avec les idées anarchistes telles qu'elles sont constituées aujourd'hui, et à attribuer une grande importance à l'étude des

utopies, plutôt que de s'attacher à retrouver les éléments qui ont contribué par la suite à la formation des conceptions anarchistes, lesquelles n'ont pris corps qu'au XIXe siècle et ne pouvaient à mon sens prendre corps plus tôt.

Je crois qu'il faut rechercher l'origine de l'anarchisme et spécialement du communisme anarchiste : 1° dans le Christianisme en tant que « révolte des esclaves », avec son antiétatisme, ses idées de Justice, son communisme (j'entends le christianisme primitif dont on trouve le reflet dans les Evangiles et non la religion dite chrétienne, qui s'est constituée par la suite sous le commandement d'une Eglise-Etat); 2° à la Renaissance, époque de la première affirmation intégrale de la valeur propre de la personnalité humaine au-dessus de toute distinction de caste et en dépit de toute autorité ecclésiastique ou civile; 3° dans le triomphe du rationalisme et dans le développement de la science et la ruine de l'idée d'un dieu objectif, qui en sont la conséquence; 4° enfin dans l'apparition de la « question ouvrière » et le développement consécutif du socialisme sans lesquels la synthèse des éléments constitutifs de l'anarchisme n'aurait pu s'opérer. Il serait intéressant de déterminer dans quelle mesure ces différents éléments entrent dans la synthèse finale et d'étudier l'histoire dans cette intention. On trouverait de la sorte, par exemple, à la Renaissance, des matériaux pour l'histoire de l'anarchisme bien avant l'époque des utopies, qui, dans cette période, a été prise seule en considération par Nettlau.

Le second volume de l'ouvrage de Nettlau suivra le développement de l'anarchisme de 1864 à 1880 et, dans ses grandes lignes, de 1880 à nos jours; il apportera, le cas échéant, des données et des suggestions nouvelles sur les périodes traitées dans le premier.

Ce grand travail, que son auteur regarde modestement comme un essai et qu'il élargirait considérablement s'il lui était encore possible, comme avant la guerre, de faire le tour des différentes bibliothèques d'Europe, comble une véritable lacune. Ce sera, avec la *Bibliographie de l'Anarchie*, parue en 1897, l'un des instruments de travail les plus précieux pour tous ceux qui s'intéressent profondément aux idées sociales et à leur formation. Espérons qu'il sera mis un jour ou l'autre à la portée du public français, ainsi que la monumentale biographie de Bakounine qui est l'œuvre de la vie de Nettlau et que Buenos-Ayres connaîtra en premier lieu, en attendant qu'elle paraisse à Berlin et (faisons-en le vœu) à Paris. — Jacques MESNIL.

***

ANDRÉ PHILIP. — *L'Angleterre Moderne.* (Crès et Cie, éditeurs.)

L'Angleterre est vraisemblablement appelée à jouer le rôle le plus important dans la prochaine phase de la Révolution Sociale. Je ne pense pas qu'on puisse trouver un meilleur guide pour juger de l'état présent des forces qui s'y affronteront que le livre de M. André Philip.

Ce livre fait partie de la collection des « Enquêtes du *Musée Social* »: c'est dire qu'il est écrit par un de ces hommes qui essaient d'étudier et de comprendre la classe ouvrière autrement qu'à travers les grossiers préjugés et les clichés tout faits dont aime à se gorger l'ordinaire de la bourgeoisie, mais de ces hommes qui cependant n'ont pas fait le saut, qui ne sont pas passés de l'autre côté de la barricade et par suite ne peuvent sentir les raisons profondes du développement prolétarien.

Le livre de M. Philip n'est donc que le récit de ce qui se voit, non de ce qui se sent; pour ceux qui n'ont pas besoin d'alimenter leur foi, mais seulement de la contrôler au contact des faits, cette étude toute objective toute sèche, mais remarquablement complète, des transformations subies depuis la guerre par la vieille patrie du conservatisme bourgeois, n'a que plus de valeur.

« Trois puissances » pour M. Philip, se partagent l'Angleterre : l'Etat, le Trust, le Syndicat. Chacune de ces puissances a considérablement évolué pendant et depuis la guerre : l'Etat britannique qui jusqu'en 1914 était de tous les Etats celui qui se refusait le plus obstinément à intervenir dans l'Economie, a établi pendant la guerre son contrôle de la manière la plus absolue sur toutes les industries principales, même les plus complexes comme celle de la viande, et il parvint à les faire fonctionner beaucoup plus économiquement que lorsqu'elles étaient soumises au régime anarchique de la concurrence privée; — le trust, ou plus généralement l'industrie concentrée, quasiment inexistante en Angleterre avant 1914 et qui maintenant est en train de se constituer solidement, soit par la réunion en une même firme de plusieurs grandes entreprises, soit par des « combines » (sorte de cartells) entre les fabricants d'un même produit; — la trade-union enfin qui abandonne de plus en plus son caractère d'organisation de *metier*, pour devenir un syndicat d'*industrie*, et qui par là même tend en même temps à se donner comme but, non plus seulement la défense des intérêts de ses membres dans le cadre du régime capitaliste, mais la transformation sociale elle-même.

Après avoir ainsi étudié séparément le développement de chacune des trois puissances, l'auteur examine les relations qu'elles ont eu depuis la guerre : relations de paix sociale, tentatives de collaboration de classes avec les Conseils Whitley, sortes de Conseils du Travail à base paritaire chargés de résoudre à l'amiable les conflits, puis les relations de luttes de classes avec les grandes grèves qui se terminèrent par le Vendredi Noir et la défaite des mineurs, et enfin la période actuelle, celle de la renaissance du mouvement ouvrier et trade-unioniste.

Le livre se termine par l'exposé des mesures prises contre le chômage, de celles tendant à la construction de maisons d'habitation et enfin de ce qu'a tenté de faire le Labour Party durant son passage au gouvernement.

Ce qui se dégage par-dessus tout de la lecture de ce récit, quelles qu'aient pu être les intentions de l'auteur, c'est que le développement de la classe ouvrière est l'expression d'une force irrésistible contre laquelle rien ne prévaudra. Et à ce titre l'ouvrage doit être lu. — R. LOUZON.

***

JOSEPH JOLINON : *Le Meunier contre la ville.* (Rieder, éditeur.)

Interrompant la série des Claude Lunant, Joseph Jolinon s'est amusé à nous conter l'histoire drue et savoureuse de Virolet, mauvaise tête de meunier, du pays rhodanien.

Tous nous connaissons Virolet. A cheval sur son droit, il embête la ville, mais non sans la faire rire aux dépens des messieurs importants; habile à l'engueulade, à manier les procès, à provoquer la bataille, à défier l'autorité, à embêter le garde champêtre, il devient dans Corpuscu un personnage. Sa vie est une énorme farce qui amuse la cité — ce qui le gonfle d'aise. Et s'il se gonfle tant, le Virolet, c'est qu'il a la tête ainsi faite, c'est qu'il a ramené de la guerre un brin d'aigreur, c'est qu'il a femme jeune et ardente à éblouir de bagout, de popularité et, un jour, d'un titre de conseiller municipal. Et pourtant, la mâtine, ne s'en laisse guère imposer; et si Virolet ne la sait point, son infortune, chacun la sait et ainsi rit double.

Virolet, au fond, c'est la pauvre « grande gueule » de chez nous qui ne crie bien fort que pour cacher son trouble — et qui fait du pétard sans bien savoir où il veut aller. Et un jour, bêtement, il va pleurer à l'inauguration du monument aux morts, devant les autorités attendries. Pauvre « grande gueule », de son mécontentement, de sa hardiesse, de son ardeur belliqueuse, il résulte tout cela : quelques larmes et le titre de conseiller municipal.

Oui, Virolet est de chez nous. Plus jeunes, nous aurions cru trouver en lui un copain pour la Révolution. Mais à présent nous ne nous fions plus à ses airs matamores, à ses manches retroussées et à ses terribles paroles. Nous savons qu'il n'est qu'un pauvre diable. Et nous n'en adressons pas reproche à Jolinon — comme d'autres l'ont fait. Jolinon n'est pas responsable de tous les Virolet de France — grands jappeurs et petits hommes. — B. GIAUFFRET.

NOTES ÉCONOMIQUES

Les progrès de l'Empire yankee.

Au mois de mars dernier, nous écrivions : « La prise de possession de l'Europe par l'Amérique marquera son succès le plus grand le jour où les métallurgistes de la Lorraine et de la Ruhr se seront enfin entendus pour unir le fer français au charbon allemand, et auront alors besoin pour soutenir le colossal trust ainsi créé du capital américain. »

L'ordre des événements n'a pas été tout à fait le même que celui que nous prévoyions alors : le capital américain est intervenu avant que ne soit conclue l'entente entre les deux métallurgies, — mais le résultat final sera le même. Ce résultat, la main mise de la finance américaine sur le bassin Ruhr-Lorraine, est depuis le mois dernier, à moitié obtenu.

Le trust de l'acier.

On se rappelle que cet été (voir nos 7 et 9 de la *Révolution Prolétarienne*), les grands konzerns métallurgiques de la Ruhr subirent une très grave crise qui amena même une liquidation partielle du principal d'entre eux, le Konzern Stinnes. Les gens à courte vue s'empressèrent de crier à la fin des konzerns, et de démontrer doctement que des entreprises aussi colossales n'étaient pas viables; tel n'était cependant pas l'avis des maîtres des konzerns, qui estimèrent que s'ils se trouvaient momentanément en difficulté, ce n'était pas parce qu'ils avaient poussé la concentration trop loin, mais tout au contraire qu'*ils ne l'avaient pas poussée assez loin :* le plus grand centre métallurgique et houiller de l'ancien monde, le bassin rhénan-westphalien, était depuis la guerre réparti en une dizaine d'entreprises; c'était encore trop; le salut était dans la réunion *en un seul* de ces dix konzerns, dont la concentration en une entreprise unique de toute l'industrie houillère et métallurgique du bassin rhénan-westphalien, soit d'une production annuelle de plus de 100 millions de tonnes de charbon, de 13 millions de tonnes de fonte, et de plus encore d'acier. Des pourparlers furent immédiatement engagés et ils viennent d'aboutir.

Le 14 janvier dernier, quatre des plus importants konzerns, Thyssen, Stinnes, Phœnix, Rheinstahl, ont formé un immense trust au capital de 800 millions de marks-or (soit 5 milliards de francs au cours actuel). Est ainsi définitivement constitué le noyau autour duquel viendront s'agglomérer prochainement les entreprises encore en dehors.

Mais le plus important, c'est que ce trust s'est formé *avec l'aide de la finance américaine ;* c'est sous les auspices de la banque américaine Dillon Read et Cie qu'il a pris naissance.

La banque Dillon Read est celle qui, de toutes les banques américaines, a été la plus active dans le financement des affaires allemandes depuis la mise en vigueur du plan Dawes.

Si important que soit par lui-même ce résultat, il est bien certain qu'il n'est que la préface à une seconde opération.

Le bassin rhénan-westphalien, ainsi que nous l'avons plusieurs fois exposé, n'est pas un bassin métallurgique complet, du fait qu'il ne renferme pas de minerai de fer; pour se compléter il lui faut s'adjoindre le bassin lorrain, riche en minerai. Ce qui a jusqu'à présent empêché la réunion des deux bassins, c'est le fait que les propriétaires de chacun d'eux, métallurgistes allemands et métallurgistes lorrains étaient d'à peu près égale force. Les uns et les autres désiraient fortement la réunion des deux bassins, mais chacun des deux groupes entendait que cette réunion se fasse à son avantage. Or aucun des deux ne fut jusqu'à présent en mesure d'imposer sa volonté à l'autre : la défaite allemande de 1918 empêchant les magnats allemands de s'emparer de la Lorraine française, la défaite française de 1924 (évacuation de la Ruhr) empêchant le Comité des Forges de s'emparer du bassin rhénan; depuis lors les armes économiques, seules employées par les deux adversaires se contre-balancent à peu près exactement.

Mais cet équilibre est maintenant rompu par l'intervention américaine. Quand les pourparlers entre métallurgistes lorrains et allemands reprendront, ce ne sera plus seulement en face des industriels allemands que se trouveront les maîtres de forges français, mais en face également des financiers américains. Dans ces conditions l'issue n'est plus douteuse; la métallurgie française devra s'incliner. Sous la haute direction d'un Dillon ou d'un Morgan, l'union du charbon de la Ruhr et du minerai de Lorraine devra s'accomplir (1); elle s'accomplira par la formation d'un trust, un trust élargi, un trust Ruhr-Lorraine, dont la production sera le *double de la production britannique*. L'Amérique deviendra ainsi maîtresse de la moitié de la production métallurgique européenne, des trois quarts de la production mondiale.

Le trust du billet de banque.

En même temps que cette main mise de l'Amérique sur la production venait de faire ce pas décisif, un projet, non moins colossal, de main mise sur le crédit s'élaborait.

La Haute Banque londonienne est hypnotisée par la question des changes. Elle n'a pas eu de cesse de rétablir une monnaie anglaise stable, et maintenant qu'elle s'est ainsi privée des avantages que confère la dépréciation de la monnaie, il lui faut à tout prix en priver également les autres pays, en les ramenant de gré ou de force à une monnaie stable. Dans ce but, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Norman Montagu, fait voyages sur voyages en Amérique afin de décider les banques américaines à lui prêter leur concours pour l'établissement d'un gigantesque trust des banques d'émission (2). Les détails du projet ne sont sans doute pas encore arrêtés, et en tout cas ils n'ont pas été publiés; on sait seulement qu'il s'agirait de la création d'un organisme analogue à celui qui relie entre elles les banques d'émission des différents Etats des Etats-Unis, par le fonctionnement duquel les banques d'émission des principaux Etats d'Europe et d'Amérique, se garantiraient mutuellement leurs opérations, chacune d'elles s'engageant à mettre en cas de besoin ses ressources à la disposition des autres. Les billets de banque des différents pays se trouveraient ainsi garantis non plus seulement par leur propre banque d'émission, mais par toutes les banques d'émission de tous les pays. On aboutirait ainsi à la création d'un véritable billet de banque international, qui aurait partout la même valeur.

Mais bien entendu cela implique l'institution d'un certain contrôle sur les opérations des banques d'émission de chaque pays; on ne met sa bourse à la disposition de quelqu'un qu'à la condition de pouvoir contrôler les affaires de ce quelqu'un. Or dans l'organisme international qui serait ainsi amené à surveiller les opérations de chaque banque nationale, inutile de dire que c'est la banque la plus forte, celle qui n'aurait pas besoin du concours des autres, mais serait au contraire appelée le plus souvent à fournir son concours aux autres, qui en fait y serait maîtresse, c'est-à-dire en l'espèce la banque américaine. Et comme d'autre part c'est en dernière analyse la banque d'émission qui règle, par le plus ou moins grand nombre de billets qu'elle émet, les conditions du crédit dans chaque pays, il en résulterait que ce serait la banque américaine qui réglerait les conditions de crédit de chaque pays et son activité économique.

---

(1) Les Allemands s'en rendent bien compte. Voici comment vient de s'exprimer à ce propos un industriel-économiste allemand connu, Arnold Rechberg :

« Le jour viendra vite où l'industrie lourde française aura, après une stabilisation du change français, autant besoin du crédit américain qu'en a besoin actuellement l'industrie lourde allemande. C'est alors que les Américains achèteront par les mêmes procédés, et très bon marché aussi, l'industrie lourde française. Maîtres de l'industrie lourde allemande et de l'industrie lourde française, ils feront aussitôt un immense bloc du minerai français et du charbon allemand, mais un bloc asservi entièrement aux Américains. »

(2) Je rappelle que par *banques d'émission*, on entend les banques qui ont le droit d'émettre des billets de banque, en France la *Banque de France*, en Angleterre la *Banque d'Angleterre*, en Allemagne, la *Reichsbank*, etc.

Ce projet est trop dans la direction générale de l'évolution actuelle de la société capitaliste pour qu'il n'aboutisse pas, sous une forme ou sous une autre : ainsi à côté du trust de l'acier nous aurons le trust du billet de banque.

La nouvelle phase de l'impérialisme.

On ne peut se dissimuler que ce sont là deux faits d'une importance colossale, à côté desquels les tribulations du franc ou les nouveaux impôts sont, sauf dans la mesure où ils peuvent réagir sur ces faits, des incidents presque négligeables. Cette unification mondiale de l'industrie et de la banque fait gravir un nouveau degré à l'impérialisme (1). C est une nouvelle phase de l'impérialisme qui commence : aux impérialismes nationaux succède un impérialisme international.

Nous assistons actuellement à la plus haute tentative qui ait encore été faite par le capitalisme pour résoudre ses contradictions internes. Durant plus d'un siècle les communistes furent seuls, à la suite de Marx et de ses prédécesseurs, à dénoncer les contradictions de la société bourgeoise, à affirmer que ces contradictions menaient tout le système à la ruine; les bourgeois au contraire prétendaient que la société capitaliste était la perfection même, les écarts qui étaient susceptibles de s'y produire étant automatiquement corrigés par le fonctionnement même du système, à condition qu'on laisse celui-ci s'opérer librement. C'était l'époque où la théorie des « harmonies économiques » chères à Bastiat remplissait de béatitude le cœur de tout bourgeois « éclairé ».

Mais les faits commandent. Il fallut, malgré toutes les théories, y obéir. Le capitaliste continua à jurer par Bastiat, mais il se conduisit d'une manière contraire. Le « libre jeu des lois économiques », la « liberté des échanges », le « laissez-faire », le « laissez-passer », la « concurrence » continuèrent à être dévotement révérés, mais c'était à qui, chaque jour, les violerait davantage. Chaque pays ne songea plus qu'à fausser par des mesures artificielles et par une constante intervention de l'Etat le « libre jeu des lois économiques » afin de se préserver de la concurrence des autres pays, — et, de même, à l'intérieur de chaque pays, chacun ne pensa plus qu'à se préserver de la concurrence de ses compatriotes en se débarrassant d'eux par des moyens plus ou moins licites quand c'était possible, — en s'entendant avec eux dans le cas contraire. Ce fut l'ère des impérialismes nationaux : elle aboutit à leur conflagration, elle aboutit à la guerre de 1914.

La leçon ne fut pas perdue. La vague révolutionnaire qui s'étendit sur l'Europe dans les dernières années de la guerre et les premières de l'après-guerre, de Moscou à Londres, n'épargnant pas plus, fait particulièrement caractéristique, les pays vainqueurs que les pays vaincus, fit comprendre à la bourgeoisie qu'elle serait abattue à brève échéance par son ennemi mortel, le prolétariat, si elle ne supprimait point coûte que coûte ses propres antagonismes. Il lui fallait de toute nécessité et de toute urgence réaliser le front unique du capital en supprimant les rivalités entre impérialismes.

Un premier essai fut tenté : ce fut la Société des Nations. Il n'est pas exact de dire que la Société des Nations ne fut créée que dans le but d'asservir les petites nations; certes, cela elle le fit, mais ce n'était là pour elle qu'un but accessoire, son but essentiel était de résoudre les antagonismes entre *grandes nations*. Mais, tandis que dans sa tâche accessoire, la Société des Nations réussit parfaitement, tandis qu'elle sut admirablement crucifier les faibles au nom de la Vérité et de la Justice, — dans sa tâche principale elle échoua complètement. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Les antagonismes entre impérialismes sont d'ordre essentiellement économique, ils ne peuvent donc être résorbés par la création d'un organisme purement politique. Que les représentants des Etats français, anglais, allemand siègent dans un même Conseil, cela ne saurait résoudre les antagonismes d'intérêts entre industriels français, anglais, allemands, antagonismes qui dérivent de raisons parfaitement concrètes que les plus belles phrases du monde ne sauraient modifier. L'antagonisme des impérialismes, antagonisme économique, ne peut être résolu par la formation d'un super-Etat, mais seulement par celle d'un super-impérialisme, d'un super-monopole, capable de fondre en une seule unité économique internationale les différentes Economies nationales.

C'est à la réalisation de ce super-impérialisme que tend la création des deux trusts mondiaux que nous venons d'indiquer.

L'œuvre vainement tentée par l'Angleterre avec la Société des Nations, est en train d'être réalisée par l'Amérique avec les capitaux de Morgan et de Dillon Read.

Les deux Empires.

A ce sujet on ne peut s'empêcher de noter une analogie curieuse.

Vers le début du deuxième siècle avant notre ère, le monde méditerranéen, qui constituait à l'époque à peu près tout le monde connu, se composait de deux parties bien distinctes, sans grands rapports entre elles : d'une part le bassin oriental de la Méditerranée, qui depuis de longs siècles était, avec la Grèce, la Phénicie, l'Egypte, à la tête de la civilisation, — et d'autre part la Méditerranée occidentale, où la civilisation n'existait guère que dans quelques colonies fondées par les peuples du bassin oriental, mais où l'on sentait cependant de nouvelles forces en train de s'élaborer, des possibilités nouvelles qui se révélaient; dans chacune de ces deux régions, surtout dans la première, la plus civilisée, des Etats nombreux, souvent en guerre. Enfin, entre les deux, un pays intermédiaire, l'Italie, que Rome venait d'unifier.

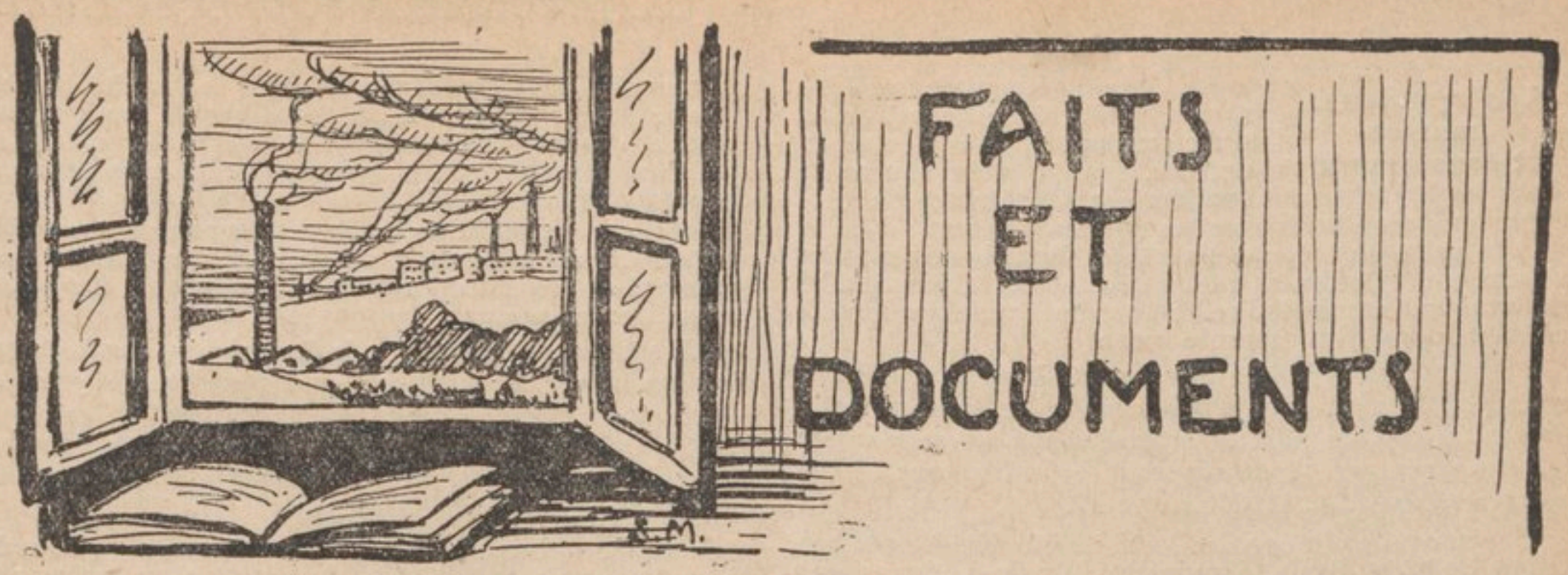
Or l'histoire des siècles qui suivent est celle de l'unification par le pays intermédiaire de ces deux parties du monde. Par la destruction de Carthage et par la conquête de la Grèce, Rome fonde l'Empire romain, c'est-à-dire la réunion en une même unité politiquee et économique, des deux moitiés de la Méditerranée, des deux moitiés du monde civilisé.

Aujourd'hui les Etats-Unis occupent la même situation que celle qu'occupait alors l'Italie : une face tournée vers l'Europe, le pays de vieille civilisation, l'autre tournée vers l'Asie, région jusqu'ici sans grands rapports avec l'Europe, participant à la civilisation moderne presque uniquement par l'intermédiaire de colonies, mais riche en possibilités, où des peuples s'éveillent, des richesses se révèlent, où l'on sent en un mot que là demain sera l'avenir.

De sa situation intermédiaire l'Amérique use comme Rome usa de la sienne, poussant à la fois des deux côtés, à la fois vers l'Orient et vers l'Occident, vers l'Europe et vers la Chine, tout comme Rome poussait à la fois vers la Grèce et l'Egypte, vers l'Afrique du Nord et l'Espagne. New-York est en train de fondre en une même unité économico-politique les deux moitiés de la Terre, comme Rome fondit, il y a vingt siècles, les deux moitiés de la Méditerranée. Le successeur de l'Empire romain n'est point, comme on le pensait orgueilleusement à Londres, l'Empire britannique, ce sera l'Empire yankee, la capitale en sera Wall Street.

Mais, avant de trop vous réjouir, Messieurs de Wall Sreet, veuillez bien songer à ceci : tous les historiens, qu'ils soient chrétiens ou antichrétiens, s'accordent sur ce point, que la création de l'Empire romain fut une condition indispensable au développement et au triomphe de la doctrine révolutionnaire d'alors : le christianisme. L'unification du monde par New-York aura les mêmes effets pour le développement et le triomphe de la doctrine révolutionnaire d'aujourd'hui : le communisme. La grande doctrine revolutionnaire du monde moderne profitera du même facteur d'unité dont profita la grande doctrine révolutionnaire du monde antique. L'Empire yankee préparera les voies à la société dont sera exclu le salariat, comme l'Empire romain prépara les voies à celle dont est exclu l'esclavage. — R. Louzon.

(1) Je prends bien entendu le mot impérialisme au sens de Lénine. Voir *l'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme.*



LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er JANVIER. — Fin du 14e Congrès du Parti Communiste.

Roumanie : Le prince Charles renonce au trône.

SAMEDI 2. — Répression : deux condamnations sont prononcées par le tribunal correctionnel de Morlaix pour propagande contre la guerre du Maroc.

DIMANCHE 3. — « Assemblée d'information » de la région parisienne du Parti Communiste sur la « lettre ouverte » aux membres du Parti.

— Au Congrès de la Fédération Socialiste de la Seine, débat sur la « participation ».

— Comité fédéral Unitaire des Transports et Manutentions.

Bulgarie : Démission de Tsankoff.

Grèce : Le général Pangalos se proclame « dictateur militaire ».

LUNDI 4. — Les abonnements ouvriers sur les chemins de fer sont augmentés de 165 0/0.

MARDI 5. — Répression : Nouvelles poursuites contre « la Caserne ».

Suède : Fin du lock-out du Textile : Victoire ouvrière.

Hongrie : Arrestation de « hautes personnalités » compromises dans une affaire de fabrication de faux billets de banque français.

MERCREDI 6. — A la Grange-aux-Belles, meeting à l'occasion du retour de la délégation des Jeunes Ouvriers en U. R. S. S.

JEUDI 7. — Répression : cinq condamnations à Issoudun.

— Aux environs de Paris, sur un chantier de la terrasse, les briseurs de grève de la rue Bonaparte jouent du revolver.

— Manifestation au Central télégraphique.

VENDREDI 8. — A Paris, Congrès de la Fédération Unitaire de l'Eclairage.

— La Fédération Socialiste de la Seine se prononce contre la « participation ».

— Appel de la C. G. T. U. pour l'application de l'échelle mobile le 15 février.

SAMEDI 9. — Deuxième « Assemblée d'information » de la région parisienne du Parti Communiste.

DIMANCHE 10. — Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

— Congrès Socialiste.

Syrie : Emeute à Alep.

LUNDI 11. — Le Congrès Socialiste se prononce contre la participation à un ministère radical.

MARDI 12. — *Allemagne :* Le bureau politique du Parti Communiste exclut Katz, député au Reischtag.

MERCREDI 13. — A Paris, arrestation d'André Nin.

VENDREDI 15. — Troisième « Assemblée d'information » du Parti Communiste.

SAMEDI 16. — Le Conseil fédéral des Fonctionnaires maintient la manifestation interdite par le gouvernement

— Lock-out des usines Citroën à Javel.

— Le patronat minier du Nord et du Pas-de-Calais se met d'accord avec les Syndicats confédérés pour l'augmentation des salaires.

DIMANCHE 17 — Les fonctionnaires et agents des Services publics manifestent place de la Concorde.

— 2e séance du Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

— A Nice, grève des cuisiniers.

U. R. S. S. : Remaniements dans le Conseil des Commissaires du Peuple.

MARDI 19. — Assemblée des lock-outés de chez Citroën, où l'embauche est rouverte pour le lendemain.

— Comité National de la Fédération Unitaire du Sous-Sol.

JEUDI 21. — 4e « Assemblée d'information » de la région parisienne du Parti Communiste.

Angleterre : Le Congrès de l'Union des Cheminots repousse la décision du département national des salaires.

VENDREDI 22. — « Grève » à la Bourse de Paris, contre la proposition de l'impôt sur les opérations de Bourse.

— Salle Wagram, meeting radical-communiste-socialiste, etc., contre le fascisme.

— Conseil de la Fédération Unitaire de l'Agriculture.

Angleterre : Le Congrès de l'Union des Cheminots décide de reprendre les négociations.

DIMANCHE 24. — Troisième séance du Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

— Meetings de fonctionnaires, à Lyon, à Lille, au Havre, à Nantes, etc.

Angleterre : A Londres, conférence de l'aile gauche du mouvement travailliste.

LUNDI 25. — *Chine :* Ivanov, directeur des chemins de fer de l'Est chinois, est remis en liberté.

Angleterre : Le Congrès de l'Union des Cheminots accepte la décision du département national des salaires.

MARDI 26. — Le débat financier s'engage devant la Chambre qui repousse la proposition communiste d'instituer l'échelle mobile pour les fonctionnaires et agents des Services publics.

MERCREDI 27. — Doriot est condamné à huit jours de prison, pour les incidents du 12 octobre.

VENDREDI 29. — Le Comité National de la C. G. T. U. examine la question de l'échelle mobile et vote la modification de la structure confédérale.

DIMANCHE 31. — Comité central élargi du Parti Communiste.

Les syndicats russes et Amsterdam

Le Conseil général de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam a, le 5 décembre dernier, par 14 voix contre 7, confirmé qu'il refusait de discuter sans conditions avec les syndicats russes.

A la suite de cette décision, le Comité anglo-russe s'est réuni à Berlin les 8 et 9 décembre. A l'unanimité il a voté une résolution regrettant l'attitude du Conseil d'Amsterdam. Il a annoncé que :

« *Mettant en exécution la clause 3 B de la résolution votée par la conférence anglo-russe à Londres en avril dernier et ratifiée par les organisations intéressées des deux mouvements, il convoquerait lui-même une conférence.* » (*Humanité*, 11 décembre 25.)

Une nouvelle réunion du Comité a été décidée pour le début de 1926. Mais, depuis, les Trade-Unions sont revenues sur la décision de convoquer une conférence.

Au 14e Congrès du Parti Communiste de l'U. R. S. S., Tomsky a de nouveau précisé la position des syndicats russes :

« *Nous réclamons, a-t-il dit, une rencontre svec la Fédération syndicale internationale, pour discuter la question du rétablissement de l'unité du mouvement syndical international, et ceci sans condition restrictive, afin de nous réserver le droit de dérouler cette question dans toute son ampleur.* »

Parlant de la conférence décidée par le Comité anglo-russe, il a dit :

« *Quand cette conférence aura-t-elle lieu ? Pour en assurer le succès les Anglais pensent, et avec raison, qu'ils doivent faire auparavant quelques démarches préparatoires, consulter d'autres organisations où peuvent se trouver des partisans de l'Unité, poser la question une fois de plus à Amsterdam, pour pouvoir convoquer ensuite une conférence entre nous et la Fédération syndicale internationale.*

« *Je ne veux pas prophétiser, a-t-il ajouté, mais je crois qu'Amsterdam repoussera également ces conférences.* »

Alors ?

Alors, dit Tomsky, « l'avenir nous dira si nous n'allons pas, peut-être, être obligés de chercher d'autres voies. » Lesquelles ?

« *Peut-être aurons-nous, en commun avec les Anglais, une conférence avec les représentants des syndicats sympathisants à la cause de l'Unité. Peut-être devrons-nous, encore une fois, par Amsterdam, ou par-dessus sa tête, soulever la question de l'Unité devant les ouvriers du monde entier...*

« *Par quelles méthodes devons-nous lutter pour la constitution d'une Internationale syndicale unique ? Bien sûr, pour les syndicats russes, la méthode la plus souhaitable serait la convocation d'un Congrès mondial de tous les syndicats, sur la base de la représentation proportionnelle. Mais on ne peut pas encore dire quelles voies prendra la lutte pour l'Unité.* Pour nous, l'Unité n'est pas une manœuvre d'agitation pour démasquer les social-traîtres, qui ont été déjà si souvent démasqués et dénoncés et pour qui il ne vaudrait pas la peine d'entreprendre des manœuvres aussi compliquées : nous la comprenons comme une grande manœuvre stratégique de la lutte de classes, dans le plus vrai et le plus grand sens de ce mot. »

Une réplique faite par Losovsky à Tomsky permet d'apercevoir une divergence essentielle entre les militants russes sur la tactique d'Unité. Qu'a dit Losovsky ?

« *Tomsky a tort quand il déclare qu'il n'est pas encore possible aujourd'hui de dire exactement où nous mèneront les négociations avec Amsterdam. Des concessions sont permises dans nos rapports avec les syndicats anglais, mais notre ligne vis-à-vis d'Amsterdam doit être déterminée de façon précise. Les pourparlers de nos syndicats ne peuvent en aucun cas nous conduire à l'adhésion à la Fédération syndicale internationale...* »

Losovsky pense qu'il faut élargir le Comité anglo-russe, affermir l'I. S. R., lui rattacher le mouvement syndical des pays coloniaux et semi-coloniaux, ne pas s'affilier à Amsterdam, et poursuivre la lutte pour un Congrès mondial d'Unité.

Tomsky a répondu en « *montrant le caractère nuisible des tentatives consistant à miser sur une scission sous le couvert du mot d'ordre d'Unité* ». D'après lui, il ne faut pas se lier les mains :

« *Il n'est pas possible que le Congrès du Parti déclare simplement que les syndicats russes ne devront jamais, à aucune condition, s'affilier à Amsterdam.*

« *Quand les intérêts du prolétariat et de la révolution ouvrière l'exigeront, nous irons dans n'importe quelle organisation, chez le diable ou chez le pape !* »

Une telle discussion montre combien il était vain de se contenter de grandes affirmations pour croire que l'Unité syndicale internationale était en voie de réalisation. Par sa décision de décembre, la Fédération syndicale internationale a montré qu'elle n'était pas encore disposée à engager seulement des pourparlers. Il est bien naturel que les militants russes examinent maintenant par quels moyens ils pourront faire revenir la F. S. I. sur sa décision. Il est moins naturel qu'en France, par exemple, on ait abandonné tout effort en faveur de l'Unité internationale. Celle-ci ne se réalisera que lorsqu'au sein d'Amsterdam, le nombre de ses partisans grandira, leur influence s'étendra. On ne s'occupe même plus de les aider.

⁂

Une lettre du Parti communiste de l'U. R. S. S.

Le Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. vient d'adresser à toutes les sections de l'Internationale Comniste une « lettre d'information » relative aux décisions du 14e Congrès.

« *Le Comité Central, dit cette lettre, est complètement unanime pour considérer que le transport de la question russe dans les rangs de l'Internationale n'est pas désirable.* »

Par ailleurs, le Comité Central affirme que « la discussion sur les questions intérieures du Parti russe a été liquidée par les décisions du Congrès » et que :

« *Sur les questions concernant la politique étrangère de l'U. R. S. S., ni sur les questions relatives à la politique des partis frères, il n'y a eu à l'intérieur du Parti, aucune divergence essentielle.* »

Cependant, la plus grande partie de cette « lettre d'information » est consacrée à l'exposé des points épineux de la discussion du 14e Congrès, et le Comité Central écrit lui-même :

« *Nous prions les camarades s'intéressant à ces questions d'étudier minutieusement tous les documents qu'ils possèdent. En premier lieu, à notre avis, doivent être soumises à l'étude les résolutions du Congrès, surtout la résolution politique sur le rapport du Comité Central.* »

Il ne s'agit donc pas de ne pas s'occuper de la discussion russe. Ne s'agirait-il pas de s'en occuper seulement dans le sens de la majorité, c'est-à-dire de recommencer dans l'Internationale, contre Zinoviev et ses partisans, ce qui en 1924, a si bien réussi contre Trotsky et l'opposition ? Les ardents défenseurs français de Zinoviev et de Kamenev ne se sont-ils déjà pas transformés en adversaires non moins ardents de Zinoviev et de Kamenev ? C'est là chose courante, paraît-il, dans la diplomatie compliquée du Parti Communiste russe. Ce n'est pas — en tout cas — ce qui nous intéresse, et nous sommes bien plus curieux de connaître le fonds des divergences que leur résultat dans la bureaucratie du Parti Russe et de l'Internationale.

Que dit, sur le fond des divergences, le Comité Central ?

« *L'année écoulée fut une année d'essor économique grandiose. La production de l'industrie et de l'économie rurale a presque atteint le niveau d'avant-guerre. Les éléments socialistes de l'économie ont fait un bond énorme en avant et leur importance s'est accrue. D'autre part, le*

caractère transitoire de notre société où parmi les masses de la population prédomine l'élément paysan, contient des contradictions inéluctables. Parallèlement à l'accroissement des forces socialistes dans l'économie, se sont développés aussi — quoique ce ne soit pas dans la même mesure — les éléments du capitalisme, en particulier dans la sphère du capitalisme commercial, et dans la forme de l'économie des koulaks à la campagne. »

« Le ralentissement de la marche de la révolution mondiale, la stabilisation relative du capitalisme d'une part,

« D'autre part les contradictions croissantes des classes à l'intérieur du pays,

« Ont fait naître dans le Parti un certain état d'esprit défaitiste.

« Cet état d'esprit a pris une forme idéologique dans une série de thèses proposées par l'opposition... »

Que sont ces thèses ?

« Ces thèses concernent, répond le Comité Central, la question de la possibilité de l'édification socialiste dans notre pays, en dépit de sa technique arriérée;

« A cela s'est ajoutée la question de la N. E. P. (La N. E. P. est-elle seulement une retraite, ou, à partir d'un moment donné, est -elle une offensive sur le capital ?)

« Ensuite est venue la question concernant le caractère de notre industrie nationalisée. (Est-elle d'après son type, une industrie socialiste, ou présente-t-elle une forme du capitalisme d'Etat ?)

« Enfin a été soulevée également la question des rapports avec la paysannerie et avec ses différents groupes. Ce dernier problème, le plus important, se divise à son tour en une série de questions... dont chacune, prise à part a une grande importance. »

Le Congrès a répondu, sur tous ces points, qu'il condamnait « énergiquement » l'opposition représentée par la délégation de Léninegrad, et il a, dans une résolution, décidé l'orientation à donner à l'économie de l'U. R. S. S.

Le devoir des militants révolutionnaires des autres pays consiste-t-il à l'approuver aveuglément ? La meilleure façon de servir la Révolution consiste au contraire à essayer de voir clair dans tous ces problèmes.

***

La lettre des 250

Ecrite le 25 octobre 1925, publiée dans les *Cahiers du Bolchévisme* du 15 janvier 1926, (trois mois après), la lettre envoyée par 250 miitants du Parti Communiste au Comité exécutif de l'Internationale commence enfin à être connue. Les méthodes de discussion (?) du prétendu Parti Communiste sont telles que cette lettre n'a été publiée dans la presse officielle qu'après que des signataires l'eurent éditée par leurs propres moyens.

« On vous raconte, écrivent les 250, que depuis la soi-disant « bolchévisation » du Parti, le Communisme a acquis une influence puissante sur les masses, et que les ouvriers approuvent et suivent nos mots d'ordre avec enthousiasme. C'est faux. Non seulement nous ne progressons pas, mais nous ne piétinons même pas sur place, nous sommes en pleine régression. »

Les causes de cette régression ? Les 250 les voient d'abord dans « l'aveugle brutalité » avec laquelle la direction a procédé à la réorganisation du Parti sur la base des cellules :

« Toute la vieille armature fut pulvérisée en un tournemain, sans souci de la diversité des milieux, ni des possibilités de réussite. »

Conséquence :

« La faillite des cellules d'usines est à peu près générale. Une statistique sincère des membres du Parti appartenant aux cellules comme ouvriers de l'entreprise, et non comme « rattachés » serait à cet égard des plus édifiantes.

« On ne trouve plus guère maintenant le Parti que là où les anciennes sections ont subsisté.

« Dans beaucoup d'endroits en effet on a baptisé la section « cellule » pour avoir l'air de se mettre en règle avec le Centre »

Que proposent les 250 ? Ceci :

« Nous nous bornerons à dire que, sans supprimer les cellules d'usines, en s'efforçant au contraire de les multiplier, il faut revenir sans retard à la section territoriale comme base organique du Parti.

« Il faut assurer le jeu du véritable centralisme démocratiqeu, rendre la parole au Parti et en finir avec la politique personnelle.

« Il faut simplifier l'appareil et le mettre au service et sous le contrôle du Parti. »

Les 250 entreprennent ensuite de démontrer « *l'incapacité politique* de la direction actuelle du Parti », seconde cause de la régression :

*« Sous l'étendard du Communisme, cette direction n'a fait en réalité que ressusciter l'*hervéisme, *condamné depuis longtemps par l'immense majorité des ouvriers français.*

« Le Comité central s'était targué d'un succès certain aux élections municipales... Le résultat a été piteux. Le 3 mai 1925, au premier tour de scrutin, le Parti, irrémédiablement battu en province, perd dans la région parisienne, 30 0/0 des voix qu'il avait obtenu le 11 mai de l'année précédente aux élections législatives. Pour éviter le désastre au second tour, le Comité central est contraint de quémander les voix des socialistes et des radicaux... La préparation technique de ces élections avait d'ailleurs été déplorable. »

Vint la guerre du Maroc, qui « offrait, pour un appel au pays ouvrier, une excellente plate-forme ». Mais :

« On voulut, à toute force, imposer l'idée de l'évacuation du Maroc et celle de la fraternisation... C'était, de propos délibéré, rendre impossible un large mouvement d'opinion et se condamner à faire cavalier seul. »

« Ces Congrès (les Congrès ouvriers) ont été un bluff *et rien de plus.*

« Malheureusement, la Direction a été prise dans l'engrenage de son propre bluff. Quand on prétend avoir derrière soi des millions d'ouvriers, on ne peut rester inactif. Ainsi fut décidée la grève générale de 24 heures du 12 octobre.

« Eh bien, nous le déclarons nettement : cette « grève générale » a été un fiasco lamentable, une véritable défaite pour le prolétariat et pour le parti. Mal préparée, dans une atmosphère d'agitation factice, déclenchée au moment où, sur le front marocain, les opérations s'endormaient, la grève n'a pu mettre debout que ceux qui, quelles que soient les circonstances, quels que soient les mots d'ordre « marchent » toujours. »

D'autres échecs montrent avec la même force l'*incapacité tout court* de la direction du Parti, notamment celui de la campagne pour l'unité syndicale :

« La responsabilité de cet échec retombe tout entière sur les dirigeants du Parti de la C. G. T. U. A force de proclamer partout que l'unité syndicale était certaine, ils avaient fini par le croire. Or le Congrès interconfédéral d'Unité est tombé à plat. Aujourd'hui le mot d'ordre de l'Unité syndicale, pourtant plus nécessaire que jamais, est pratiquement abandonné. »

Signée par des militants des syndicats tels que Boville, Bour, Marthe Bigot, Boulidard, Bertinetto, Caruel, Castex, Delarue, Delsol, Duc, Dessay, Engler, Fulconis, Germaine Goujon, Grandin, Gourget, Gaye, Hairius, Hostyn, Jouveshomme, Lebègue, Lambert, Lalande, Lépine, Nespoulos, Prudhomme, Pelletier, Roy, Weber, etc..., par des militants du Parti comme Loriot, Basilaire, Lucie Colliard, Dunois, Hattenberger, Magdeleine Marx, Mahouy, Péju, Paz, Antoine et Marcelle Richard, Roy, Souzy, etc., par onze députés communistes, la lettre des 250 se termine par un appel à l'intervention de l'Internationale :

« Nous attendons du Comité exécutif de l'Internationale qu'il prête l'oreille à notre voix, qu'il se rende compte

de l'état réel des choses dans le Parti français, qu'il en apprécie toute la gravité, et qu'il prenne sans tarder les mesures de salut qui ramèneront dans nos rangs la confiance ébranlée. »

S'il y avait encore une Internationale Communiste, si ce qu'il en reste n'était pas directement responsable des actes des dirigeants du Parti français, l'appel des 250 ne serait pas resté sans écho. Mais il aurait fallu qu'en réponse, l'Internationale prononçât sa propre condamnation.

***

Déclarations du président de la « Léna »

A l'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie *Lena Goldfields* qui s'est tenue le 12 janvier, le président, après avoir énuméré les richesses considérables qui sont contenues dans chacune des concessions a terminé son discours par les paroles suivantes :

Après mûre réflexion, nous avons considéré que la reconnaissance du présent état de choses en Russie était ce que l'on pouvait faire de mieux, et il faut se rappeler à ce sujet que le Gouvernement des Soviets a mis à notre disposition les anciennes propriétés avec des additions considérables au matériel ainsi que d'importantes quantités d'approvisionnements qui représentent une importante partie du fonds de roulement nécessaire pour les opérations.

En outre, de nouvelles propriétés ont été comprises dans cette concession, de sorte qu'en général nous avons le droit de dire qu'une bonne affaire a été faite. Nous avons commencé nos opérations depuis peu, mais nous ne prévoyons pas de difficultés. J'ai dit à la dernière assemblée qu'il fallait attacher plus d'importance à l'esprit qu'à la lettre du contrat intervenu avec les Soviets. Depuis cette date, nous avons eu à demander certaines modifications qui ont été consenties, et je suis convaincu que, sur n'importe quelle question, nous serons toujours entendus par des oreilles bien disposées.

***

Tuberculose et travail de nuit

Le 5 janvier, à l'Académie de Médecine, les docteurs Parisot professeur à la Faculté de Nancy, et G. Richard, membre de l'Académie de Médecine, ont fait une communication sur la tuberculose chez les ouvriers boulangers.

Utilisant des documents recueillis dans les dispensaires d'hygiène sociale de 1921 à 1925 *les auteurs constatent que la mortalité par tuberculose des ouvriers boulangers, à Nancy par exemple, atteint* 10 *pour* 1000, *alors que celle de la population totale de la ville oscille entre* 2,3 *à* 3 *pour* 1.000 *; elle est donc quatre fois plus élevée.*

Si on rapproche ces chiffres de ceux obtenus en faisant la même enquête sur une corporation voisine, celle des ouvriers pâtissiers on observe une mortalité nulle et une morbidité inférieure à 1 *pour cent.*

La raison de ces différences réside dans ce fait que le travail des ouvriers boulangers échappe à la réglementation des lois sociales (travail de nuit, absence de repos hebdomadaire régulier, etc.) et s'effectue dans des conditions hygiéniques le plus souvent défavorables, tous facteurs aptes à favoriser chez l'ouvrier le développement de la tuberculose.

D'autre part, les deux tiers des sujets reconnus tuberculeux, continuaient à travailler. Sans vouloir envisager le risque de contamination du pain avant la cuisson on ne saurait méconnaître le danger certain que constitue la souillure inévitable de ce pain, une fois sorti du four, dans un milieu saturé de poussières bacillaires.

Depuis, MM. Parisot et Richard ont publié dans la *Revue d'hygiène et de prophylaxie sociales* une étude sur la suppression du travail de nuit dans la boulangerie.

:-: ENTRE NOUS :-:

Bonnes nouvelles

Avez-vous remarqué que la liste du « noyau » s'est allongée de quelques noms ?

Quatre camarades sont venus nous rejoindre : Marthe Bigot, Jehanne Stanko, Roger Hairius et César Hattenberger.

Les deux premières camarades combleront une fâcheuse lacune; en effet, il n'y avait pas de femmes dans notre petit cercle. Bigot et Stanko suivront les questions féminines; l'on sait que l'une et l'autre sont parmi les meilleures militantes du mouvement syndical et révolutionnaire.

Hairius, l'un des emprisonnés de Mayence, et qui nous donna sur l'affaire des soldats de la Ruhr une étude dont on se souvient, a connu, un peu plus tard que Lemire, l'honneur d'être exclu du Parti. Que le Parti en soit remercié !

Doublement remercié même, puisque en excluant Hattenberger il nous rend quelqu'un dont nous avions grand besoin. Il y a un an déjà que le grand César de la *Vie Ouvrière* d'après guerre aurait dû venir travailler avec nous, en mettre un bon coup à l'administration comme il en mit un en 1919 et 1920 à la *V. O.* en faisant grimper le nombre des abonnés de 1.500 à plus de 8.000. Mais il était du Parti, pris à moitié par la discipline à moitié par le travail du Parti. Exclu, le voilà déchargé, délivré. Il nous a fait perdre, il nous a volé un an de travail d'administration; sûrement il aura à cœur de rattraper le temps et le travail perdus. Mais il faudra qu'amis et abonnés l'aident, lui et son équipe de l'administration, à mener rondement la chasse aux abonnés et l'organisation de la vente au numéro.

« La "R. P." vaut la "V. O." d'avant-guerre »

Au cours d'une série d'articles « Pour l'éducation ouvrière », L. Emery a écrit ceci, le 12 décembre dans le *Peuple :*

« ...Il manque à la C. G. T. une revue d'études et de libre discussion, il lui manque en un mot quelque chose d'analogue à la *Vie Ouvrière*, la vraie, celle d'avant guerre, celle dont les articles de Merrheim, Dumoulin, Monatte, Albert Thierry, Andler, etc., faisaient une des revues les plus denses, les plus nourries, les plus intéressantes qui aient paru. »

Depuis, Zoretti a répété quelque chose d'identique.

Emery et Zoretti ignorent-ils la *R. P.*, ou bien ne reconnaissent-ils les mérites des gens qu'une fois qu'ils sont morts ?

La *Révolution Prolétarienne* est la suite de la *Vie Ouvrière* d'avant guerre; elle est le même effort qui se poursuit avec la plupart de ses fondateurs.

Qu'on nous permette de citer deux lettres :

« *La* R. P. *me plaît*, nous écrit un camarade de l'Enseignement; *elle vaut la* V. O. *d'avant guerre, à laquelle je dois beaucoup.* »

Et celle-ci d'un éditeur :

« *Je serais heureux de recevoir en échange de nos services de presse, celui de votre organe, dont le numéro* 13 *m'a vivement intéressé. Loin de partager vos opinions politiques et sociales, je dois reconnaître que votre revue, si elle est toujours comme ce n°* 13, *est très bien faite et sérieuse. Or « la belle ouvrage » fait toujours plaisir.* »

Renouvelez, Renouvelez !

Dépêchez-vous, les retardaires ! Si vous ne nous avez pas fait parvenir votre renouvellement d'ici le 25 février, vous nous obligerez à le faire recouvrer par la poste. Naturellement, cet avis ne concerne que les camarades dont l'abonnement expirait en décembre.

Dépêchez-vous donc de passer à la poste si vous ne voulez pas que la poste passe chez vous. Dépêchez-vous pour nous éviter à nous un surcroît de travail et vous éviter à vous un désagrément.

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921)..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky)..... 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky)..... 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky)..... 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922)..... 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte)..... 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard)..... 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet)..... 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux)..... 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin)..... 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky)..... 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin)..... 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R**..... 3 50
XV. **L'Unité du mouvement syndical mondial** (rapports et discours prononcés au VIe Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S.), préface de A. Losovsky..... 2 50
XVI. **L'organisation et la situation des employés en Russie** (D. Antochkine)..... 1 »
XVII. **Les problèmes du mouvement travailliste** (P. Braun), préface de A. J. Cook..... 0 75
XVIII. **Le mouvement national et la classe ouvrière en Chine** (L. Heller)..... 1 »
XIX. **La conférence syndicale anglo-soviétique** (A. Losovsky)..... 2 50

EN VENTE
à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

LIBRAIRIE ANCIENNE & MODERNE
P.-M. DELESALLE
16, rue Monsieur-le-Prince, Paris VIe (près l'Odéon)

LIVRES D'OCCASION :
Spécialement, ouvrages concernant les sciences sociales et économiques

ENVOI SUR DEMANDE DU CATALOGUE PÉRIODIQUE
Librairie Générale — Histoire — Romans — Littérature
Fournitures constantes dans les meilleures conditions

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE
31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît, Paris (6e)

P.-J. PROUDHON
Œuvres complètes
Publiées sous la direction de C. BOUGLÉ et H. MOYSSET, en 20 volumes in-8°

PRIX DE LA SOUSCRIPTION :
Broché... ... ... **340 fr.**
Relié.. ... ... **580 fr.**

VOLUMES PARUS :

Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère. Introduction et Notes de Roger PICARD. 1923. 2 vol. in-8° brochés..... 32 fr.
Idée générale de la Révolution au XIXe siècle. Introduction et Notes de A. BERTHOD. 1923. 1 vol. in-8° broché..... 18 fr.
De la capacité politique des classes ouvrières. Introduction et Notes de Maxime LEROY. 1924. 1 vol. in-8° broché..... 18 fr.

SOUS PRESSE :
La guerre et la paix. Introduction et Notes de H. MOYSSET.

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

Abonnement : un an (10 numéros)..... 6 »
— Extérieur..... 8 »

S'adresser à "L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE"
SAUMUR (M.-&-L.) - Chèq. post. : 81-26 Nantes

Histoire de Pierre Lapin, par B. POTTER. » 85
Contes flamands, traduits par M. VAN DE MOORTEL et illustrés par ses élèves... » 75
Comment le capitaine eut peur, par Claude TILLIER..... » 75
Le village disparu, par GERSTAECKER.... » 75
Tony l'assisté, par Célestin FREINET..... 1 50
Tom le Ramoneur, par Ch. KINGSLEY.... 2 50
Nouvelles d'Italie, par Italo TOSCANI.... 2 50
La jeunesse de Jean-Jacques, récit tiré des *Confessions*, de J.-J. ROUSSEAU..... 3 »
Souvenirs d'enfance des grands écrivains, trois brochures à 0 fr. 75 l'une, les trois ensemble..... 2 »
L'abonnement aux 10 brochures de l'année en cours..... 6 »

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

F. RIEDER ET Cie, ÉDITEURS
7, place Saint-Sulpice, PARIS-6e

— annoncent —
pour le 15 février
un numéro spécial
— de —

EUROPE

REVUE MENSUELLE

consacré à

ROMAIN ROLLAND

à l'occasion de son soixantième anniversaire

AVEC LA COLLABORATION DE

ALAIN, René ARCOS, Henri BARBUSSE, Jean BONNEROT, André CHAMSON, Alp. de CHATEAUBRIANT, Albert CRÉMIEUX, Georg. DUHAMEL, Luc DURTAIN, John-Gould FLETCHER, Waldo FRANK, Manuel GALVEZ, Maxime GORKI, Henriette ROLAND-HOLST, Henri de MONTHERLANT, Marcel MARTINET, LOUNATCHARSKI, M. de UNAMUNO, PREZZOLINI, Jean PRÉVOST, P. SOUPAULT, *etc.*

PAGES INÉDITES DE ROMAIN ROLLAND

Prix de ce numéro : **6** *fr.* **50**

CONDITIONS D'ABONNEMENT

	Un an (sans primes)	Un an (avec primes)	Le numéro
France, Belgique, Luxembourg.....	38 »	50 »	4 50
Étranger.....	50 »	62 »	6 »
Exceptionnellement (pays à change bas).....	30 »	20 »	6 »

Les primes consistent en **24** *francs de livres à choisir dans notre catalogue. La liste des primes ainsi qu'un numéro spécimen sont adressés sur simple carte de visite affranchie à* **10** *centimes.*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement d'un an à EUROPE *au prix de* .....

et à partir du ..... *1926. Ci-joint chèque, mandat ou chèque postal*

de .....

Nom : .....

Adresse très lisible : .....

Retourner ce bulletin à F. RIEDER et Cie, 7, place Saint-Sulpice, PARIS-6e
(Chèque postal : Paris 330-77)

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 344-2-26.